

**Guide juridique**

**Quelles conséquences juridiques et quelles solutions dans les relations avec :**

* **le maître d’ouvrage (public, privé, professionnel ou consommateur),**
* **l’entreprise principale,**
* **les partenaires commerciaux,**
* **les assureurs,**
* **les banques,**
* **les impôts…**

Version 3 du 15 avril 2020

[**PREMIERE PARTIE : RELATIONS AVEC LES MAÎTRES D’OUVRAGES (professionnels) ET AVEC LES ENTREPRISES PRINCIPALES** 6](#_Toc37411344)

[**PREMIER CAS : les chantiers continuent (schéma mis à jour, version 2 du présent Guide)** 7](#_Toc37411345)

[1. Exécution du marché par le titulaire (mis à jour, version 2 du présent Guide) 8](#_Toc37411346)

[2. Si l’entreprise a des difficultés d’exécution du marché 8](#_Toc37411347)

[2.1. Comment forcer le maître d’ouvrage à prolonger le délai d’exécution du marché public sans qu’il puisse appliquer des pénalités de retard ? *(mis à jour dans la version 2 du présent Guide)* 8](#_Toc37411348)

[2.2. Marchés privés (professionnels) et contrats de sous-traitance : le donneur d’ordre n’a pas le droit d’appliquer les pénalités de retard *(Mis à jour dans la version 2 du présent Guide)* 9](#_Toc37411349)

[2.3. Exécution du marché par un sous-traitant 10](#_Toc37411350)

[2.4. Mise en œuvre de la théorie de l’imprévision permettant à l’entreprise d’être indemnisée des coûts que lui impose la continuation du chantier 11](#_Toc37411351)

[2.5. La non fourniture de la garantie de paiement permet d’interrompre le chantier pour le titulaire du marché privé 15](#_Toc37411352)

[3. Contestation des pénalités de retard par les entreprises titulaire de marché et par les entreprises sous-traitantes 17](#_Toc37411353)

[3.1. Lorsque le maître d’ouvrage veut appliquer les pénalités de retard au titulaire d’un marché de la commande publique (y compris ESH, SEM et SPL) *(Mis à jour, version 2 du présent Guide)* 17](#_Toc37411354)

[3.2. Lorsque le maître d’ouvrage veut appliquer les pénalités de retard au titulaire du marché privé *(mis à jour, version 2 du présent Guide)* 17](#_Toc37411355)

[3.3. Lorsque l’entreprise principale veut appliquer les pénalités de retard à son sous-traitant *(mis à jour, version 2 du présent Guide)* 18](#_Toc37411356)

[4. TABLEAUX RECAPITULATIFS POUR LES ENTREPRISES TITULAIRES DE MARCHES ET LES SOUS-TRAITANTS : LE CHANTIER CONTINUE 20](#_Toc37411357)

[*4.1.* Quelles conséquences pour les entreprises titulaires d’un marché avec le maître d’ouvrage ? *(mis à jour dans la version 2 du présent Guide)* 20](#_Toc37411358)

[4.2. Quelles conséquences pour les sous-traitants ? (mis à jour dans la version 2 du présent Guide) 21](#_Toc37411359)

[**DEUXIEME CAS : les chantiers sont arrêtés** 22](#_Toc37411360)

[FOCUS : Conséquences des arrêts de chantier en matière d’assurance 23](#_Toc37411361)

[1. Ajournement du marché par le maître d’ouvrage 24](#_Toc37411362)

[1.1. Comment imposer au maître d’ouvrage une suspension de tout ou partie du marché public ? *(mis à jour, version 2 du présent Guide)* 24](#_Toc37411363)

[1.2. Comment imposer au maître d’ouvrage privé un ajournement du chantier en application de son obligation générale de sécurité du chantier, décrite dans le code du travail et dans le Guide OPPBTP ? *(mis à jour, version 2 du présent Guide)* 25](#_Toc37411364)

[1.3. Le cas particulier de la levée des réserves et de la réparation des désordres de garantie de parfait achèvement en marchés publics et privés : demander une suspension des délais 27](#_Toc37411365)

[1.4. Comment réagir en cas d’arrêt de chantier décidé officieusement (de vive voix) par le maître d’ouvrage ? 27](#_Toc37411366)

[1.5. Qu’est-ce que le constat contradictoire ? 30](#_Toc37411367)

[1.6. Quelles sont les conséquences de l’ajournement sur le marché ? 30](#_Toc37411368)

[2. Si le maître d’ouvrage n’ajourne pas et refuse toujours de le faire après les demandes de l’entreprise, l’arrêt du chantier peut être justifié par la force majeure 31](#_Toc37411369)

[2.1. Force majeure: dans quels cas ? 31](#_Toc37411370)

[2.2. Conséquences de la force majeure 34](#_Toc37411371)

[3. Contester les pénalités 35](#_Toc37411372)

[4. Dans tous les cas d’arrêt de chantier : réaliser un constat contradictoire 35](#_Toc37411373)

[5. TABLEAUX RECAPITULATIFS POUR LES TITULAIRES DE MARCHE ET LES SOUS-TRAITANTS : CHANTIER A L’ARRÊT 36](#_Toc37411374)

[5.1. Quelles conséquences pour les entreprises titulaires d’un marché ? 36](#_Toc37411375)

[5.2. Quelles conséquences pour les entreprises sous-traitantes ? 37](#_Toc37411376)

[**TROISIEME CAS : les chantiers reprennent après s’être arrêtés** 38](#_Toc37411377)

[1. Les chantiers reprennent après un ajournement officiel du marché par le maître d’ouvrage : conséquences pour les entreprises titulaires de marchés 38](#_Toc37411378)

[1.1. Conséquences de l’ajournement : 38](#_Toc37411379)

[1.2. Négocier des conditions de reprises : 38](#_Toc37411380)

[2. Les chantiers reprennent après un ajournement officiel de l’entreprise principale : conséquences pour les sous-traitants 38](#_Toc37411381)

[2.1. Conséquences de l’ajournement : 38](#_Toc37411382)

[2.2. Négocier des conditions de reprises : 39](#_Toc37411383)

[3. Les chantiers reprennent sans ajournement officiel du marché par le donneur d’ordres 39](#_Toc37411384)

[3.1. Conséquences de l’absence d’ajournement : 39](#_Toc37411385)

[3.2. Négocier des conditions de reprises : 39](#_Toc37411386)

[**QUATRIEME CAS : le donneur d’ordre résilie les marchés** 41](#_Toc37411387)

[1. Les maîtres d’ouvrages publics résilient les marchés 41](#_Toc37411388)

[1.1. Résiliation pour motifs d’intérêt général 41](#_Toc37411389)

[1.2. Résiliation sans faute pour urgence impérieuse 41](#_Toc37411390)

[1.3. Résiliation pour faute de l’entreprise titulaire du marché : résiliation simple ou aux frais et risques 41](#_Toc37411391)

[1.4. Résiliation pour évènements extérieurs du marché : incapacité physique durable de l’entreprise titulaire du marché 44](#_Toc37411392)

[2. Les maîtres d’ouvrages privés résilient les marchés 45](#_Toc37411393)

[**CINQUIEME CAS : l’entreprise résilie après un ajournement trop long** 47](#_Toc37411394)

[1. L’entreprise résilie le marché public pour ajournement trop long 47](#_Toc37411395)

[2. L’entreprise titulaire du marché privé (ou le sous-traitant) résilie le marché pour ajournement trop long 49](#_Toc37411396)

[3. TABLEAUX RECAPITULATIFS : CONTRATS RESILIES PAR LE TITULAIRE DU MARCHE OU PAR LE SOUS-TRAITANT 51](#_Toc37411397)

[**SIXIEME CAS : problématique du chiffrage des devis pendant et après l’état d’urgence sanitaire (nouveau, version 2 du présent Guide)** 52](#_Toc37411398)

[1. Marchés privés conclu avec un professionnel 52](#_Toc37411399)

[2. Marchés publics 53](#_Toc37411400)

[MODELE 1 : DEMANDE D’AJOURNEMENT OFFICIEL D’UN CHANTIER 55](#_Toc37411401)

[MODELE 2 : AJOURNEMENT NECESSAIRE PAR LE MAÎTRE D’OUVRAGE PROFESSIONNEL (Guide OPPBTP) (modèle mis à jour, version 2 du du présent Guide) 57](#_Toc37411402)

[MODELE 3 : INVITATION A LA REALISATION D’UN CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A UN AJOURNEMENT 59](#_Toc37411403)

[MODELE 4 : CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A UN AJOURNEMENT (TRANSFERT DE GARDE AU MAÎTRE D’OUVRAGE) 60](#_Toc37411404)

[MODELE 5 : DEMANDE DE PROLONGATION DE DELAI POUR FORCE MAJEURE 63](#_Toc37411405)

[MODELE 6 : INVITATION A LA REALISATION D’UN CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A UN ARRÊT POUR FORCE MAJEURE 65](#_Toc37411406)

[MODELE 7 : CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A UN ARRET DE CHANTIER POUR FORCE MAJEURE (GARDE DU CHANTIER : AU CHOIX) 66](#_Toc37411407)

[MODELE 8 : SUITE PROLONGATION DE DELAI POUR FORCE MAJEURE, NON APPLICATION DES PENALITES DE RETARD 69](#_Toc37411408)

[MODELE 9 : DEMANDE DE GARANTIE DE PAIEMENT A UN PROFESSIONNEL 70](#_Toc37411409)

[MODELE 10 : MISE EN DEMEURE GARANTIE DE PAIEMENT 71](#_Toc37411410)

[MODELE 14 : REPONSE A UNE DEMANDE OFFICIELLE (par OS, avenant, LRAR) OU OFFICIEUSE (par téléphone) DU MAITRE D’OUVRAGE (public ou privé professionnel) DE REPRENDRE LES TRAVAUX (mis à jour, version 2 du présent Guide) 72](#_Toc37411411)

[MODELE 15 : DEMANDE DE PROLONGATION DU DELAI D’EXECUTION DU MARCHE PUBLIC (nouveau modèle, version 2 du présent Guide) 74](#_Toc37411412)

[MODELE 16 : DEMANDE DE SUSPENSION DU MARCHE PUBLIC (nouveau modèle, version 2 du présent Guide) 76](#_Toc37411413)

[MODELE 17 – MARCHES PUBLICS : PROLONGATION DU DELAI DE LEVEE DES RESERVES *OU* DE REPARATION DES DESORDRES COUVERTS PAR LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (nouveau modèle, version 2 du présent Guide) 78](#_Toc37411414)

[MODELE 18 – MARCHES PRIVES (PROFESSIONNEL) : PROLONGATION DU DELAI DE LEVEE DES RESERVES *OU* DE REPARATION DES DESORDRES COUVERTS PAR LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (nouveau modèle, version 2 Du présent Guide) 80](#_Toc37411415)

[**DEUXIEME PARTIE : RELATIONS AVEC LES MAÎTRES D’OUVRAGES (PARTICULIERS CONSOMMATEURS) *HORS CONTRAT DE CONSTRUCTION DE MAISON INDIVIDUELLE*** 82](#_Toc37411416)

[1. L’ENTREPRISE VEUT INTERVENIR CHEZ LE CLIENT 82](#_Toc37411417)

[1.1. En présence du client 83](#_Toc37411418)

[1.2. Dans le délai d’intervention prévu initialement 83](#_Toc37411419)

[1.3. Avec une réception des travaux 83](#_Toc37411420)

[2. L’ENTREPRISE NE PEUT PAS INTERVENIR DANS LE DELAI CONVENU 84](#_Toc37411421)

[2.1. Dans tous les cas 84](#_Toc37411422)

[2.1.1. La non application des pénalités de retard 84](#_Toc37411423)

[2.1.2 Par refus du client 85](#_Toc37411424)

[2.1.3 Par impossibilité du respect des gestes barrières essentiels 85](#_Toc37411425)

[2.2. Pour la levée des réserves formulées lors de la réception ou lors de la GPA 85](#_Toc37411426)

[3. LE CLIENT RESILIE LE MARCHE 85](#_Toc37411427)

[3.1. Le principe : une mise en demeure obligatoire 85](#_Toc37411428)

[3.2. Si le marché de travaux fait référence à la norme Afnor NF P 03 001 86](#_Toc37411429)

[3.3. Si le marché ne fait pas référence à la norme Afnor NF P 03 001 et ne contient pas de dispositions particulière 86](#_Toc37411430)

[4. L’ENTREPRISE RESILIE LE MARCHE 86](#_Toc37411431)

[FOCUS : Si le marché fait référence à la norme Afnor NF P 03 001 86](#_Toc37411432)

[5. Problématique du chiffrage des devis pendant et après l’état d’urgence sanitaire (nouveau, version 2 du présent Guide) 86](#_Toc37411433)

[MODELE 11 : MODELE DE DEMANDE DE SUSPENSION DES TRAVAUX AU MAÎTRE D’OUVRAGE CONSOMMATEUR (OU PARTICULIER) POUR CAUSE DE FORCE MAJEURE 88](#_Toc37411434)

[MODELE 13 : COURRIER POUR CONTINUER LES TRAVAUX DANS LE RESPECT DES REGLES DU GUIDE OPPBTP SUR LE CORONAVIRUS (avec un consommateur/particulier) 90](#_Toc37411435)

[MODELE 19 – MARCHES PRIVES (CONSOMMATEUR) : PROLONGATION DU DELAI DE LEVEE DES RESERVES *OU* DE REPARATION DES DESORDRES COUVERTS PAR LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (nouveau modèle, version 2 Du présent Guide) 92](#_Toc37411436)

[MODELE 20 : MODELE DE COURRIER POUR SUSPENDRE LES TRAVAUX DANS LE RESPECT DES REGLES DU GUIDE OPPBTP SUR LE CORONAVIRUS (avec un consommateur/particulier) 94](#_Toc37411437)

[**TROISIEME PARTIE : REPERCUSSIONS CONTRACTUELLES POUR LES CONSTRUCTEURS, PROMOTEURS ET AMENAGEURS** 95](#_Toc37411438)

[**QUATRIEME PARTIE : RELATIONS AVEC LES ASSUREURS** 98](#_Toc37411439)

[1. Principe : les contrats d'assurance restent en vigueur 98](#_Toc37411440)

[2. Sort des garanties dommages avant réception – Tous Risques Chantier (TRC) 98](#_Toc37411441)

[2.1 Quelles conséquences en cas d’arrêt de chantier ? 98](#_Toc37411442)

[2.2. Quelles conséquences en cas de transfert de garde ? 99](#_Toc37411443)

[3. Assurer les véhicules personnels utilisés pour les besoins du service 99](#_Toc37411444)

[4. Matériels et engins de l’entreprise ou pris en location 99](#_Toc37411445)

[5. Les cotisations d'assurance et déclarations d’assiettes 100](#_Toc37411446)

[5.1. Cotisations d’assurance 100](#_Toc37411447)

[5.2. Déclarations d’assiettes 100](#_Toc37411448)

[6. Les pertes d'exploitation 100](#_Toc37411449)

[7. Annulation d'événements 101](#_Toc37411450)

[8. Maintien des garanties en cas de réquisition 101](#_Toc37411451)

[**CINQUIEME PARTIE : RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES COMMERCIAUX** 102](#_Toc37411452)

[MODELE 1 : COURRIER A DESTINATION DE L’ENTREPRISE DE LOCATION D’EQUIPEMENTS, D’ENGINS ET DE VEHICULES 108](#_Toc37411453)

[MODELE 2 : COURRIER A DESTINATION D’UN FOURNISSEUR 110](#_Toc37411454)

[**SIXIEME PARTIE : RELATIONS AVEC LES BANQUES** 112](#_Toc37411455)

[1. Comment reporter les mensualités de mes crédits en cours ? 112](#_Toc37411456)

[MODELE : COURRIER A DESTINATION D’UN ETABLISSEMENT BANCAIRE 113](#_Toc37411457)

[**SEPTIEME PARTIE : RELATIONS AVEC L’ADMINISTRATION FISCALE** 114](#_Toc37411458)

[I- Délais de paiement 114](#_Toc37411459)

[a) Reporter vos échéances fiscales auprès services des impôts des entreprises (SIE) de la DGFiP 114](#_Toc37411460)

[b) Bénéficier du remboursement accéléré des crédits d’impôt sur les sociétés et de crédit de TVA 115](#_Toc37411461)

[c) Faire face à des difficultés financières : la CCSF 115](#_Toc37411462)

[II) Remise d’impôts directs 117](#_Toc37411463)

[a) Comment bénéficier d'une remise d'impôts directs ? 117](#_Toc37411464)

[III) Comment bénéficier de l'aide du fonds de solidarité financé par l’État et les régions ? 117](#_Toc37411465)

[b) Comment bénéficier de cette aide allant jusqu'à 3 500 € ? 118](#_Toc37411466)

[IV) Quelles conséquences pour le traitement des demandes ? 121](#_Toc37411467)2

[**HUITIEME PARTIE**](#_Toc37411468): [**GOUVERNANCE DES SOCIETES** 124](#_Toc37411469)5

[**NEUVIEME PARTIE :**](#_Toc37411470) [**SIGNATURE ELECTRONIQUE -**](#_Toc37411471) [**Régime juridique** 127](#_Toc37411472)8

# **PREMIERE PARTIE : RELATIONS AVEC LES MAÎTRES D’OUVRAGES (professionnels) ET AVEC LES ENTREPRISES PRINCIPALES**

Face au coronavirus, les entreprises disposent de plusieurs solutions juridiques, sur lesquelles elles peuvent se baser pour préserver leurs intérêts économiques, lorsque les chantiers continuent ou lorsqu’ils sont arrêtés.

La FFB fait une lecture des textes la plus favorable possible aux entreprises de Bâtiment.  
A ce titre, plusieurs initiatives peuvent être tentées et sont listées dans le présent document.

En cas d’arrêt de chantier, la solution la plus protectrice des entreprises est l’ajournement (suspension du chantier par le maître d’ouvrage), car il permet de négocier une indemnisation de l’entreprise et le transfert de garde.

Si le maître d’ouvrage refuse d’ajourner de lui-même le chantier, d’autres solutions peuvent être tentées, notamment :

* pour les marchés de la commande publique (maîtres d’ouvrages publics ainsi que les autres maîtres d’ouvrages qui appliquent le code de la commande publique, tels que les SA d’HLM, les SPL et les SEM) : l’article 6, 2° de l’Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020contraint les maîtres d’ouvrages à ajourner les marchés si l’entreprise en fait la demande
* la force majeure, lorsque les conditions de sa mise en œuvre sont remplies, permet aux entreprises d’arrêter d’elles-mêmes les marchés
* l’imprévision consent une indemnisation des entreprises pour les nouvelles conditions économiques de réalisation du marché

**Les entreprises qui prendront d’elles-mêmes la décision d’arrêter les chantiers (sans décision officielle du maître d’ouvrage) courent de nombreux risques : absence d’indemnisation, responsabilité de la garde, pénalités de retard, abandon de chantier etc.**

NB : il est important que les entreprises conservent d’ores et déjà tous éléments de preuve qui pourront, lors de la discussion avec leur donneur d’ordre, ou dans les réclamations ou contestations futures, déterminer les responsabilités de chacun et les exonère au maximum, si aucun texte du Gouvernement ne venait clarifier la situation des entreprises.

Conservation de tous les documents suivants par l’entreprise :

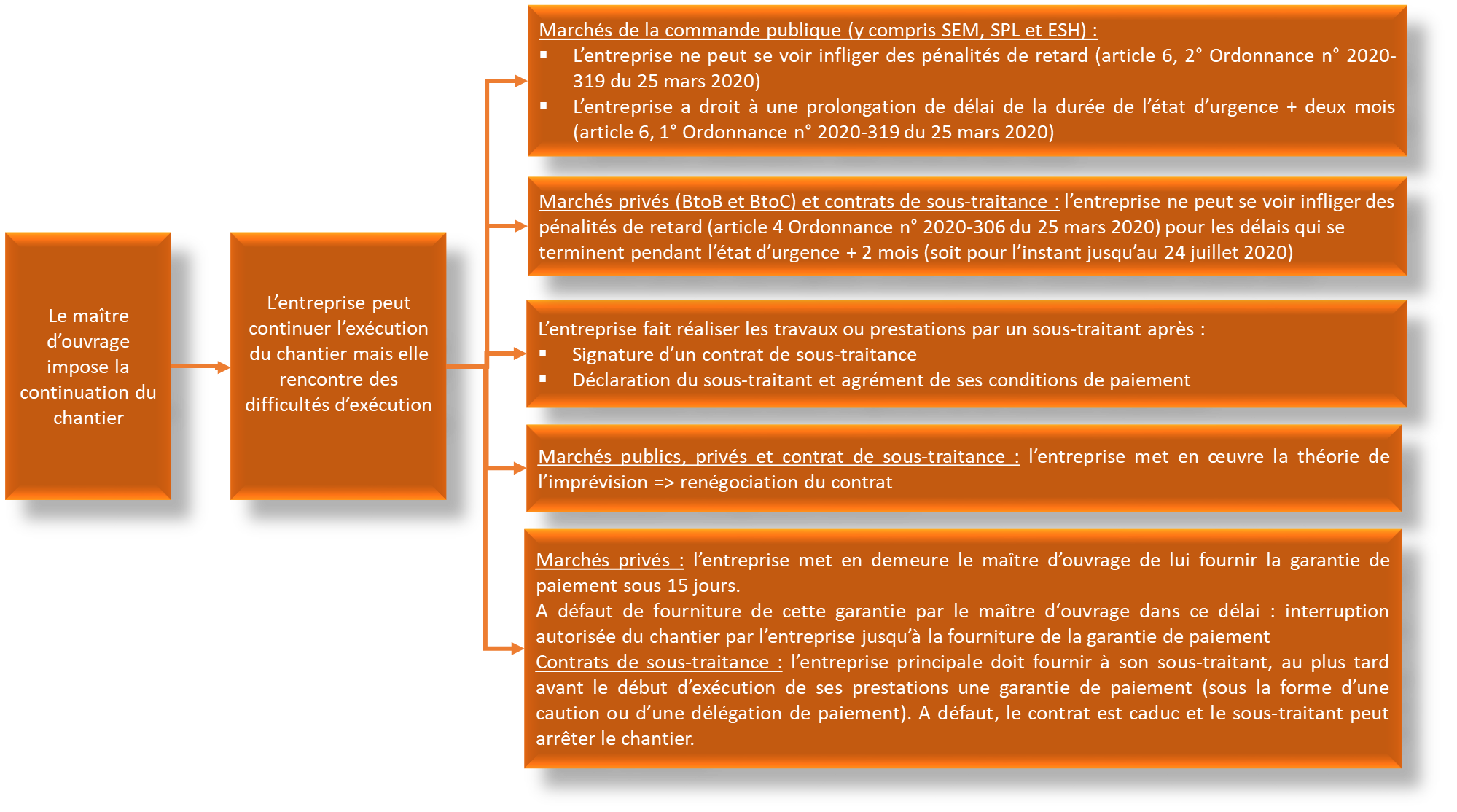
- tous courriers, mails, messages des maîtres de l’ouvrage et des maîtres d’œuvre, du coordonnateur SPS ou de toute autre intervenant, relatifs à l’arrêt du chantier ;

- tous documents commerciaux des fournisseurs, fabricants et partenaires de l’entreprise et relatifs à l’arrêt de leur activité ;

- tous documents éventuels émanant des organismes traitant de la santé travail (OPPBTP, SIST, ...) ;

- tous documents d’administration (Préfecture pax exemple) interdisant aux entreprises d’exercer leur activité.

# **PREMIER CAS : les chantiers continuent (schéma mis à jour, version 2 du présent Guide)**



## Exécution du marché par le titulaire (mis à jour, version 2 du présent Guide)

Lorsque le maître d’ouvrage et l’entreprise titulaire considèrent que le chantier peut continuer, en principe le marché qui lie l’entreprise au maître d’ouvrage doit être exécuté dans les conditions techniques, financières et de délais prévus initialement.

Si l’entreprise principale et son sous-traitant considèrent que l’exécution du contrat de sous-traitance peut continuer, en principe le contrat qui lie l’entreprise sous-traitante à son entreprise principale doit être exécuté dans les conditions techniques, financières et de délais prévus initialement.

Néanmoins, dans les circonstances liées au coronavirus, l’exécution de ces contrats engendre des coûts supplémentaires à ceux qui étaient prévus initialement (mise à jour des conditions de sécurité sur le chantier issue du [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19), du PPSPS, etc.). Dans ce cas, les entreprises doivent se ménager des preuves (échanges par mail, par courrier, compte rendu de chantier, constat contradictoire, etc.) pour tenter d’obtenir l’indemnisation.

## Si l’entreprise a des difficultés d’exécution du marché

Plusieurs possibilités sont envisageables d’un point de vue marchés (en dehors des cas prévus par le droit du travail), développées ci-après.

### Comment forcer le maître d’ouvrage à prolonger le délai d’exécution du marché public sans qu’il puisse appliquer des pénalités de retard ? *(mis à jour dans la version 2 du présent Guide)*

**Maîtres d’ouvrages concernés :**

* État
* Etablissements publics nationaux
* Collectivités territoriales et leurs groupements
* Établissements publics locaux et autres formes de coopération entre collectivités
* Etablissements publics de santé
* Etablissements publics locaux OPH (anciennement appelés OPHLM et OPAC)
* Entreprises sociales pour l’habitat - ESH (anciennement appelées SA d’HLM)
* Entreprises publiques (SNCF, EDF)
* Sociétés publiques locales (SPL)
* Sociétés d’économie mixte (SEM)

**Marchés concernés :**

* Marchés conclus avant le 12 mars 2020
* Marchés en cours d’exécution pendant l’état d’urgence sanitaire + 2 mois (pour l’instant jusqu’au 24 juillet 2020[[1]](#footnote-1))
* Marchés conclus pendant l’état d’urgence sanitaire + 2 mois (pour l’instant jusqu’au 24 juillet 2020[[2]](#footnote-2))

**Durée de la prolongation :**

La prolongation doit être actée par avenant et être minimum de 4 mois (durée de l’état d’urgence + 2 mois), si l’entreprise ne peut pas exécuter le contrat et qu’elle en fait la demande

[VOIR MODELE n°15, cliquer ici](#_Modèle_15_:)

* Conditions d’application de la prolongation :
  + l’entreprise demande la prolongation parce qu’elle ne peut pas respecter le délai d'exécution d'une ou plusieurs obligations du contrat

OU

* + l’exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur l’entreprise une charge manifestement excessive
* Conséquences :
  + aucune pénalité de retard applicable à l’entreprise
  + aucune responsabilité contractuelle de l’entreprise
  + indemnisation possible de l’entreprise des coûts engendrés par cette prolongation (mobilisations supplémentaires de personnels, de matériels, frais financiers, etc.)

### Marchés privés (professionnels) et contrats de sous-traitance : le donneur d’ordre n’a pas le droit d’appliquer les pénalités de retard *(Mis à jour dans la version 2 du présent Guide)*

**Donneurs d’ordres concernés :**

* Professionnels privés (professionnels) : promoteurs, commerçants, …
* Entreprise principale (cas de la sous-traitance)

**Marchés concernés :**

* Marchés conclus avant le 12 mars 2020
* Marchés conclus pendant l’état d’urgence sanitaire + 2 mois (pour l’instant jusqu’au 24 juillet 2020[[3]](#footnote-3))
* Marchés exécutés pendant l’état d’urgence sanitaire + 2 mois (pour l’instant jusqu’au 24 juillet 2020[[4]](#footnote-4))

**Nouvelle mesure applicable :** interdiction des pénalités applicables pour les délais qui se terminent entre le 12 mars et le 24 juin 2020 (pour le moment)

*Exemples :*

1. *Le délai d’exécution du marché se termine le 23 juin 2020 (soit avant le 24 juin), aucun retard ne peut être constaté jusqu’au 24 juillet 2020. En conséquence, aucune pénalité ne peut être appliquée avant le 25 juillet 2020.*
2. *Le délai d’exécution du marché se termine le 26 juin 2020 (soit après le 24 juin), l’entreprise pourra immédiatement être sanctionnée.*

En plus de ces mesures, l’entreprise pourra toujours se prévaloir d’autres droits dont elle bénéficie toujours, ceux issus du droit commun :

* la force majeure conformément à [l’article 1218](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032041431&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20161001) du Code civil : [VOIR EXPLICATIONS SUR LA FORCE MAJEURE, cliquer ici](#_Force_majeure)
* l’imprévision conformément à [l’article 1195](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032041302&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20161001) du Code civil : [VOIR EXPLICATIONS SUR L’IMPREVISION, cliquer ici](#_Mise_en_œuvre)

### Exécution du marché par un sous-traitant

L’entreprise peut sous-traiter son marché, pour cela elle doit (voir [Mémento du sous-traitant Fédération Française du Bâtiment](https://www.ffbatiment.fr/Feuilletables/memento-du-sous-traitant/index.html)) :

* + signer un contrat de sous-traitance dans le respect de la [Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006068498&dateTexte=20200319) et du [Code de la commande publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20190524) (pour la sous-traitance de marchés publics)

et

* + déclarer le sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement auprès du maître d’ouvrage et ce, dès le premier euro (dans tous les marchés publics et privés, les contrats de sous-traitance doivent être conclus, ceci englobe aussi les contrats de construction de maison individuelle et les marchés privés conclus avec des consommateurs, …)

Attention : si un nombre significatif d’opérations vient à être sous-traité, le donneur d’ordre devra vérifier qu’il reste dans la limite de sous-traitance acceptée par son contrat d’assurance. En effet, nombre de contrats contiennent des clauses plafonnant la part des travaux qu’il est possible de sous-traiter. En cas de doute ou de difficulté, il faut se rapprocher de son assureur pour trouver une solution et obtenir une confirmation écrite.

### Mise en œuvre de la théorie de l’imprévision permettant à l’entreprise d’être indemnisée des coûts que lui impose la continuation du chantier

#### Imprévision en marchés publics

**Maîtres d’ouvrages concernés :** personnes publiques (Etat, collectivités, régions, EPIC, EPCI)

**Contrats concernés :** tous les contrats administratifs

**Définition :** la théorie de l’imprévision a été mise en place par l’arrêt du Conseil d’Etat, *Gaz de Bordeaux* de 1916. Elle est reprise par [l’article L.6 du code de la commande publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000037701019&idArticle=LEGIARTI000037703242&dateTexte=&categorieLien=cid). [L’article R.2194-5 du code de la commande publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=0B6A2947F811BC632FF761C76BE12167.tplgfr44s_1?idArticle=LEGIARTI000037729557&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20200320&categorieLien=id&oldAction=&nbResultRech=) ajoute que le marché peut être modifié pour circonstances imprévues.

Deux conditions doivent être réunies :

1. L’événement doit être *imprévisible et extérieur aux parties*

2. L’événement doit *provoquer un bouleversement dans l’économie du contrat*.

**En cas d’imprévision, l’entreprise doit poursuivre l’exécution du marché, elle sera en contrepartie indemnisée.**

Le CCAG-Travaux de 2009 prévoit en son article 10.1.1 que : « *A l’exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n’étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d’exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s’exécutent ces travaux* ».

Les sujétions imposées par le coronavirus étant imprévisibles, elles ne semblent donc pas être comprises dans le prix. En d’autres termes, les sujétions imposées par le [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19), [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id), [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire), et l’[article 2 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id), semblent pouvoir être indemnisées pour les entreprises.

**Fondements juridiques à invoquer pour tenter d’obtenir l’indemnisation :**

* [**l’article L.6 du code de la commande publique**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000037701019&idArticle=LEGIARTI000037703242&dateTexte=&categorieLien=cid)
* [**l’article R.2194-5 du code de la commande publique**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=0B6A2947F811BC632FF761C76BE12167.tplgfr44s_1?idArticle=LEGIARTI000037729557&cidTexte=LEGITEXT000037701019&dateTexte=20200320&categorieLien=id&oldAction=&nbResultRech=)
* **l’article 10.1.1 du CCAG-Travaux (lorsqu’il est applicable au contrat)**

#### Imprévision dans les contrats privés

**Maîtres d’ouvrages concernés :**

* Marchés publics conclus par une personne privée :
  + entreprise sociale de l’habitat (« ESH »,anciennement SA d’HLM)
  + société publique locale (« SPL »)
  + société d’économie mixte (« SEM »)
* Marchés privés : promoteurs, commerçants, etc.

**Contrats concernés :** contrats conclus postérieurement au 1er octobre 2016

**Définition :** [article 1195 du code civil](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032041302&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20161001) :

*« Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.*

*En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe. »*

Plusieurs conditions doivent être réunies :

1 - Un changement de circonstances *imprévisible* lors de la conclusion du contrat : ceci semble être le cas des sujétions imposées par [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19), [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id), [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire), et l’[article 2 du Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id)

2 - Un changement de circonstances devant rendre l'exécution excessivement onéreuse : l’entreprise doit ici justifier qu’il y a un lien de causalité entre le changement de circonstances et l’exécution excessivement onéreuse.

3 - *L’entreprise n’a pas accepté d’en assumer le risque lors de la conclusion*.

Attention ! Certains auteurs estiment qu’en cas de marché à forfait, au sens de [l’article 1793](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006443573&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=18040317) du Code civil, l’entrepreneur accepte d’assumer les risques liés à l’imprévision. (V. Y. Picot « [*Art. 1195- Fasc unique : Contrat. Effet du contrat. – Imprévision*](https://www.lexis360.fr/Document/art_1195_fasc_unique_contrat_effets_du_contrat_imprevision/Yehfrf9kp1WbDeZDx6qs4pD60tPOyoEAS4oNZNz7cDI1?data=c0luZGV4PTEmckNvdW50PTc5OCY=&rndNum=1447212411&tsid=search1_)»). Toutefois, cette interprétation est doctrinale et les entreprises doivent réclamer leur indemnisation, même dans le cadre d’un marché à forfait.

**Vérification du contenu du contrat : le contrat peut appliquer ou exclure l’application de l’article 1195 du code civil. Il est donc indispensable de vérifier dans le contrat, si l’article 1195 du code civil s’applique ou s’il est exclu.**

**\* Pour les marchés appliquant la norme NF P 03-001 de 2017 :**

L’article 9.1.2 de la NFP03-001, reprend l’article 1195 du Code civil.

Ainsi si les trois conditions ([vues précédemment, cliquer ici](#_Imprévision_dans_les)) sont remplies et si le contrat ne déroge pas à l’article 1195 du code civil, les entreprises pourront demander la renégociation du contrat et ce peu importe que le marché soit à prix forfaitaire ou à prix unitaire.

L’article 9.3 de la NFP03-001, « *Variation des charges légales et/ou réglementaires* » énonce que :

« *Dans le cas de modifications des charges imposées par voie législative ou réglementaire, qui auraient une incidence sur le coût d’exécution de l’ouvrage, les dépenses ou économies en résultant dans les déboursés de l’entrepreneur et qui ne seraient pas prises en compte par la formule de variation de prix, sont ajoutées au moment du règlement ou en sont défalquées sur production de justifications* ».

Les entreprises pourraient utiliser cet article 9.3 de la NFP03-001, pour demander l’indemnisation des sujétions imposées par [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19) , [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id), [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire), et l’[article 2 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id).

Pour rappel l’article 1er de la norme NFP03001 dans sa version de 2017 prévoit que toute dérogation doit être récapitulée dans le dernier article du CCAP sous peine d’être inopposable.

**Deux fondements juridiques peuvent être invoqués par les entreprises, indépendamment l’un de l’autre pour tenter d’obtenir l’indemnisation :**

* **dans l’éventualité où l’entreprise veut invoquer l’imprévision : art. 9.1.2 NFP03-001**
* **dans l’éventualité où le maître d’ouvrage refuse l’application de la théorie de l’imprévision, l’entreprise pourra toujours invoquer l’article 9.3. NFP03-001**

**\* La NF P 03-001 de 2000 et le CCAG-Travaux ne reprennent pas l’article 1195.**

* La norme NFP03001 de 2000 ne reprend pas mot pour mot l’article 1195 du code civil. Toutefois l’article 9.1.2 de la NFP03001 prévoit que :

« *Les prix du marché sont réputés tenir compte de toutes les circonstances de l'implantation, des particularités du projet et des délais et rémunèrent l'entrepreneur de tous ses débours, charges et obligations normalement prévisibles […]* ».

Ainsi, les prix ne tiennent pas compte des charges et obligations imprévisibles**. Les entreprises pourront tenter de faire valoir l’imprévision au titre de cet article 9.1.2 et de l’article 1195 du code civil.**

En outre, l’article 9.3 de la NFP03001 « *Variation des charges légales et/ou réglementaires* » énonce que :

« *Dans le cas de modifications des charges imposées par voie législative ou réglementaire, qui auraient une incidence sur le coût d’exécution de l’ouvrage, les dépenses ou économies en résultant dans les déboursés de l’entrepreneur et qui ne seraient pas prises en compte par la formule de variation de prix, sont ajoutées au moment du règlement ou en sont défalquées sur production de justifications* ».

En ce sens, les entreprises pourront utiliser cet article pour demander l’indemnisation des sujétions imposées par [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19), [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id), [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire), et l’[article 2 du Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id).

**Deux fondements juridiques peuvent être invoqués par les entreprises, indépendamment l’un de l’autre pour tenter d’obtenir l’indemnisation :**

* **dans l’éventualité où l’entreprise veut invoquer l’imprévision : art. 9.1.2 NFP03001 + 1195 code civil**
* **dans l’éventualité où le maître d’ouvrage refuse l’application de la théorie de l’imprévision, l’entreprise pourra toujours invoquer l’article 9.3. NFP03001**
* En outre, pour les marchés appliquant le CCAG-Travaux 2009. Celui-ci prévoit en son article 10.1.1 que : « *A l’exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n’étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d’exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s’exécutent ces travaux* ».

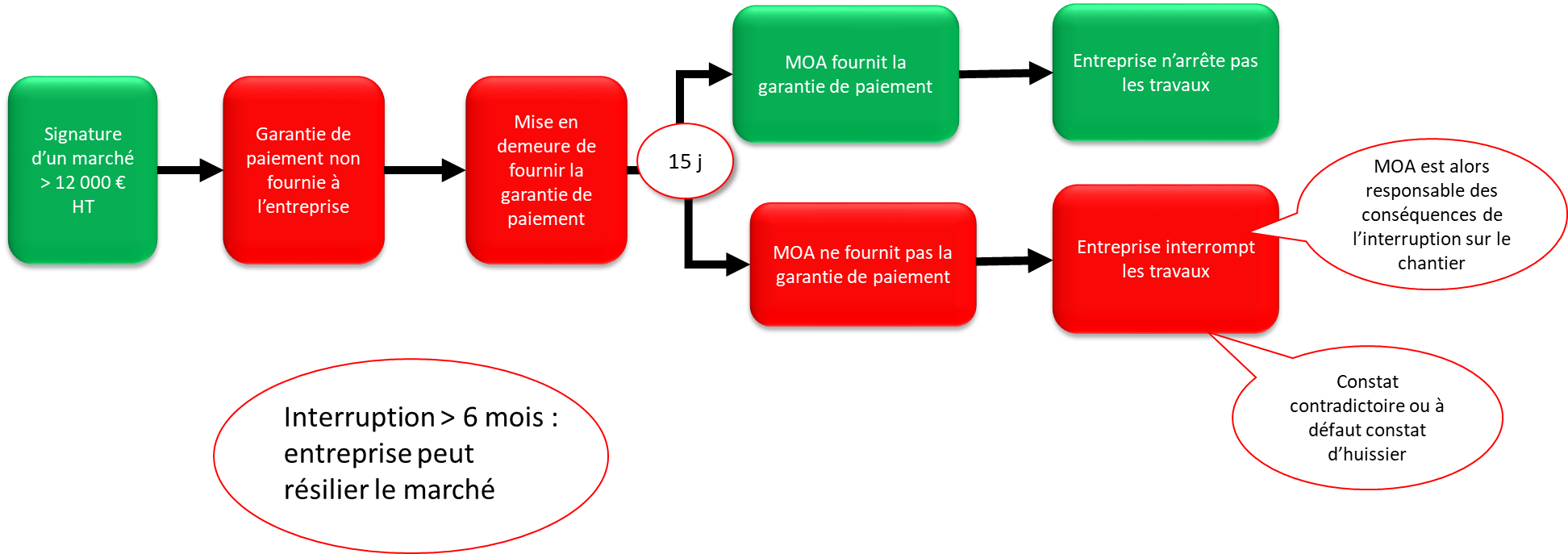
Les sujétions imposées par le coronavirus étant imprévisibles, elles ne semblent pas être comprises dans le prix. Les entreprises pourraient donc tenter d’obtenir l’indemnisation dans le cas de sujétions imposées par [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19), [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id), [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire), et l’[article 2 du Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id).

### La non fourniture de la garantie de paiement permet d’interrompre le chantier pour le titulaire du marché privé

#### 2.5.1. Comment interrompre un chantier en toute légalité quand la garantie de paiement n’a pas été fournie par le maître d’ouvrage privé ?

[Article 1799-1 du code civil](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027645885&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20140101) pour les marchés d’un montant supérieur à 12 000€ H.T.

Voir modèles de courrier [n°9, cliquer ici](#_MODELE_9_:_1) et [10, cliquer ici](#_MODELE_10_:)



#### 2.5.2. Conséquences d’interruption du chantier en cas de non fourniture de la garantie de paiement par le maître d’ouvrage

* **En terme de délai :** 
  + - Prolongation du délai = la durée de la mise en place de la garantie de paiement (qui aurait dû être fournie à la signature du contrat)
    - Résiliation de plein droit si la garantie de paiement n’a pas été fournie dans le délai de 6 mois après l’interruption effective des travaux (art. 22.1.3.1 NFP03001)
* **En terme d’indemnisation :** 
  + - Si le délai d’exécution global se trouve augmenté de plus du 1/10ème par le fait exclusif du maître d’ouvrage, l’entrepreneur a droit à indemnité (art. 9.6.2 NFP03001)
    - Le maître d’ouvrage, responsable de l’interruption, supporte les conséquences du blocage :
      * après demande au maître d’ouvrage formulée par l’entreprise et constat contradictoire, la garde du chantier peut être transférée au maître d’ouvrage
      * retard de livraison
      * plan de charge perturbé
      * immobilisations (de personnel et de matériel), …
    - En cas de résiliation aux torts du maître d’ouvrage : indemnisation totale du préjudice (dépenses engagées, manque à gagner, frais généraux… etc.).
* **En terme de pénalités :** aucune pénalité d’exécution ne peut être appliquée à l’entrepreneur dans cette situation.

#### 2.5.3. La non fourniture de la garantie de paiement permet au sous-traitant d’interrompre le chantier car le contrat de sous-traitance est caduc

L’entreprise principale doit obligatoirement fournir les documents financiers suivants au sous-traitant (voir [Mémento du sous-traitant Fédération Française du Bâtiment](https://www.ffbatiment.fr/Feuilletables/memento-du-sous-traitant/index.html)):

**1) En cas de paiement direct du sous-traitant par le maître d’ouvrage :**

**Aucun.**

**2) En cas de paiement du sous-traitant par l’entreprise principale :**

● Caution personnelle et solidaire  
**ou**   
● Délégation de paiement au maître d’ouvrage

L’un de ces deux documents doit être fourni au sous-traitant :

* avant la signature du contrat de sous-traitance
* ou avant le début d’exécution s’il est antérieur à la signature
* ou condition suspensive inscrite dans le contrat

**⇒** A défaut, le **contrat est caduc**, sans possibilité de régularisation

## Contestation des pénalités de retard par les entreprises titulaires de marché et par les entreprises sous-traitantes

### Lorsque le maître d’ouvrage veut appliquer les pénalités de retard au titulaire d’un marché de la commande publique (y compris ESH, SEM et SPL) *(Mis à jour, version 2 du présent Guide)*

[Voir explications plus haut : le maître d'ouvrage n'a pas le droit d'appliquer les pénalités de retard en cas de prolongation de délai demandé par l'entreprise, cliquer ici](#_Marchés_de_la)

### Lorsque le maître d’ouvrage veut appliquer les pénalités de retard au titulaire du marché privé *(mis à jour, version 2 du présent Guide)*

#### Pour les marchés dont le délai d’exécution se termine avant le 24 juin 2020 (inclus) :

Les pénalités ne sont pas applicables pour les marchés dont le délai d’exécution se termine avant le 24 juin 2020.

[VOIR PLUS HAUT EXPLICATIONS SUR L’ORDONNANCE n°2020-306, cliquer ici](#_Marchés_privés_(professionnels))

#### Pour les marchés dont le délai d’exécution se termine après le 24 juin 2020 (inclus) :

* **Principe** **d’imputabilité** : le retard du chantier n’est pas imputable au titulaire, il est dû :
* au coronavirus et aux risques sanitaires importants ;
* aux sujétions imposées par le [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19) du 2 avril 2020, [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id), [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire), et l’[article 2 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id) ;
* **Conséquence en terme de délai :**
* l’entreprise doit demander une prolongation du délai et anticiper toutes les conséquences du décalage de planning (réorganisation etc.) ;
* Attention : si un délai d’exécution contractuel était initialement prévu, il faut demander la signature d’un avenant pour le modifier.
* **Comment contester ?**
  + En cours d’exécution :
    - Contester les pénalités en apportant la preuve par tout moyen que le retard ne m’est pas imputable (compte rendus de chantier, expertise si nécessaire…etc.) 🡺 une LRAR suffit ([voir ci-dessus, cliquer ici](#_Lorsque_le_maître)).
    - Tenter de régler le désaccord à l’amiable.
  + En fin d’exécution :
    - *Pour les contrats qui appliquent l’article 19.6.3 NF P03001* : l'entrepreneur dispose de 30 jours à compter de la notification du décompte général pour présenter, par écrit, ses observations éventuelles au maître de l’ouvrage avec copie au maître d’œuvre. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte général qui devient alors le décompte général et définitif.
  + En cas de litige : le juge vérifiera si la condition d'imputabilité du retard à l’entreprise est remplie pour accepter l’application des pénalités.

**Attention à bien conserver tous les échanges (courriers, comptes-rendus de chantier, mails, …), ces preuves seront demandées par le juge.**

### Lorsque l’entreprise principale veut appliquer les pénalités de retard à son sous-traitant *(mis à jour, version 2 du présent Guide)*

#### Pour les contrats de sous-traitance dont le délai d’exécution se termine avant le 24 juin 2020 (inclus) :

Les pénalités ne sont pas applicables pour les contrats dont le délai d’exécution se termine avant le 24 juin 2020.

[VOIR PLUS HAUT EXPLICATIONS SUR L’ORDONNANCE n°2020-306, cliquer ici](#_Marchés_privés_(BtoB)

#### Pour les contrats de sous-traitance dont le délai d’exécution se termine après le 24 juin 2020 (inclus) :

* **Principe** **d’imputabilité** : le retard du chantier ne m’est pas imputable, il est dû :
  + au coronavirus et aux risques sanitaires importants ;
* aux sujétions imposées par [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19) , [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id), [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire), et l’[article 2 du Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id).
* Conséquence en termes de délai :
  + l’entreprise sous-traitante doit demander une prolongation du délai et anticiper toutes les conséquences du décalage de planning (réorganisation etc.) ;
  + Attention : si un délai d’exécution contractuel était initialement prévu, il faut demander la signature d’un avenant pour le modifier.
* Comment contester ?
  + En cours d’exécution :
    - Contester les pénalités en apportant la preuve par tout moyen que le retard n’est pas imputable a son entreprise (compte rendus de chantier, expertise si nécessaire…etc.) 🡺 une LRAR suffit ([voir ci-dessus, cliquer ici](#_Lorsque_le_maître)).
    - Tenter de régler le désaccord à l’amiable.
  + En fin d’exécution :
    - *Pour les contrats qui appliquent l’article 19.6.3 NF P03001* : le sous-traitant dispose de 30 jours à compter de la notification du décompte général pour présenter, par écrit, ses observations éventuelles à l’entreprise principale. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté le décompte général qui devient alors le décompte général et définitif.
  + En cas de litige : le juge vérifiera si la condition d'imputabilité du retard à l’entreprise est remplie pour accepter l’application des pénalités.

**Attention à bien conserver tous les échanges (courriers, comptes-rendus de chantier, mails, …), ces preuves seront demandées par le juge.**

## TABLEAUX RECAPITULATIFS POUR LES ENTREPRISES TITULAIRES DE MARCHES ET LES SOUS-TRAITANTS : LE CHANTIER CONTINUE

### Quelles conséquences pour les entreprises titulaires d’un marché avec le maître d’ouvrage ? *(mis à jour dans la version 2 du présent Guide)*

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Chantiers ne sont pas arrêtés : quelles conséquences pour les titulaires de marché avec le maître d’ouvrage ? | | | | | | |
|  | Responsable de la garde des ouvrages | Responsable du retard du chantier | En droit d’obtenir une indemnisation pour les difficultés liées à l’exécution du chantier | En droit d’obtenir une prolongation du délai | Pénalités de retard |
| Les chantiers continuent | Entreprises titulaires du marché | Non imputable aux entreprises | Marchés publics : entreprises titulaires du marché  Marchés privés : voir contrat | Entreprises titulaires du marché   * Marchés de la commande publique : [voir plus haut, cliquer ici](#_Marchés_de_la) (Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020) * Marchés privés : voir contrat | * Marchés de la commande publique : non applicables [voir plus haut, cliquer ici](#_Comment_forcer_le) (Ordonnance n° 2020-319) * Marchés privés : non applicables [voir plus haut, cliquer ici](#_Marchés_privés_(BtoB) (Ordonnance 2020-306) |

### Quelles conséquences pour les sous-traitants ? (mis à jour dans la version 2 du présent Guide)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Chantiers ne sont pas arrêtés : quelles conséquences pour les sous-traitants ? | | | | | |
|  | Responsable de la garde des ouvrages | Responsable du retard du chantier | En droit d’obtenir une indemnisation pour les difficultés liées à l’exécution du chantier | En droit d’obtenir une prolongation du délai | Pénalités de retard |
| Les chantiers continuent | Sous-traitants | Non imputable aux sous-traitants | Sous-traitants  (voir contrat) | Sous-traitants  (voir contrat) | Non applicables [voir plus haut, cliquer ici](#_Marchés_privés_(BtoB) (Ordonnance 2020-306) |

# **DEUXIEME CAS : les chantiers sont arrêtés**

Voir chaque maître d’ouvrage pour demander s’ils arrêtent les chantiers

Pour chaque maître d’ouvrage qui refuse d’arrêter les chantiers

DEMANDE D’AJOURNEMENT

Pour chaque maître d’ouvrage qui arrête un chantier officieusement (par téléphone uniquement)

DEMANDE D’AJOURNEMENT OFFICIEL

MODELE 1

MARCHES PRIVES et CONTRATS DE SOUS-TRAITANCE

DEMANDE D’AJOURNEMENT

CAR IL EST IMPOSE DANS LE GUIDE DE L’OPPBTP

(le maître d’ouvrage doit respecter son obligation générale de sécurité du chantier)

MODELE 2

MARCHES DE LA COMMANDE PUBLIQUE

DEMANDE D’AJOURNEMENT

CAR OBLIGATOIRE

MODELE 16

Décision officielle du maître d’ouvrage

(OS, mail, courrier, …)

+ voir si transfert de la garde au maître d’ouvrage : à défaut à négocier

Si le PGC est mis à jour de manière insuffisante, ALERTE DU MAÎTRE D’OUVRAGE :

MODELE 14

Pour chaque maître d’ouvrage qui refuse d’arrêter les chantiers

DEMANDE DE PROLONGATION POUR FORCE MAJEURE

MODELE 5

L’entreprise envoie une invitation au maître d’ouvrage (+ maître d’œuvre) pour la réalisation d’un constat contradictoire

(1 constat par marché)

DEMANDE CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE AJOURNEMENT

MODELE 3

L’entreprise envoie une invitation au maître d’ouvrage (+ maître d’œuvre) pour la réalisation d’un constat contradictoire

(1 constat par marché)

DEMANDE CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE AJOURNEMENT

POUR FORCE MAJEURE

MODELE 6

Réalisation du constat contradictoire dans le respect des gestes barrières

(1 constat par marché)

MODELE 4

Réalisation du constat contradictoire dans le respect des gestes barrières

(1 constat par marché)

MODELE 7

|  |
| --- |
| FOCUS : Conséquences des arrêts de chantier en matière d’assurance Avant réception des travaux, les constructeurs ont la garde de leurs ouvrages (sauf cas du transfert de garde envisagé ci-dessous). C’est à eux qu’il appartient de prendre en charge les réparations en cas de dommages.  Assurer ce risque est donc essentiel.  En pratique il existe deux solutions d’assurance :   * au niveau de l’entreprise : il s’agit des garanties dommages en cours de chantier/travaux dont la couverture dépend des contrats (événements garantis, plafonds, exclusions…). * au niveau du chantier : il s’agit des garanties tous risques chantier (TRC), généralement souscrites par la maîtrise d’ouvrage. Le périmètre de ces contrats est souvent plus large que les couvertures des entreprises. Là encore, seule une lecture attentive du contrat permettra d’en connaître le périmètre.   A noter : dans un cas comme dans l’autre, les garanties en cas de vol ou vandalisme sont très limitées (nombre de contrats, franchises, plafonds, exclusions…)  Les contrats contiennent des exclusions en cas d’arrêt de chantier supérieur à un délai prévu par le contrat (généralement 30 jours). En dessous du délai contractuel, il n’est pas nécessaire de contacter l’assureur. Au-delà, Il convient de se rapprocher de lui pour :   * déclarer une prolongation de l’arrêt et obtenir un maintien des garanties ; * en connaître les conditions (nature des protections à prévoir, information sur l’état d’avancement des travaux…).   A la demande de la FFB, les mutuelles de la SGAM Btp (Auxiliaire, CAMACTE, SMABTP) ont annoncé que compte tenu des circonstances exceptionnelles, elles avaient décidé **d’étendre leurs contrats en maintenant les garanties « *Tous risques chantiers » pendant toute la période d’arrêt de chantier dû au confinement, sans surprime, sans déclaration préalable et dans la limite de 60 jours* ».**  La même logique s’applique aux garanties souscrites par les entreprises.  Ainsi, tant que l’arrêt des chantiers n’est pas supérieur à 60 jours, aucune démarche n’est nécessaire auprès de ces mutuelles, les garanties sont automatiquement maintenues, sans déclaration préalable ou transmission d’une liste des chantiers. D’autres compagnies d’assurance leur emboîtent aujourd’hui le pas. |

## Ajournement du marché par le maître d’ouvrage

### Comment imposer au maître d’ouvrage une suspension de tout ou partie du marché public ? *(mis à jour, version 2 du présent Guide)*

* Conditions d’application :
  + l’entreprise démontre qu'elle ne dispose pas des moyens suffisants

OU

* + les moyens mobilisés font peser sur l’entreprise une charge manifestement excessive.

[VOIR MODELE N°16, cliquer ici](#_Modèle_16_:)

* Pendant la suspension :
  + - L’entreprise ne peut pas se voir appliquer de pénalités de retard, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée.
    - Le maître d’ouvrage peut résilier le marché, en démontrant l’urgence impérieuse des travaux (art. 6, 2°) :
      * le maître d’ouvrage devra démontrer qu’il a résilié car le marché ou la partie du marché ne pouvait « souffrir d’aucun retard » (urgence impérieuse à démontrer par le maître d’ouvrage)
      * aucune pénalité de retard applicable à l’entreprise
      * aucune responsabilité contractuelle de l’entreprise
      * aucune responsabilité du maître d’ouvrage ne peut être engagée
    - Cas spécifique des marchés à prix forfaitaire : l’entreprise peut continuer de facturer les travaux qu’elle aurait dû facturer si le marché n’avait pas été suspendu. Attention, cette possibilité est offerte uniquement aux marchés qui ont prévu un échéancier précis.

*Exemple : le marché prévoit que l’entreprise facture 45% du marché au mois de mars 2020, puis 55% du marché facturé au mois d’avril 2020. Le marché a été suspendu aux mois de mars et d’avril. L’Ordonnance autorise l’entreprise à facturer 45%, puis 55% aux dates prévues, même si elle n’a pas réalisé les travaux.*

* A l'issue de la suspension, les parties choisissent :
  + - Soit de conclure un avenant qui détermine les modifications du contrat éventuellement nécessaires ou sa reprise à l'identique
    - Soit de résilier le marché, qui n’est pas impérieusement urgent (art. 6, 3°).

Il n’en résulte alors :

* + - * ni pénalité de retard applicable à l’entreprise
      * ni responsabilité contractuelle de l’entreprise
      * En revanche : l’engagement de la responsabilité du maître d’ouvrage est toujours possible.

Enfin, **en cas de résiliation du marché par l'acheteur en raison des mesures prises par les autorités administratives compétentes dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire**, le titulaire peut être indemnisé, par l'acheteur, des dépenses engagées lorsqu'elles sont directement imputables à l'exécution d'un marché résilié.

L’indemnisation des dépenses engagées n’est pas exclusive d’autres indemnisations prévues contractuellement. Si le maître d’ouvrage ne démontre pas qu’il a résilié pour force majeure il aura résilié soit :

* pour motif d’intérêt général (si c’est une personne publique) 🡪 indemnisation de 5%, sauf stipulation contraire, du montant des prestations restant à réaliser (art. 46.4 du CCAG-Travaux 2009) ;
* sur la base de [l’article 1794](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=6D4DB8F0E1FD1D5613DBBB585CB84528.tplgfr34s_3?idArticle=LEGIARTI000006443583&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20200331) du Code civil (si c’est un marché à forfait conclu avec une personne privée, comme une SEM, ou une ESH) 🡪 indemnisation du manque à gagner. Cet article n’est pas d’ordre public, attention à bien vérifier que le contrat n’y déroge pas ;
* à ses torts exclusifs. L’entreprise pourrait également se faire indemniser de son manque à gagner sur la base des articles [1231-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=6D4DB8F0E1FD1D5613DBBB585CB84528.tplgfr34s_3?idArticle=LEGIARTI000032010123&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20200331) et [1231-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=6D4DB8F0E1FD1D5613DBBB585CB84528.tplgfr34s_3?idArticle=LEGIARTI000032010125&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20200331&categorieLien=id&oldAction=&nbResultRech=) du Code civil (si c’est un marché conclu avec une personne privée, comme une SEM, ou une ESH).

### Comment imposer au maître d’ouvrage privé un ajournement du chantier en application de son obligation générale de sécurité du chantier, décrite dans le code du travail et dans le Guide OPPBTP ? *(mis à jour, version 2 du présent Guide)*

#### Le maître d’ouvrage doit ajourner

**Les maîtres d’ouvrages publics sont déjà contraints de suspendre les chantiers si l’entreprise en fait la demande (**[**voir plus haut point 1.1, cliquer ici**](#_Comment_imposer_au)**), de surcroît, le raisonnement suivant leur est aussi applicable.**

**Les maître d’ouvrages publics et privés, sont obligés ajourner les marchés (+ négocier un avenant) :**

[**VOIR MODELE 2, cliquer ici**](#_MODELE_2_:)

##### *Au titre de son obligation générale de sécurité du chantier :* [article L.4531-1 code du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006903258&cidTexte=LEGITEXT000006072050&dateTexte=20080501)

Selon le [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19) publié le 2 avril 2020, la décision d’ajournement doit être prise par le maître d’ouvrage pour permettre la nécessaire concertation avec la maîtrise d’œuvre, le coordonnateur SPS et les entreprises intervenantes sur les conditions de la poursuite des travaux en sécurité (moyens humains, logistiques, techniques nécessaires et disponibles).

A l’issue de cette concertation, le maître d’ouvrage sera en mesure de proposer la reprise des travaux dans les conditions de sécurité requises ou le maintien de l’ajournement tant que ces dernières ne sont pas remplies.

Si la reprise des travaux est décidée, compte tenu des exigences supplémentaires à respecter, le maître d’œuvre doit rectifier le planning des travaux, le coordonnateur doit modifier son plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et les entreprises présentes leur plans particuliers de sécurité et de protection de la santé.

Les contraintes supplémentaires suivantes feront l’objet d’un avenant :

* **ajournement du marché** : l’entreprise sera indemnisée de la garde du chantier, des immobilisations de personnel et de matériel, des frais financiers, …
* **modification des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé :** chiffrage des travaux supplémentaires
* **prolongation des délais d’exécution et nouvelles modalités d’organisation des prestations préconisées par le Guide OPPBTP** (achats des masques, point d’eau, etc.) : chiffrage des travaux modificatifs

##### *Au titre de son obligation de mise à jour du PGCSPS, cité dans la liste des documents contractuels :*

En complément des arguments déjà énoncés [au point 1.2.1.1. ci-dessus, cliquer ici](#_Au_titre_de), l’ajournement du chantier et la négociation d’un avenant sont obligatoires compte tenu de la **modification des conditions d’une pièce contractuelle**.

#### Comment réagir quand le coordonnateur a mis à jour le PGC, mais que celle-ci n’est pas suffisante ? (Mis à jour, dans la version 2 du présent Guide)

Dans le cas où le CSPS met à jour le PGC et que cette mise à jour n’est pas suffisante pour que le chantier reprenne dans des conditions sanitaires respectant les préconisations du [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19)  : **les entreprises doivent immédiatement écrire au maître d’ouvrage afin de l’alerter sur cette situation afin que ce dernier n’impose pas une reprise du chantier dans de telles conditions.**

**Ce Guide OPPBTP autorise d’ailleurs les entreprises à stopper leur activité si les préconisations dudit Guide ne sont pas respectées.**

[VOIR MODELE n°14, cliquer ici](#_MODELE_14_:)

### Le cas particulier de la levée des réserves et de la réparation des désordres de garantie de parfait achèvement en marchés publics et privés : demander une suspension des délais

L’Ordonnance n°2020-319 en matière de marchés de la commande publique permet d’obtenir la suspension du délai de levée des réserves et de réparation des désordres de garantie de parfait achèvement pendant une durée minimum de l’état d’urgence sanitaire + 2 mois.

[VOIR MODELE n°17, cliquer ici](#_MODELE_17_–)

L’Ordonnance n°2020-306 en matière de marchés privés et de contrats de sous-traitance permet quant à elle aux entreprises d’échapper aux pénalités pour les prestations qui finissent pendant l’état d’urgence sanitaire + 2 mois.

[VOIR MODELE n°18, cliquer ici](#_MODELE_19_–_1)

### Comment réagir en cas d’arrêt de chantier décidé officieusement (de vive voix) par le maître d’ouvrage ?

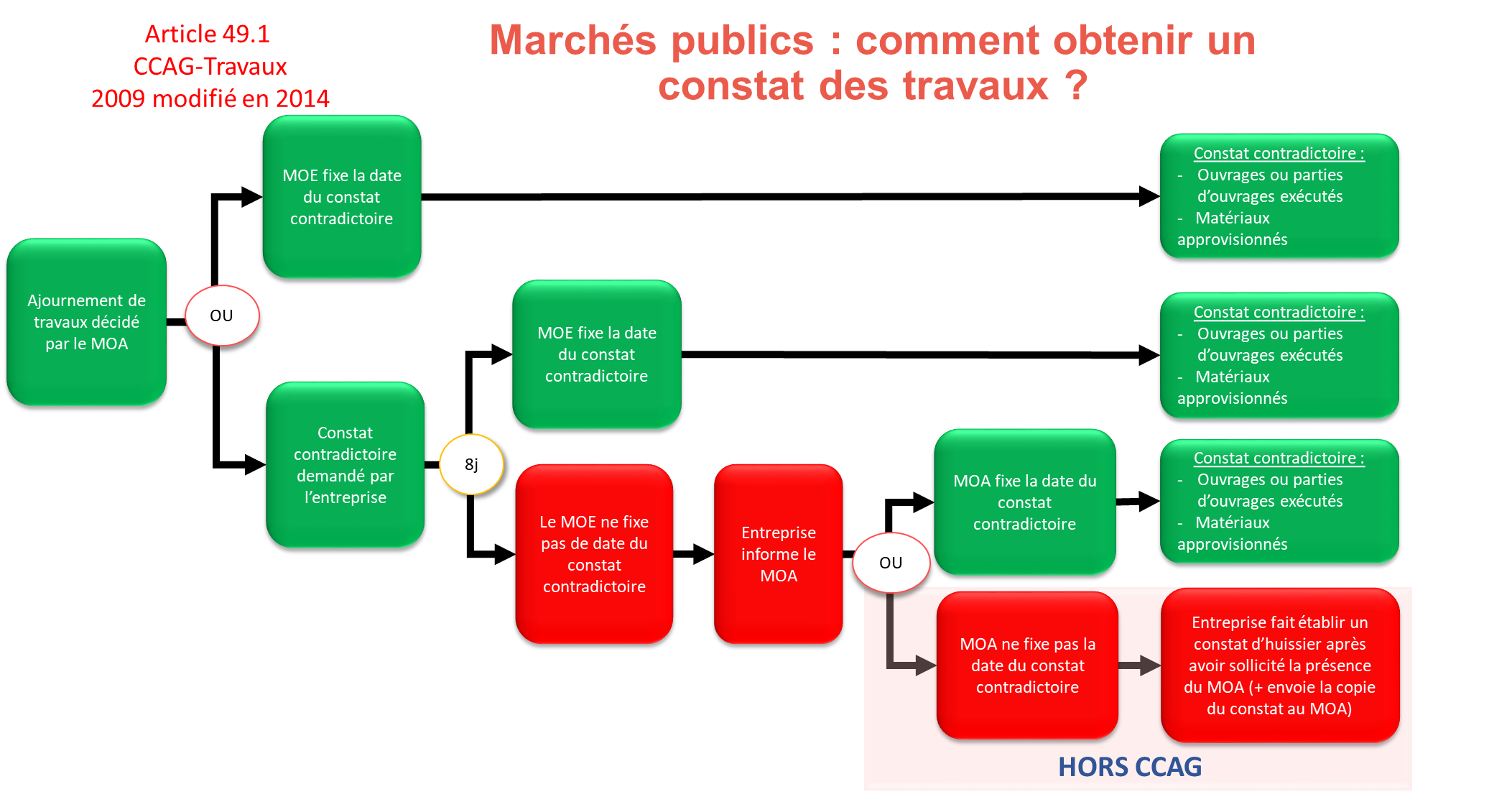
1. Demander au maître d’ouvrage qu’il ajourne OFFICIELLEMENT le chantier

[VOIR MODELE n°1, cliquer ici](#_MODELE_1_:_1)

1. Une fois que vous avez la notification officielle de l’ajournement :
   * + Demander la réalisation d’un constat contradictoire (VOIR [MODELE 3, cliquer ici](#_MODELE_3_:) et [MODELE 4, cliquer ici](#_MODELE_4_:) et les deux schémas ci-après pour le cheminement à suivre)
     + Demander l’indemnisation de l’ajournement (prévue dans le MODELE n°1)

Prévoir le coût / semaine par exemple :

* + - * Immobilisation de matériels
      * Immobilisation de personnels
    - Demander le transfert de garde
    - Facturer les travaux réalisés



### Qu’est-ce que le constat contradictoire ?

**Objet :** le maître d’ouvrage, le maître d’œuvre et l’entreprise constatent les prestations exécutées et préservent leurs intérêts

[VOIR MODELE n°4, cliquer ici](#_MODELE_4_:)

* + Conséquences :
    - Sur les travaux effectués : l’entreprise pourra en obtenir le paiement plus facilement car elle prouvera l’état d’avancement des travaux
    - Sur l’indemnisation qui pourra être demandée par l’entreprise après l’ajournement : le constat permettra de justifier les surcoûts liés à la garde des ouvrages et l’immobilisation des personnels et matériels.
  + Présence non obligatoire, mais fortement conseillée de l’entreprise : l’entreprise dûment convoquée qui est absente est **réputée avoir accepté le constat sans réserve**
  + Remise du constat contradictoire & actions de l’entreprise :
    - signature
    - signature avec réserve(s) (motifs de ces réserves par LRAR au maître d’œuvre : 15 jours si ce constat est envoyé par ordre de service)
    - refus de signature (motifs de ce refus par LRAR au maître d’œuvre : 15 jours si ce constat est envoyé par ordre de service)

### Quelles sont les conséquences de l’ajournement sur le marché ?

1. **Quelles sont les conséquences en terme de garde des ouvrages ?**

* **En marchés publics :** le CCAG indique que l’entreprise conserve la garde du chantier, si l’entreprise ne transfère pas officiellement la garde du chantier au maître d’ouvrage (constat contradictoire)
* **En marchés privés :** la NFP03001 indique que l’entreprise conserve la garde du chantier, si l’entreprise ne transfère pas officiellement la garde du chantier au maître d’ouvrage (constat contradictoire)

**TOUTEFOIS, le principe de la garde de l’ouvrage n’est pas d’ordre public. Sauf exclusion dans le contrat, il est donc possible, pendant l’arrêt des travaux, de demander au maître d'ouvrage d’assurer la garde du chantier. Dans ce cas, les contrats d’assurance des entreprises pour les dommages en cours de chantier n’auront plus vocation à s’appliquer mais il conviendra de bien formaliser le transfert, de réaliser un constat contradictoire et de protéger les ouvrages. Les contrats tous risques chantier (TRC) pourraient quant à eux trouver application mais mieux vaut obtenir une confirmation écrite de la part de l’assureur.**

1. **Quelles sont les conséquences en terme d’indemnisation ?**

L’entreprise peut obtenir l’indemnisation :

* + De l’attente : immobilisations, perturbations du plan de charge, achats des matières, frais financiers …
  + Des frais de garde du chantier

Sur les fondements suivants :

* + *en marchés publics, prix nouveaux : article 14 CCAG-travaux*
  + *en marchés privés : article 9.6.2 NFP03001*

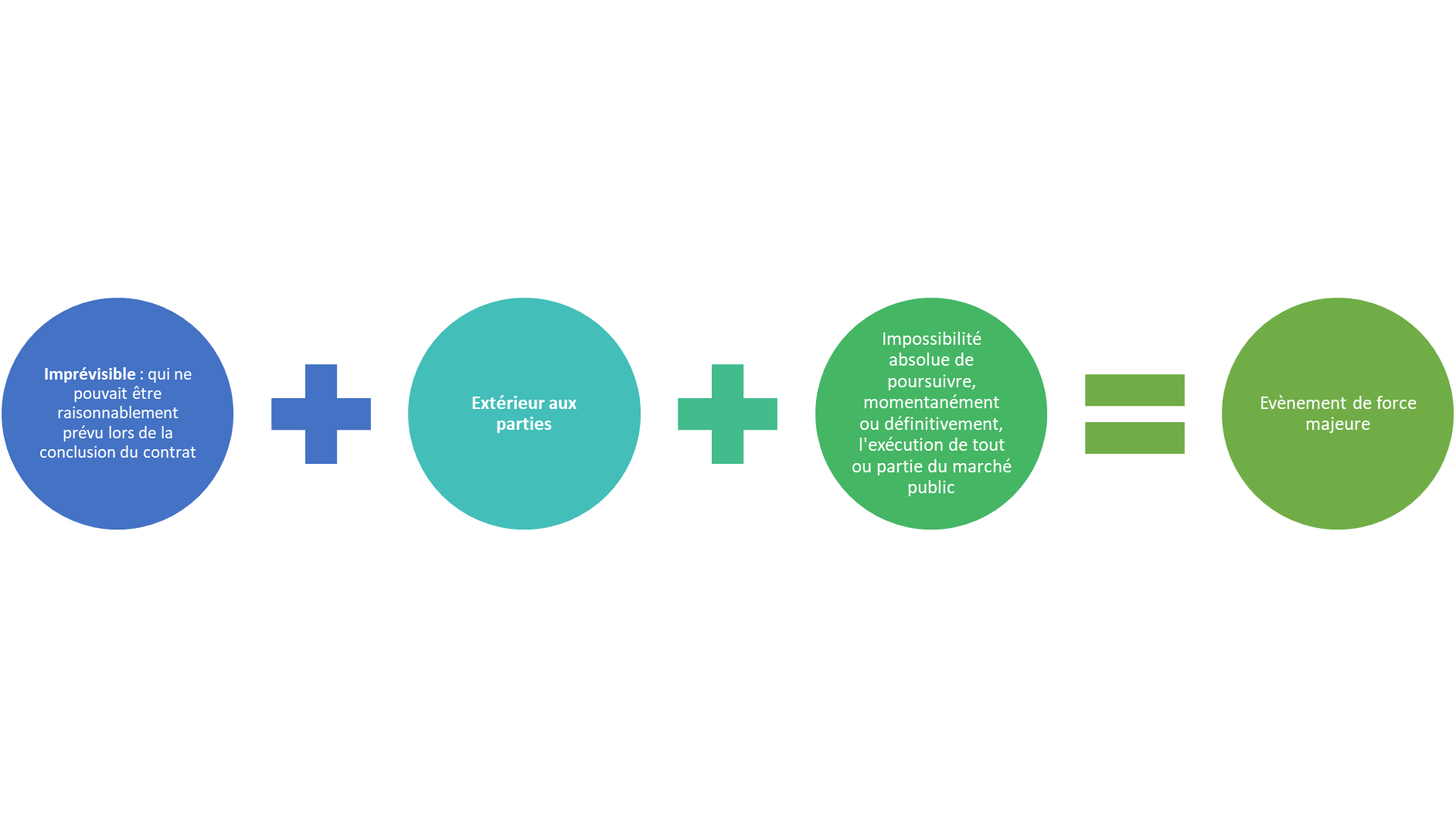
1. **Quelles sont les conséquences en terme de pénalités ?**

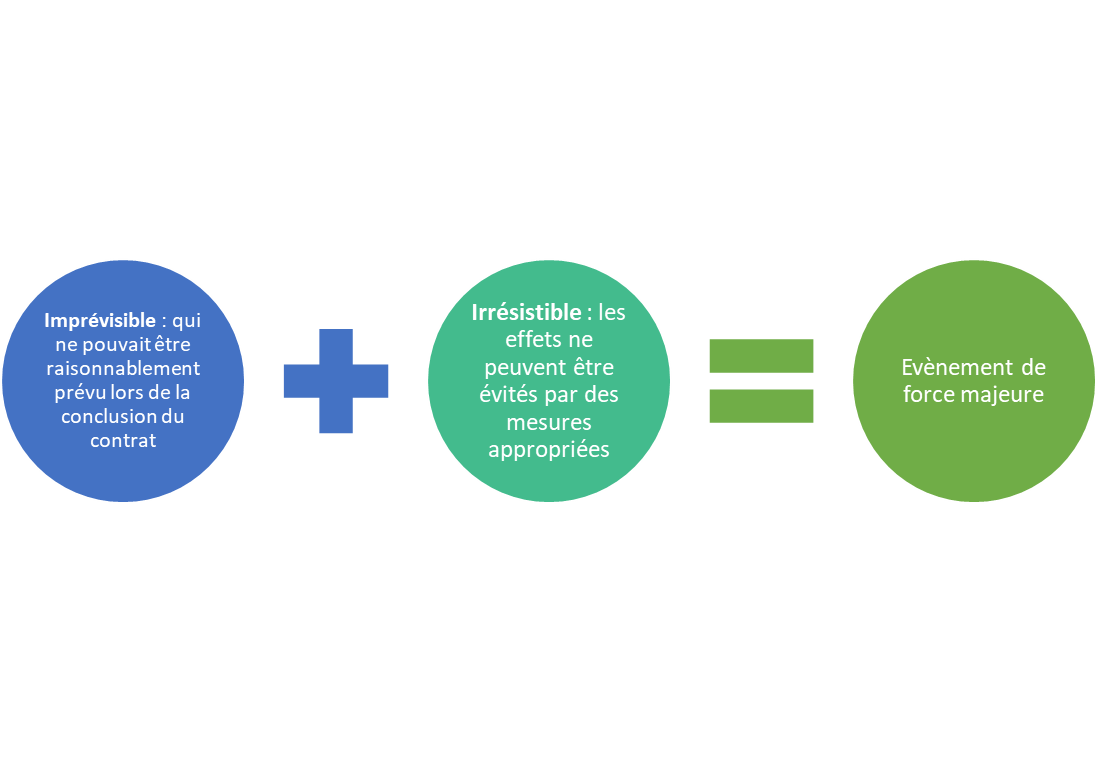
Les pénalités ne sont pas applicables, car elles ne sont pas imputables à l’entreprise.

## Si le maître d’ouvrage n’ajourne pas et refuse toujours de le faire après les demandes de l’entreprise, l’arrêt du chantier peut être justifié par la force majeure

### Force majeure: dans quels cas ?

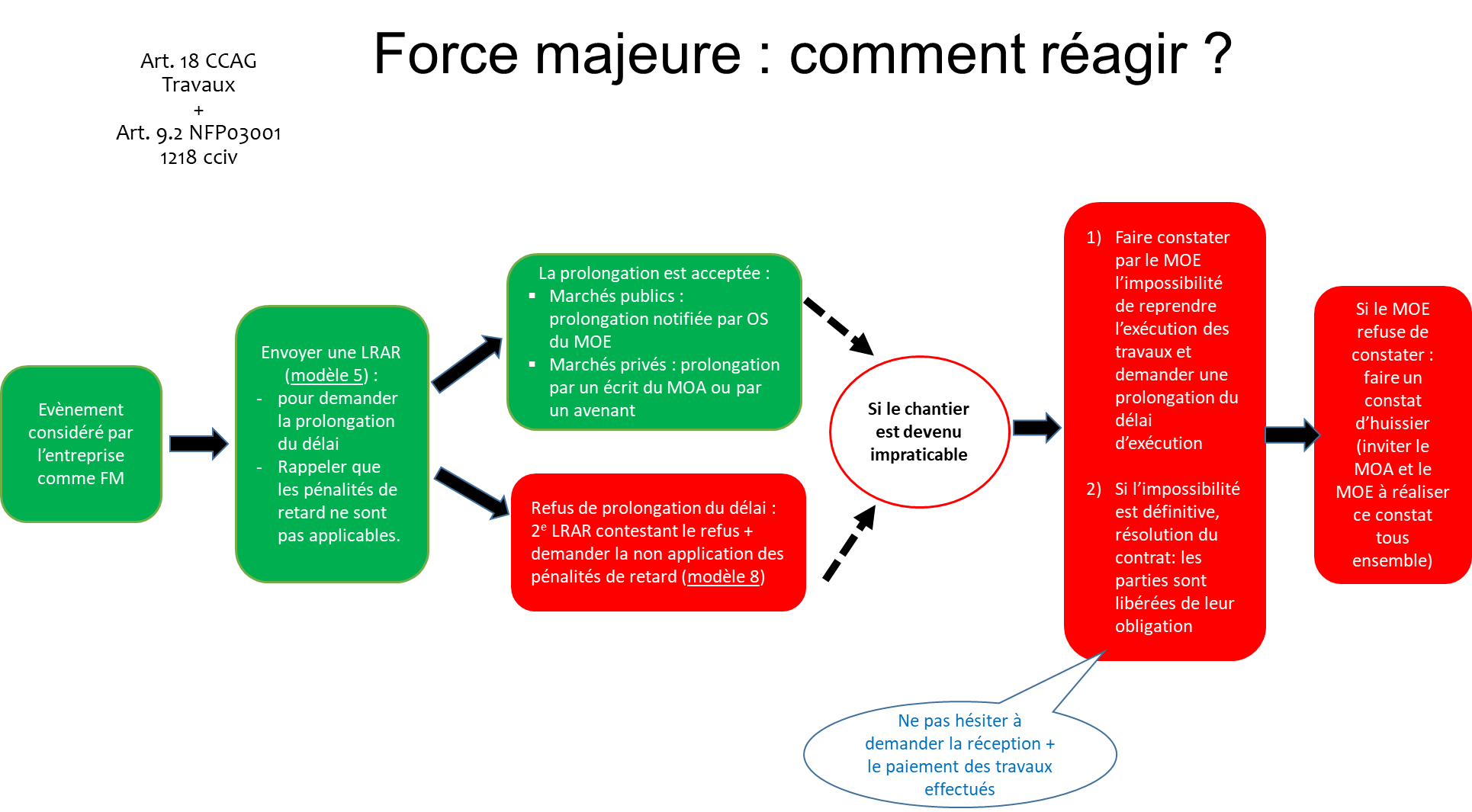
* **Sont considérés comme évènement de force majeure en marchés publics :**



* **Sont considérés comme évènement de force majeure en marchés privés (et contrats de sous-traitance) : **
* **Ne sont pas considérés comme des événements de force majeure :**
  + - Des pluies qui l’année précédente avaient déjà été fortes au même endroit ;
    - Le vol de matériel ;
    - Hausse du prix du pétrole ;
    - Défaillance du fournisseur du titulaire ;
    - …
* **CORONAVIRUS :**
* INVITATION A LA REALISATION D’UN CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A UN ARRÊT POUR FORCE MAJEURE**: VOIR MODELE** [**6, cliquer ici**](#_MODELE_6_:)
* CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE ARRET POUR FORCE MAJEURE : **VOIR MODELE** [**7, cliquer ici**](#_MODELE_7_:)
* SUITE PROLONGATION DE DELAI POUR FORCE MAJEURE,   
  NON APPLICATION DES PENALITES DE RETARD**: VOIR MODELE** [**8, cliquer ici**](#_MODELE_8_:)

La force majeure a été reconnue pour :

* + - les marchés publics passés avec l’Etat ([annonce de Bruno Le Maire](https://www.bfmtv.com/economie/bruno-le-maire-considere-le-coronavirus-comme-un-cas-de-force-majeur-pour-les-entreprises-1866047.html))
    - les marchés publics passés par les Régions ([annonce](http://regions-france.org/actualites/actualites-nationales/coronavirus-regions-entreprises-filieres/))



### Conséquences de la force majeure

1. **En terme de délai**
   * + Marchés publics (jurisprudence) : le délai est prolongé du nombre de jour de la durée de l’empêchement de force majeure.
     + Marchés privés (art. 10.3.1.2 NFP03001) : le délai est prolongé de la durée des empêchements de force majeure.
2. **En terme d’indemnisation** 
   * + En marchés publics (art. 18 CCAG) : au titre des pertes, avaries ou dommages provoqués sur vos chantiers (sauf pour les matériels flottants : bien mobiliers) sous réserve que :
       - L’entreprise a pris toutes dispositions utiles pour que ses approvisionnements, son matériel, ses installations de chantier et les ouvrages en construction ne soient pas endommagés
       - L’entreprise a signalé au maître d’œuvre, immédiatement, par écrit, la nature et l’importance des dommages subis.
     + En marchés privés (9.2 NFP03001) : au titre des pertes, avaries ou dommages provoqués sur vos chantiers.

Pour cela, l’entreprise doit le signaler au maître d’ouvrage dès la survenance de l’évènement de force majeure.

1. **En terme de garde**

[**Voir modèle 7 de constat contradictoire suite ajournement pour force majeure, cliquer ici**](#_MODELE_7_:)

**Le principe de la garde de l’ouvrage n’est pas d’ordre public. Il est donc possible pendant l’arrêt des travaux de demander au maître d'ouvrage d’assurer la garde du chantier.** **Dans ce cas, les contrats d’assurance des entreprises pour les dommages en cours de chantier n’auront plus vocation à s’appliquer mais il conviendra de bien formaliser le transfert, de réaliser un constat contradictoire et de protéger les ouvrages. Les contrats tous risques chantier (TRC) pourraient quant à eux trouver application mais mieux vaut obtenir une confirmation écrite de la part de l’assureur.**

* **En marchés publics :** le CCAG indique que l’entreprise conserve la garde du chantier, si l’entreprise ne transfère pas officiellement la garde du chantier (constat contradictoire), elle la conserve.
* **En marchés privés :** la NFP03001 indique que l’entreprise conserve la garde du chantier, si l’entreprise ne transfère pas officiellement la garde du chantier (constat contradictoire), elle la conserve.

1. **En terme de pénalités :**

Le retard pris dans l’exécution des travaux de chantier ne peut être imputé à l’entrepreneur.

## Contester les pénalités

[Voir plus haut, modalités de contestation des pénalités, cliquer ici](#_Contestation_des_pénalités)

## Dans tous les cas d’arrêt de chantier : réaliser un constat contradictoire

[VOIR MODELE 4 : constat contradictoire suite ajournement, cliquer ici](#_MODELE_4_:)

[VOIR MODELE 7 : constat contradictoire suite arrêt de chantier pour force majeure, cliquer ici](#_MODELE_7_:)

Dans tous les cas d’arrêt de chantier (ajournement à l’initiative du maître d’ouvrage, interruption par l’entreprise, arrêt pour force majeure, …) les entreprises doivent absolument réaliser des constats contradictoires ([voir explications plus haut, cliquer ici](#_Qu’est-ce_que_le))

## TABLEAUX RECAPITULATIFS POUR LES TITULAIRES DE MARCHE ET LES SOUS-TRAITANTS : CHANTIER A L’ARRÊT

### Quelles conséquences pour les entreprises titulaires d’un marché ?

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Chantiers arrêtés : quelles conséquences pour les titulaires du marché ? | | | | | |
|  | Responsable de la garde des ouvrages | Responsable du retard du chantier | En droit d’obtenir une indemnisation pour l’arrêt du chantier | En droit d’obtenir une prolongation du délai | Pénalités de retard |
| Chantier ajourné officieusement (aucune trace écrite du maître d’ouvrage) | Entreprises titulaires du marché | Personne  Marchés publics : Ord. 2020-319  Marchés privés : Ord. 2020-306 | Personne | Personne | Non applicables  Marchés publics : Ord. 2020-319, si l’entreprise en fait la demande  Marchés privés : Ord. 2020-306 |
| Chantier ajourné officiellement par le maître d’ouvrage  AVEC TRANSFERT DE GARDE | Maître d’ouvrage | Maître d’ouvrage | Entreprises titulaires du marché | Entreprises titulaires du marché | Non applicables  Marchés publics : Ord. 2020-319  Marchés privés : Ord. 2020-306 |
| Chantier ajourné officiellement par le maître d’ouvrage  SANS TRANSFERT DE GARDE | Entreprises titulaires du marché | Maître d’ouvrage | Entreprises titulaires du marché | Entreprises titulaires du marché | Non applicables  Marchés publics : Ord. 2020-319  Marchés privés : Ord. 2020-306 |
| Chantier ajourné officiellement pour force majeure | Entreprises titulaires du marché | Personne | Marchés publics pour lesquels le CCAG-Travaux est appliqué : l’entreprise peut avoir droit à l’indemnisation des pertes et avaries  Marchés privés : rien n’est prévu dans la NFP03001  (voir contrat) | Entreprises titulaires du marché | Non applicables  Marchés publics : Ord. 2020-319, si l’entreprise en fait la demande  Marchés privés : Ord. 2020-306 |

### Quelles conséquences pour les entreprises sous-traitantes ?

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Chantiers arrêtés : quelles conséquences pour les sous-traitants ? | | | | | |
|  | Responsable de la garde des ouvrages | Responsable du retard du chantier | En droit d’obtenir une indemnisation pour l’arrêt du chantier | En droit d’obtenir une prolongation du délai | Pénalités de retard |
| Contrat de sous-traitance ajourné officieusement (aucune trace écrite de l’entreprise principale) | Sous-traitant est responsable vis-à-vis de son entreprise principale | Personne  (Ord. 2020-306) | Entreprise principale | Personne | Non applicables  Ord. 2020-306 |
| Contrat de sous-traitance ajourné officiellement l’entreprise principale  AVEC TRANSFERT DE GARDE | Entreprise principale | Entreprise principale | Sous-traitant | Sous-traitant | Non applicables  Ord. 2020-306 |
| Contrat de sous-traitance ajourné officiellement l’entreprise principale  SANS TRANSFERT DE GARDE | Sous-traitant est responsable vis-à-vis de son entreprise principale | Entreprise principale | Sous-traitant | Sous-traitant | Non applicables  Ord. 2020-306 |
| Chantier ajourné officiellement pour force majeure | Sous-traitant est responsable vis-à-vis de son entreprise principale | Personne | Sous-traitant  (voir contrat) | Sous-traitant | Non applicables  Ord. 2020-306 |

# **TROISIEME CAS : les chantiers reprennent après s’être arrêtés**

## Les chantiers reprennent après un ajournement officiel du marché par le maître d’ouvrage : conséquences pour les entreprises titulaires de marchés

### Conséquences de l’ajournement :

[VOIR TABLEAU POINT 5.1, cliquer ici](#_Quelles_conséquences_pour)

### Négocier des conditions de reprises :

Dans les 15 jours de la réception de l’ordre de service, contester le contenu de l’ordre de service et demander la réalisation d’un constat contradictoire de reprise :

* + Contestation de l’ordre de service de reprise :
    - **Depuis la publication du Guide OPPBTP de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19 , il est indispensable que** **le maître d’ouvrage réalise certaines actions avant d’envisager une reprise** ([voir plus haut, cliquer ici](#_Comment_imposer_au_1)
    - L’ordre de service nécessite une prolongation du délai et donc un recalage des travaux
    - Envoyer les disponibilités de l’entreprise pour la reprise des travaux ainsi que le chiffrage de l’incidence si l’opération est finalement réalisée dans un délai plus long ou plus court que ce qui était prévu contractuellement

[VOIR MODELE n°14, cliquer ici](#_MODELE_14_:)

* + Demander la réalisation d’un constat contradictoire de reprise

[Voir modèle n°4, cliquer ici](#_MODELE_4_:)

* + Demander l’indemnisation par le maître d’ouvrage des frais que l’ajournement a causé à l’entreprise

## Les chantiers reprennent après un ajournement officiel de l’entreprise principale : conséquences pour les sous-traitants

### Conséquences de l’ajournement :

[VOIR TABLEAU 5.2, cliquer ici](#_Quelles_conséquences_pour_1)

### Négocier des conditions de reprises :

Dans les 15 jours de la réception de l’ordre de service, contester le contenu de l’ordre de service et demander la réalisation d’un constat contradictoire de reprise :

* + Contestation de l’ordre de service de reprise :
    - **Depuis la publication du Guide OPPBTP de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19, il est indispensable que** **le maître d’ouvrage réalise certaines actions avant d’envisager une reprise** ([voir plus haut, cliquer ici](#_Comment_imposer_au_1)
    - L’ordre de service nécessite une prolongation du délai et donc un recalage des travaux
    - Envoyer les disponibilités de l’entreprise pour la reprise des travaux ainsi que le chiffrage de l’incidence si l’opération est finalement réalisée dans un délai plus long ou plus court que ce qui était prévu contractuellement

[VOIR MODELE n°14, cliquer ici](#_MODELE_14_:)

* + Demander la réalisation d’un constat contradictoire de reprise

[Voir modèle n°4, cliquer ici](#_MODELE_4_:)

* + Demander l’indemnisation par l’entreprise principale des frais que l’ajournement a causé à l’entreprise sous-traitante

## Les chantiers reprennent sans ajournement officiel du marché par le donneur d’ordres

### Conséquences de l’absence d’ajournement :

[Voir tableaux 5.1 et 5. 2, cliquer ici](#_Quelles_conséquences_pour)

### Négocier des conditions de reprises :

Dans les 15 jours de la réception de l’ordre de service, contester le contenu de l’ordre de service et demander la réalisation d’un constat contradictoire de reprise :

* + Contestation de l’ordre de service :
    - **Depuis la publication du Guide OPPBTP de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19, il est indispensable que** **le maître d’ouvrage réalise certaines actions avant d’envisager une reprise** ([voir plus haut, cliquer ici](#_Comment_imposer_au_1)
    - L’ordre de service nécessite une prolongation du délai et donc un recalage des travaux
    - Envoyer les disponibilités de l’entreprise pour la reprise des travaux ainsi que le chiffrage de l’incidence si l’opération est finalement réalisée dans un délai plus long ou plus court que ce qui était prévu contractuellement

[VOIR MODELE n°14, cliquer ici](#_MODELE_14_:)

* + Demander la réalisation d’un constat contradictoire de reprise

[Voir modèle n°4, cliquer ici](#_MODELE_4_:)

* + Demander l’indemnisation par le donneur d’ordre des frais que l’ajournement a causé à l’entreprise

**Attention, si l’entreprise reçoit un courrier de mise en demeure envoyé par le maître d’ouvrage (ou par l’entreprise principale) :**

* + **voir** [**QUATRIEME PARTIE, CAS DE LA RESILIATION POUR FAUTE DE L’ENTREPRISE, cliquer ici**](#_Résiliation_pour_faute)
  + **Demander une prolongation de délai**
  + **Demander l’indemnisation sur le fondement de l’**[**imprévision, cliquer ici**](#_Mise_en_œuvre)

# **QUATRIEME CAS : le donneur d’ordre résilie les marchés**

## Les maîtres d’ouvrages publics résilient les marchés

### Résiliation pour motifs d’intérêt général

**Art. 46.4 CCAG-Travaux 2009**

**Conséquences de la résiliation pour motif d’intérêt général :**

* l’entreprise est payée des travaux effectués
* l’entreprise peut demander une indemnisation (dans les 2 mois de la décision de résiliation) :
* d’au moins 5% du montant des prestations restant à effectuer
* pour les frais et investissements engagés par l’entreprise
* il est indispensable de réaliser un PV de réception des prestations de l’entreprise dont le marché est résilié

### Résiliation sans faute pour urgence impérieuse

Cette possibilité est offerte aux maîtres d’ouvrages depuis l’Ordonnance n°2020-319. Le maître d’ouvrage doit apporter la preuve que le marché ne « *pouvait souffrir aucun retard* ».

**Conséquences de ce mode de résiliation :**

* l’entreprise est payée des travaux effectués
* aucune pénalité de retard applicable à l’entreprise
* aucune responsabilité contractuelle de l’entreprise : aucune indemnisation due à l’entreprise
* aucune responsabilité du maître d’ouvrage ne peut être engagée : aucune indemnisation due au maître d’ouvrage
* il est indispensable de réaliser un PV de réception des prestations de l’entreprise dont le marché est résilié

### Résiliation pour faute de l’entreprise titulaire du marché : résiliation simple ou aux frais et risques

#### Contestation de la mise en demeure

**Le maître d’ouvrage doit obligatoirement mettre en demeure l’entreprise titulaire du marché d’exécuter ses prestations dans un délai de 15 jours.**

**Il est indispensable de contester par écrit (LRAR, LRE, mail) la mise en demeure immédiatement après avoir été reçue par l’entreprise (par OS, courrier, mail).**

Contestation de la mise en demeure si le contenu obligatoire n’est pas respecté :

* Sauf dérogation dans le contrat, les articles 46.3.2 et 48.1 du CCAG-Travaux précisent que ce délai de la mise en demeure doit être **au minimum de 15 jours**
* La mise en demeure doit préciser le contenu du manquement contractuel de l’entreprise

Contestation de la mise en demeure elle-même :

* + **le retard n’est pas imputable à l’entreprise selon l’Ordonnance n°2020-319** ([voir plus haut, cliquer ici](#_Comment_forcer_le))
  + l’organisation générale et la sécurité du chantier n’est pas de la responsabilité de l’entreprise, mais de celle du maître d’ouvrage
  + (le cas échéant) l’entreprise avait solliciter le maître d’ouvrage, l’OPC, le CSPS pour connaitre les mesure à prendre, sans réponse
  + (le cas échéant) aucune mesure n’a été prise par le maître d’ouvrage, l’OPC et le CSPS

**En outre, l’entreprise peut demander la poursuite des relations contractuelles (en indiquant les mesures prises pour continuer le contrat).**

#### Contestation de la résiliation après la mise en demeure

Si le maître d’ouvrage n’a pas mis en demeure l’entreprise avant de résilier, l’entreprise doit contester cette résiliation ([pour les mêmes motifs que ceux cités ci-dessus, cliquer ici](#_Contestation_de_la)).

Si le maître d’ouvrage a régulièrement mis en demeure l’entreprise avant de résilier, il est indispensable de contester par écrit (LRAR, LRE, mail) la résiliation immédiatement après avoir été reçue par l’entreprise (par OS, courrier, mail) sur la base des mêmes arguments évoqués lors de la mise en demeure.

En cas de contentieux, les juges regarderont les circonstances dans lesquelles les manquements contractuels sont intervenus et la résiliation pourra être jugée disproportionnée ([CE, 10/02/2016, 387769](https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000032008527)).

#### Conséquences de la résiliation pour faute de l’entreprise

**Conséquences de la résiliation simple :**

* l’entreprise est payée des travaux effectués par un « décompte de résiliation » (article 48.4 CCAG-Travaux)
* l’entreprise n’a droit à aucune indemnisation sauf si elle demande de réparation du préjudice subi du fait de l'usage irrégulier par le maître d’ouvrage de son pouvoir de résiliation
* l’entreprise ne doit aucune indemnisation au maître d’ouvrage
* il est indispensable de réaliser un PV de réception des prestations de l’entreprise dont le marché est résilié

**Conséquences de la résiliation aux frais et risques :**

* L’entreprise est payée des travaux effectués par un « décompte de résiliation » (article 48.4 CCAG-Travaux) uniquement après le règlement définitif du marché de substitution avec une nouvelle entreprise
* L’entreprise n’a droit à aucune indemnisation
* Il est indispensable de réaliser un PV de réception des prestations de l’entreprise dont le marché est résilié
* S’agissant du marché de substitution qui sera conclu avec une autre entreprise :
  + Il peut être suivi par l’entreprise dont le marché a été résilié, sans que celle-ci puisse toutefois interférer dans le déroulement des travaux

L’entreprise dont le marché a été résilié, ne sera pas tenue de supporter les conséquences onéreuses, si le maître d’ouvrage :

* ne lui notifie pas son intention de conclure un nouveau marché à ses risques et périls
* ne lui notifie pas la désignation de l’entreprise titulaire du marché de substitution
* ne lui permet pas de suivre les travaux de l’entreprise titulaire du marché de substitution

**Ces obligations sont cumulatives pour le maître d’ouvrage**[[5]](#footnote-5).

* + Si ce nouveau marché coûte finalement plus cher au maître d’ouvrage : c’est l’entreprise dont le marché a été résilié qui payera la différence (même si le prix du marché ne suffit pas !)
  + Si ce nouveau marché coûte finalement moins cher au maître d’ouvrage : l’entreprise dont le marché a été résilié n’aura droit de bénéficier de ces économies

Pour mémoire :

Pour conclure un marché de substitution avec une autre entreprise, au lieu et place du marché initial conclu avec l’entreprise dont le marché a été résilié, le maître d’ouvrage reste soumis aux procédures classiques des marchés publics :

1. procédure adaptée ou
2. procédure formalisée (ex : appel d’offres)

Ces procédures doivent être choisies par l’acheteur en fonction du montant initial du marché (le marché qui a été résilié) et non pas du montant des prestations restant à effectuer après la résiliation.

**En outre, si le maître d’ouvrage résilie le marché pour faute (que cette résiliation soit « simple » ou « aux frais et risques »), cela ne l’autorise pas, de fait, à conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence, sauf à justifier dûment une « urgence impérieuse »[[6]](#footnote-6).**

**Le seul cas dans lequel l’acheteur pourra conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence est celui dans lequel il apporte la démonstration d’une « urgence impérieuse » pour la réalisation du marché (Ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020).**

### Résiliation pour évènements extérieurs du marché : incapacité physique durable de l’entreprise titulaire du marché

46.1.3 du CCAG-travaux :

*« Incapacité physique du titulaire.*

*En cas d’incapacité physique manifeste et durable du titulaire, compromettant la bonne exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché.*

*La résiliation n’ouvre droit pour le titulaire à aucune indemnité. »*

**Dans la mesure où cette résiliation n’implique pas d’indemnisation de l’entreprise, il est indispensable de la contester tout de suite après que l’entreprise ait reçue la décision officielle (OS, courrier, mail) du maître d’ouvrage :**

**Contester cette résiliation :**

Exemples d’arguments qui peuvent être invoqués :

* L’incapacité n’est pas physique :
  + le titulaire est une personne morale
  + elle n’est pas imputable à l’entreprise car elle est issue des sujétions imposées par [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id) et [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire)
* L’incapacité n’est pas durable :
  + Les conditions du coronavirus ne peuvent pas être qualifiées de « durables » (exemple : l’incapacité physique éventuelle d’un artisan n’est pas définitive mais limitée à la durée des décisions du Gouvernement)
  + elle n’est pas imputable à l’entreprise car elle est issue des sujétions imposées par le [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19), [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id), [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire), et l’[article 2 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id),
  + elle n’est pas imputable à l’entreprise car elle relève de la force majeure

**Conséquences de cette résiliation :**

* l’entreprise est payée des travaux effectués par un « décompte de résiliation » (article 48.4 CCAG-Travaux)
* l’entreprise n’a droit à aucune indemnisation sauf si elle demande de réparation du préjudice subi du fait de l'usage irrégulier par le maître d’ouvrage de son pouvoir de résiliation
* il est indispensable de réaliser un PV de réception des prestations de l’entreprise dont le marché est résilié

## Les maîtres d’ouvrages privés résilient les marchés

## 

#### Contestation de la mise en demeure

**Le maître d’ouvrage doit obligatoirement mettre en demeure l’entreprise titulaire du marché d’exécuter ses prestations en indiquant un délai (**[**1226 code civil**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006436944&cidTexte=LEGITEXT000006070721) **+ articles 22.1.1 et 22.1.2.1. NFP03001).**

**Il est indispensable de contester par écrit (LRAR, LRE, mail) la mise en demeure immédiatement après avoir été reçue par l’entreprise (par OS, courrier, mail).**

Contestation de la mise en demeure si le contenu obligatoire n’est pas respecté :

La mise en demeure doit préciser :

* le contenu du manquement contractuel de l’entreprise
* le délai de reprise
* la sanction encourue (pour mémoire, aucune pénalité n’est applicable, [voir plus haut, cliquer ici](#_Contestation_des_pénalités))

Contestation de la mise en demeure elle-même :

* + le retard n’est pas imputable à l’entreprise selon l’Ordonnance 2020-319
  + le retard est issu des sujétions imposées par le [Guide de l’OPPBTP](https://www.preventionbtp.fr/Documentation/Explorer-par-produit/Information/Ouvrages/Guide-de-preconisations-de-securite-sanitaire-pour-la-continuite-des-activites-de-la-construction-Covid-19), [le décret 2020-260 du 16 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041728476&categorieLien=id), [l’arrêté du 14 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041722917&dateTexte=20200320) (notamment de son article préliminaire), et l’[article 2 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041746694&categorieLien=id),
  + le retard est imputable à la force majeure

**En outre, l’entreprise peut demander la poursuite des relations contractuelles (en indiquant les mesures prises pour continuer le contrat).**

#### Contestation de la résiliation après la mise en demeure

Si le maître d’ouvrage n’a pas mis en demeure l’entreprise avant de résilier, l’entreprise doit contester cette résiliation ([pour les mêmes motifs que ceux cités ci-dessus, cliquer ici](#_Contestation_de_la_1)).

Si le maître d’ouvrage a régulièrement mis en demeure l’entreprise avant de résilier, il est indispensable de contester par écrit (LRAR, LRE, mail) la résiliation immédiatement après avoir été reçue par l’entreprise (par OS, courrier, mail) sur la base des mêmes arguments que ceux évoqués lors de la mise en demeure.

#### Conséquences de la résiliation pour faute de l’entreprise

**Conséquences de la résiliation aux torts de l’entreprise :**

* l’entreprise est payée des travaux effectués par un « décompte de résiliation » (article 19.5.1. NFP03001)
* l’entreprise a droit à une indemnisation du préjudice subi du fait de la résiliation (article 22 NFP03001)
* l’entreprise pourra devoir indemniser le maître d’ouvrage
* il est indispensable de réaliser un PV de réception des prestations de l’entreprise dont le marché est résilié

**Conséquences de la résiliation aux frais et risques de l’entreprise :**

**Pour que la résiliation aux frais et risques puisse s’appliquer, elle doit être prévue au contrat. Pour mémoire cette résiliation n’est pas prévue dans la NFP03001.**

# **CINQUIEME CAS : l’entreprise résilie après un ajournement trop long**

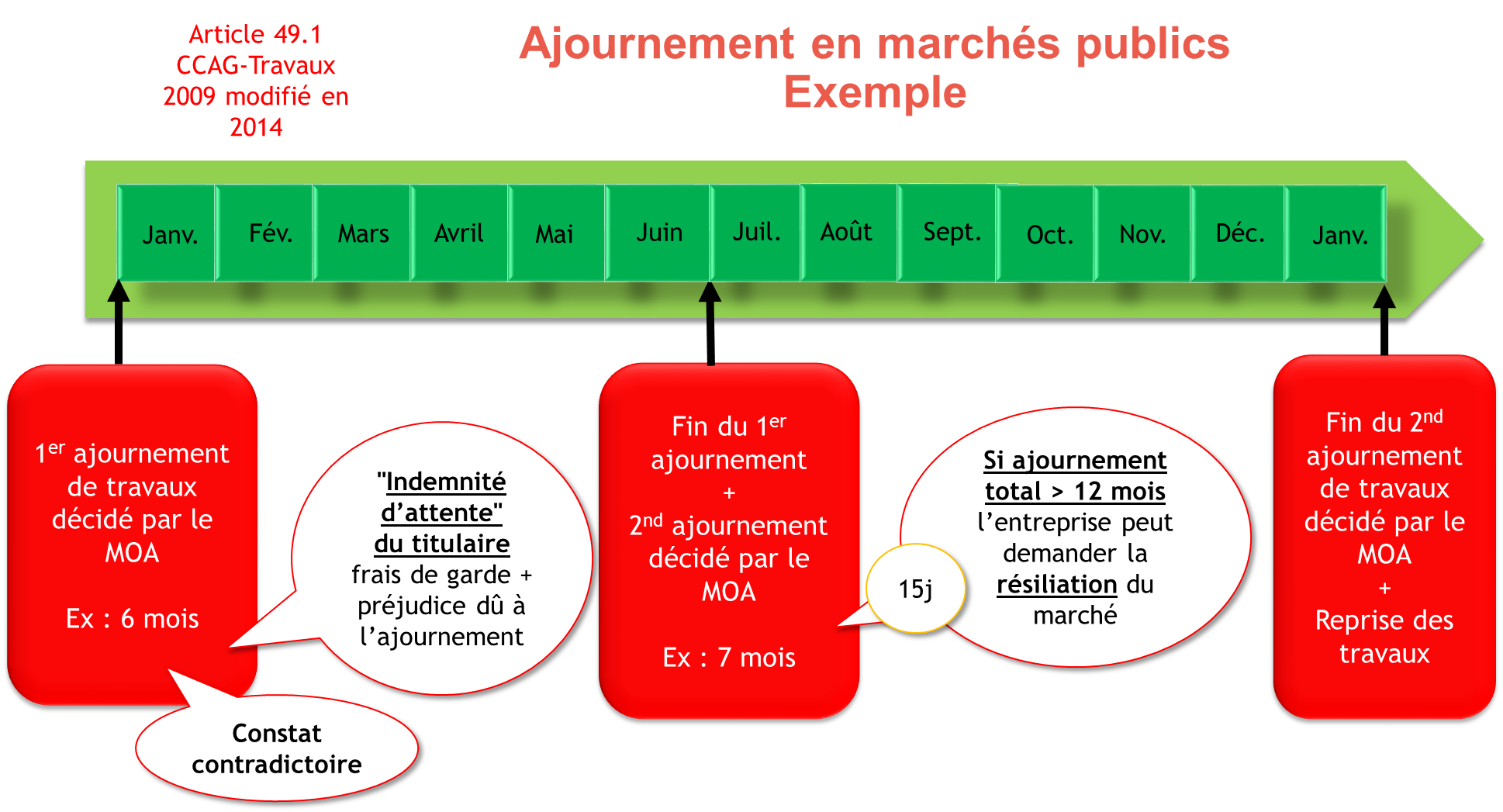
## L’entreprise résilie le marché public pour ajournement trop long

Sauf dérogation dans son contrat, l’entreprise peut décider de résilier le marché si l’ajournement (décidé par le maître d’ouvrage de manière officielle : OS, courrier, mail) **dure plus de 12 mois** (art. 46.2.2 + 49.1.2 CCAG-Travaux).

=> Dès que la décision d’ajournement est supérieure à ce délai : l’entreprise dispose d’un **délai de 15 jours pour formuler sa demande de résiliation** auprès du maître d’ouvrage.

**Conséquences de cette résiliation aux torts du maître d’ouvrage :**

* l’entreprise est payée des travaux effectués par un « décompte de résiliation » (article 48.4 CCAG-Travaux)
* l’entreprise a droit d’être indemnisée (art. 16 et 17 CCAG-Travaux) :
  + - * frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et nécessaires à son exécution
      * perte de son bénéfice[[7]](#footnote-7)
      * frais généraux[[8]](#footnote-8)
* il est indispensable de réaliser un PV de réception des prestations de l’entreprise dont le marché est résilié

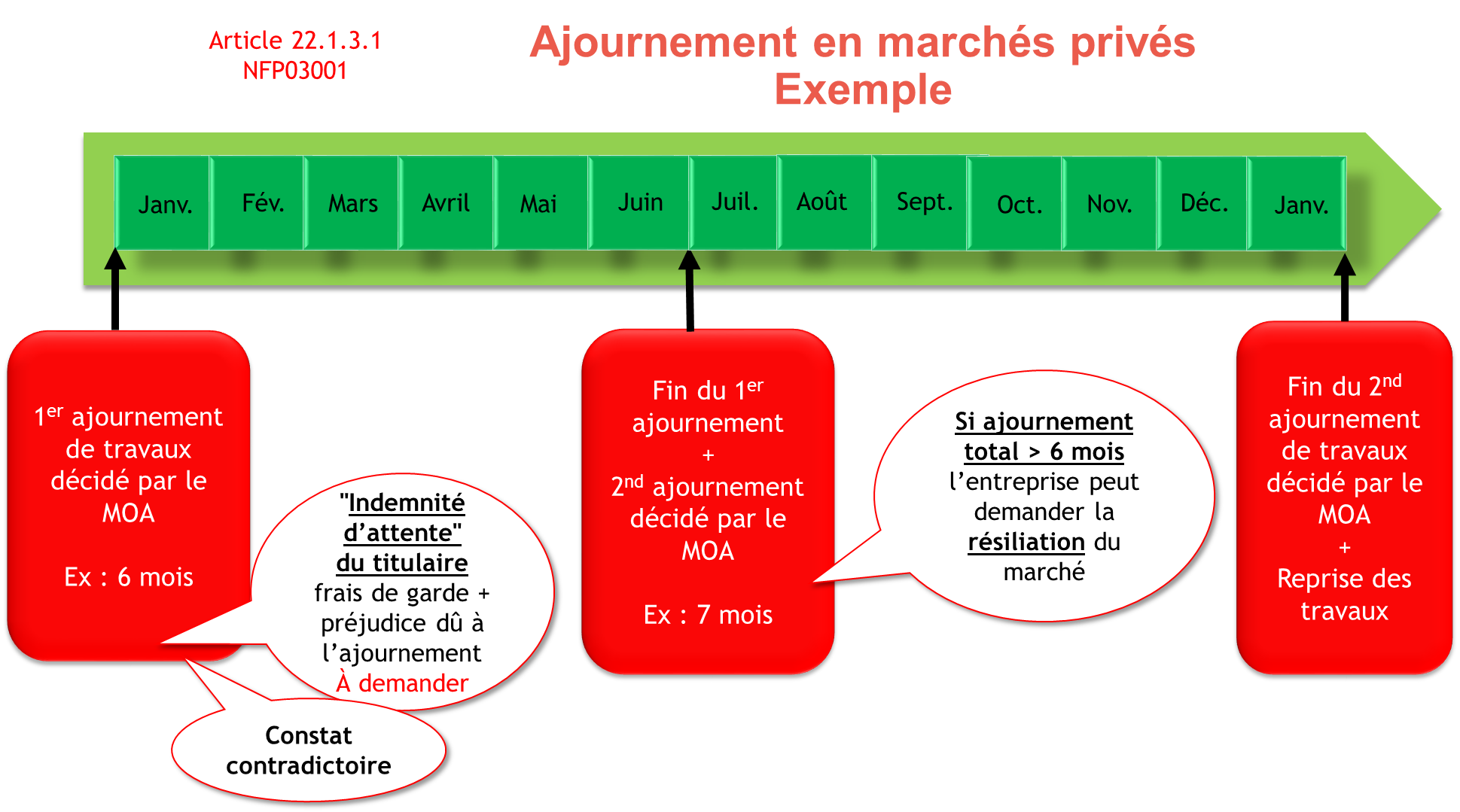
****

## L’entreprise titulaire du marché privé (ou le sous-traitant) résilie le marché pour ajournement trop long

Sauf dérogation dans son contrat, l’entreprise (titulaire du marché privé, et sous-traitant) peut décider de résilier le marché si l’ajournement (décidé par le maître d’ouvrage ou l’entreprise principale, de manière officielle : OS, courrier, mail) **dure plus de 6 mois** (art. 22.1.3.1 NFP03001).

=> Dès que la décision d’ajournement est supérieure à ce délai : l’entreprise dispose d’un **délai de 15 jours pour formuler sa demande de résiliation** auprès du maître d’ouvrage (ou de l’entreprise principale).

**Conséquences de cette résiliation aux torts du maître d’ouvrage :**

* l’entreprise est payée des travaux effectués par un décompte de résiliation (art. 22.4 NFP03001)
* l’entreprise a droit d’être indemnisée, quoi qu’il arrive[[9]](#footnote-9) (art. 22.1 NFP03001) :
  + - * frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et nécessaires à son exécution[[10]](#footnote-10)
      * perte de son bénéfice[[11]](#footnote-11) [[12]](#footnote-12)
      * frais généraux[[13]](#footnote-13) [[14]](#footnote-14)
* il est indispensable de réaliser un PV de réception des prestations de l’entreprise dont le marché est résilié
* 

## TABLEAUX RECAPITULATIFS : CONTRATS RESILIES PAR LE TITULAIRE DU MARCHE OU PAR LE SOUS-TRAITANT

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Marchés résiliés : quelles conséquences pour les titulaires de marché avec le maître d’ouvrage  et pour les sous-traitants avec leur entreprise principale | | |
|  | Responsable de la résiliation | En droit d’obtenir une indemnisation pour la résiliation |
| Le titulaire du marché résilié son marché avec le maître d’ouvrage | Maître d’ouvrage | Entreprise titulaire du marché |
| Le sous-traitant résilie son contrat de sous-traitance avec son entreprise principale | Entreprise principale | Sous-traitant |

# **SIXIEME CAS : problématique du chiffrage des devis pendant et après l’état d’urgence sanitaire (nouveau, version 2 du présent Guide)**

La réalisation d’un chiffrage, qu’il soit en marchés publics ou en marchés privés (professionnels) doit couvrir l’intégralité des coûts de réalisation du marché. A ce titre, juridiquement, il n’est pas possible d’indiquer que les prix sont formulés « *sous réserve de l’évolution des prix liés au Covid-19*».

Néanmoins, une clause d’imprévision applicable par effet de seuil peut être prévue.

## Marchés privés conclu avec un professionnel

**Comme toutes les autres clauses du contrat, la clause d’imprévision peut en théorie être négociée avec les clients (professionnels).**

Voici un exemple de clause d’imprévision que les entreprises peuvent compléter et insérer dans leurs devis ou dans leurs conditions générales d’intervention.

L’idée est de prévoir que les parties renégocieront automatiquement leur contrat si la réalité dépasse des seuils prévus d’avance par les parties au contrat :

Clause modèle :

*En application des articles 1104 et 1195 du code civil, les parties conviennent que des renégociations du contrat devront être menées en cas de changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rendant l’exécution excessivement onéreuse.*

*Ces circonstances peuvent être d’ordre financier, économique, juridique, politique, technologique, environnemental, naturel ou sanitaire.*

*Est imprévisible lors de la conclusion du contrat, un événement hors du contrôle des parties et ne pouvant être raisonnablement prévu.*

*L’exécution sera considérée comme excessivement onéreuse lorsque l’un des postes suivant subira une augmentation supérieure ou égale aux pourcentages définis ci-après :*

* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*

*Si les conditions sont réunies, la partie la plus diligente pourra demander une renégociation des termes du contrat par tout moyen permettant d’en attester réception par l’autre partie.*

*Les parties s’engagent à renégocier leur accord de bonne foi et ce dans un délai qui ne peut être supérieur à … jours.*

*Pendant toute la durée de la renégociation, les parties restent tenues d’exécuter leurs obligations quand bien même elles seraient devenues excessivement onéreuses.*

*La durée de la renégociation suspend la prescription conformément à l’article 2254 du code civil.*

*Les parties pourront renégocier le prix convenu du marché dans la proportion de … %.*

*En cas d’échec de la renégociation ou d’absence de renégociation dans le délai prévu, chacune des parties pourra résilier le contrat en respectant un préavis de … jours/mois. Les dépenses spécifiquement engagées pendant les négociations et le préavis, de même que les frais généraux seront dues à la partie qui les a engagées.*

*AU CHOIX :*

*1.* *Les parties conviennent qu’il ne sera pas possible de saisir le juge d’une demande de révision du contrat.*

*2.* *Les parties conviennent dans l’hypothèse d’une saisine du juge que celui-ci ne pourra procéder qu’à la révision du prix et ce dans la proportion de ......%.*

## Marchés publics

Voici un exemple de clause d’imprévision que les entreprises peuvent compléter et insérer dans leurs devis ou mémoire technique.

L’idée est de prévoir que les parties renégocieront automatiquement leur contrat si la réalité dépasse des seuils prévus d’avance par les parties au contrat.

Exemple :

*En application des articles L.6 et R.2194-1 et suivants du code de la Commande publique, les parties conviennent que des renégociations du contrat devront être menées en cas de changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat et qui bouleversent temporairement l'équilibre du contrat.*

*Ces circonstances peuvent être d’ordre financier, économique, juridique, politique, technologique, environnemental, naturel ou sanitaire.*

*Est imprévisible lors de la conclusion du contrat, un événement hors du contrôle des parties et ne pouvant être raisonnablement prévu.*

*L’exécution sera considérée comme bouleversant l’équilibre du contrat, lorsque l’un des postes suivant subira une augmentation supérieure ou égale aux pourcentages définis ci-après :*

* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*

*Si les conditions sont réunies, la partie la plus diligente pourra demander une renégociation des termes du contrat par tout moyen permettant d’en attester réception par l’autre partie.*

*Les parties s’engagent à renégocier leur accord de bonne foi et ce dans un délai qui ne peut être supérieur à … jours.*

*Pendant toute la durée de la renégociation, les parties restent tenues d’exécuter leurs obligations quand bien même elles seraient devenues excessivement onéreuses.*

*La durée de la renégociation suspend les délais de recours contentieux.*

*Les parties pourront renégocier le prix convenu du marché dans la proportion de … %.*

*En cas d’échec de la renégociation ou d’absence de renégociation dans le délai prévu, chacune des parties pourra résilier le contrat en respectant un préavis de … jours/mois. Les dépenses spécifiquement engagées pendant les négociations et le préavis, de même que les frais généraux seront dues à la partie qui les a engagées.*

*AU CHOIX :*

*1. Les parties conviennent qu’il ne sera pas possible de saisir le juge d’une demande de révision du contrat*

*.2. Les parties conviennent dans l’hypothèse d’une saisine du juge que celui-ci ne pourra procéder qu’à la révision du prix et ce dans la proportion de … %.*

# MODELE 1 : DEMANDE D’AJOURNEMENT OFFICIEL D’UN CHANTIER

Coordonnées du maître de l’ouvrage

(copie au maître d’œuvre)

Objet : chantier …..

Courrier à envoyer (1)

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Lettre recommandée électronique

Le…………2020

Objet : Pandémie du Coronavirus / Ajournement du chantier

Madame/Monsieur,

Notre entreprise est titulaire du marché sis à…… et y intervient depuis le….

Le 16 mars 2020 et afin de limiter la propagation du coronavirus, le Président de la République a décidé de prendre des mesures pour réduire les contacts et déplacements au strict minimum sur l’ensemble du territoire à compter de mardi 17 mars à 12h00, jusqu’au 11 mai minimum.

Dans ces conditions, vous avez décidé d’arrêter le chantier à compter du …. .

Pour ce faire, nous vous remercions de formaliser une décision officielle d’ajournement et de nous indiquer les modalités de réalisation du constat contradictoire. (Ces derniers permettront à l’entreprise de facturer les travaux réalisés jusqu’alors).

MARCHES PUBLICS (1)  :

(Si le CCAG-Travaux s’applique) En application des articles 14.3 et 14.4. du CCAG-travaux, vous trouverez ci-après le chiffrage de notre indemnité d’attente (celle-ci comprendra les immobilisations de matériels, de personnels, les frais financiers … dus à l’ajournement du chantier et elle peut par exemple être chiffrée par semaine) :

* Immobilisation de personnel (coût par semaine)
* Immobilisation du matériel (coût par semaine)
* Frais financiers (prolongation de la caution de retenue de garantie …)
* …

MARCHES PRIVES (1) :

Vous trouverez ci-après le chiffrage de notre indemnité d’attente (celle-ci comprendra les immobilisations de matériels, de personnels, les frais financiers … dus à l’ajournement du chantier et elle peut par exemple être chiffrée par semaine) :

* Immobilisation de personnel (coût par semaine)
* Immobilisation du matériel (coût par semaine)
* Frais financiers (prolongation de la caution de retenue de garantie …)
* …

Cet ajournement n’étant pas imputable à mon entreprise, les risques afférents à l’ouvrage ainsi que la garde du chantier vous sont transférés.

Une copie de la présente lettre recommandée est adressée pour information à M. ………………. Maître d’œuvre.

Nous vous prions d’agréer, Madame/Monsieur………….………

 Signature de l’entrepreneur

(1)  Choisir le cas d’espèce

# MODELE 2 : AJOURNEMENT NECESSAIRE PAR LE MAÎTRE D’OUVRAGE PROFESSIONNEL (Guide OPPBTP) (modèle mis à jour, version 2 du du présent Guide)

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Copie au maître d’œuvre

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Le…………2020

Objet : chantier …..- Ajournement pour réorganisation du chantier conformément aux mesures prises par le Gouvernement et l’OPPBTP

Nom du maître de l’ouvrage

Notre entreprise est titulaire du marché sis à…… et y intervient depuis le….

Nous prenons votre attache suite à la publication le 2 avril 2020 par l’OPPBTP des préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction suite au Covid-19. Le Guide de l’OPPBTP édicte les préconisations à prendre en vue d’assurer la sécurité sanitaire des salariés sur les chantiers et compte tenu de ce qui précède, nous tenons à vous faire part des réserves qui suivent concernant les travaux.

Il vous appartient en tant que maître d’ouvrage, après avoir officiellement suspendu le marché (à la date du 12 mars 2020), d’analyser, le cas échéant par le biais du maître d’œuvre et du coordonnateur SPS (lorsque l’opération est soumise à ce dispositif) la situation globale du chantier auprès de ses différents acteurs. Vous devez ensuite nous proposer une organisation préalable, compatible avec la coactivité de nos métiers et avec les consignes générales sanitaires et de distanciation.

A réception de cette proposition, nous mettrons en œuvre nos meilleurs moyens pour exécuter nos prestations, dans des conditions économiques et de délais acceptables pour vous comme pour nous.

Nous nous réservons toutefois la possibilité de refuser cette proposition si nous ne disposions pas des moyens matériels nécessaires pour mettre en place les mesures que vous aurez prescrites et ce, afin de protéger la santé et la sécurité de nos collaborateurs ainsi que celle de leur entourage. En effet, préalablement à notre intervention, il convient de compléter le questionnaire du guide OPPBTP ci-joint (joindre le questionnaire qui figure dans la dernière version en date du Guide OPPBTP).

*(pour les marchés publics)* Pour mémoire, si notre entreprise se retrouvait dans l’impossibilité de respecter les mesures sanitaires formulées, nous serions en droit de vous demander de prolonger le délai contractuel d’exécution d’une durée égale à celle de l’état d’urgence sanitaire majorée de deux mois. Par ailleurs, ni pénalité de retard ne pourra être exigée, ni résiliation aux frais et risques ne pourra être mise en œuvre conformément à l’article 6 de l’ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020*.*

*(pour les marchés privés et contrats de sous-traitance)* Pour mémoire, aucune pénalité de retard ne pourra être exigée conformément à l’article 4 de l’ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020.

**En ces circonstances, la suspension du marché décidée par vos soins en date du XX XX XX continue de faire effet.**

**Nous restons à votre disposition pour la réalisation du constat contradictoire y afférant.**

Enfin, vous trouverez ci-après le chiffrage de notre indemnité d’attente pendant la suspension (celle-ci comprendra les immobilisations de matériels, de personnels, les frais financiers … dus à l’ajournement du chantier et elle peut par exemple être chiffrée par semaine) :

* Immobilisation de personnel (coût par semaine)
* Immobilisation du matériel (coût par semaine)
* Frais financiers (prolongation de la caution de retenue de garantie …)
* …

Une nouvelle fois, soyez assurés que notre entreprise mettra tout en œuvre pour une reprise rapide du chantier, dès la levée des mesures liées au coronavirus.

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous prie de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entreprise

1. choisir le cas d’espèce

# MODELE 3 : INVITATION A LA REALISATION D’UN CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A UN AJOURNEMENT

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Copie au maître d’œuvre

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Le…………2020

Objet : Invitation à la réalisation du constat contradictoire suite à l’ajournement du chantier

Madame/Monsieur,

Notre entreprise est titulaire du marché sis à……

Vous avez décidé de l’ajournement du chantier en date …. Dans ces conditions, nous vous invitons à nous retrouver sur le chantier en présence du maître d’œuvre, en date du ….. à …. heures / à la date de votre choix(1)  , afin de réaliser un constat contradictoire. L’organisation et la mise en œuvre de ce constat devra respecter les gestes « barrières » et précautions prodiguées par le Gouvernement et le Guide de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19 de l’OPPBTP.

Pour mémoire, ces constatations ne préjugeront pas de l'existence de droits et ne pourront porter sur l'appréciation des responsabilités.

Une copie de la présente lettre recommandée est adressée à M. ………………. Maître d’œuvre.

Nous vous prions d’agréer, Madame/Monsieur………….………

 Signature de l’entrepreneur

(1)  Choisir le cas d’espèce

# MODELE 4 : CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A UN AJOURNEMENT (TRANSFERT DE GARDE AU MAÎTRE D’OUVRAGE)

**PROCES-VERBAL DE CONSTAT CONTRADICTOIRE**

**SUITE A AJOURNEMENT DU CHANTIER**

**Parties**

**Entre**

Le maître d’ouvrage (raison ou dénomination sociale) …….

Forme sociale et capital………………………………………………………………………………….……

Adresse ……………………………………………………………………………………………………...

N° SIREN ou SIRET……………………………………………………………………………………..…….

Représentée par ……………………………………………………………………………………….………

Agissant en qualité de………………………………………………………………………………….…..….

**Ci-après dénommée le maître de l’ouvrage**

Et

L’entreprise (raison ou dénomination sociale) …………

Forme sociale et capital……………………………………………………………………………………….

Adresse ……………………………………………………………………………………………………....

N° SIREN ou SIRET …………………………………………………………………………….…………….

Représentée par ……………………………………………………………………………………………....

Agissant en qualité de ………………………………………………………………………….………….….

**Ci-après dénommée l’entreprise**

**Collectivement dénommées « les parties ».**

**Préambule**

Les parties ont signé un contrat de louage d’ouvrage au terme duquel l’entreprise s’engage à réaliser des prestations pour le maître de l’ouvrage.

Suite à l’ajournement de travaux décidé par le maître de l’ouvrage en date du ….….….….….….….……..….….….…., les parties conviennent de réaliser en commun :

* un premier constat contradictoire dès la décision d’ajournement ;
* un second constat contradictoire avant la reprise de ses prestations par l’entreprise, lorsque le maître de l’ouvrage aura mis fin à l’ajournement des prestations.

Le présent document a donc vocation à être compléter en deux étapes par les parties.

**1/ CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A L’AJOURNEMENT DES PRESTATIONS**

**Les parties déclarent que :**

La garde du chantier et les risques du chantier sont transférés au maître de l’ouvrage avec effet à la date du ……………………………….……………………

**Les parties constatent que :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Prestations** | **Constats :**  **Indiquer avec le plus de précision possible les prestations constatées contradictoirement**  ***- réalisée totalement***  ***- réalisée partiellement (indiquer les prestations restantes)***  ***- non réalisée***  ***- autre*** | **Numéros des photos jointes au présent constat** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le présent constat contradictoire porte sur les éléments exécutés au titre du contrat susvisé, que ces éléments aient été exécutés totalement, partiellement ou qu’ils n’aient pas été exécutés.

Ces constatations ne préjugent pas de l'existence de droits et ne peuvent porter sur l'appréciation des responsabilités.

Fait à …………………. le, ………………….

en ………………….. exemplaires

Signature de l’entreprise Signature du Maître de l’ouvrage :

**2/ CONSTAT CONTRADICTOIRE AVANT REPRISE DES PRESTATIONS**

Le maître de l’ouvrage a mis fin à l’ajournement des prestations en date du ……………………………………………….

**Les parties constatent que :**

il n’y a aucune différence entre le « CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A L’AJOURNEMENT DES PRESTATIONS » réalisé en date du …………………………………………….. et le présent « CONSTAT CONTRADICTOIRE AVANT REPRISE DES PRESTATIONS »

il existe des différences entre les constatations réalisées dans le cadre du « CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A L’AJOURNEMENT DES PRESTATIONS » accompli en date du …………………………………………….. et le présent « CONSTAT CONTRADICTOIRE AVANT REPRISE DES PRESTATIONS ».

Pour cela, elles remplissent le tableau suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Prestations** | **Constats :**  **Indiquer avec le plus de précision possible les prestations constatées contradictoirement**  ***- réalisées totalement***  ***- réalisées partiellement (indiquer les prestations restantes)***  ***- non réalisées***  ***- autre*** | **Numéros des photos jointes au présent constat** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le présent constat contradictoire porte sur les éléments exécutés au titre du contrat susvisé, que ces éléments aient été exécutés totalement, partiellement ou qu’ils n’aient pas été exécutés.

Ces constatations ne préjugent pas de l'existence de droits et ne peuvent porter sur l'appréciation des responsabilités.

Fait à …………………. le, ………………….

en ………………….. exemplaires

Signature de l’entreprise

# MODELE 5 : DEMANDE DE PROLONGATION DE DELAI POUR FORCE MAJEURE

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Copie au maître d’œuvre

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Le…………2020

Objet : Pandémie du Coronavirus

**Demande de prolongation de délai**

Nom du maître d’ouvrage,

*(Cas n° 1)* 1

La pandémie du Coronavirus a provoqué l’absence de nombreux salariés dans notre entreprise (ou l’absence de nombreux salariés chez notre sous-traitant*) 1* (*le cas échéant, fournir tous les justificatifs et des explications sur les raisons de l’arrêt ou du ralentissement des travaux*).

Ou

*(Cas n° 2) 1*

La pandémie du Coronavirus a provoqué l’interruption des approvisionnements sur les chantiers pour certains produits (*citer les produits et le cas échéant donner des explications sur les raisons de l’arrêt ou du ralentissement des travaux*).

*(Dans tous les cas)*

Cette situation rend impossible (ou difficile) 1 l’exécution des travaux de ………………………… *(nature du corps d’état)* faisant l’objet de mon marché n° ………………………………… du …………………….. au ………………… *(date prévisionnelle d’exécution des travaux)*.

Dans l’état actuel, nous estimons l’arrêt *1* pour une période de ……………. (ou de …..……. à .……….*) 1*.

Dans ces conditions, nous avons été contraints de suspendre (ou de ralentir) 1, à compter du l’exécution des travaux de ……………...…. sur le chantier en référence (ou de reporter la date de commencement des prestations) 1 .

*(En marchés publics*) 1

Conformément à l’article 19.2.1 du CCAG-Travaux 2009, document contractuel en l’espèce, le délai d’exécution est prolongé (ou le début des travaux est reporté) 1 lorsque l’arrêt de travail résulte d’une rencontre de difficultés imprévues au cours du chantier. C’est le cas de l’épidémie de Coronavirus.

En conséquence, vous voudrez bien prendre en compte la prolongation du délai contractuel d’exécution d’une durée égale à celle de l’empêchement de nos salariés (ou d’une durée égale à celle de l’interruption des approvisionnements) 1.

Par ailleurs, conformément à l’article 18,3 du CCAG-Travaux 2009 nous nous réservons le droit de demander l’indemnisation de nos pertes et avaries pour cause de force majeure.

*(En marchés privés*) 1

Conformément à l’article 10.3.1.2 de la norme Afnor NF P03-001 (édition octobre 2017), contractuelle en l’espèce, (ou conformément à l’article 1218 du code civil) 1, cette épidémie constitue un cas de force majeure car elle présente un caractère exceptionnel et imprévisible.

C’est pourquoi, nous vous demandons une prolongation du délai contractuel d’exécution d’une durée égale à celle de l’empêchement de nos salariés (ou d’une durée égale à celle de l’interruption des approvisionnements) 1.

*(Dans tous les cas)*

Cette interruption n’étant pas imputable à mon entreprise, les risques afférents à l’ouvrage ainsi que la garde du chantier vous sont transférés.

Une copie de la présente lettre recommandée est adressée pour information à M. ………………. Maître d’…...................

Nous vous prions d’agréer, Monsieur………….………

Signature de l’entrepreneur

1 Choisir le cas correspondant à votre situation.

Signature du Maître de l’ouvrage

# MODELE 6 : INVITATION A LA REALISATION D’UN CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A UN ARRÊT POUR FORCE MAJEURE

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Copie au maître d’œuvre

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Le…………2020

Objet : Invitation à la réalisation du constat contradictoire suite à l’arrêt du chantier pour cause de force majeure

Madame/Monsieur,

Notre entreprise est titulaire du marché sis à……

Le chantier a été ajourné en date … pour cause de force majeure. Dans ces conditions, nous vous invitons à nous retrouver sur le chantier en présence du maître d’œuvre, en date du ….. à …. heures / à la date de votre choix(1)  , afin de réaliser un constat contradictoire. L’organisation et la mise en œuvre de ce constat devra respecter les gestes « barrières » et précautions prodiguées par le Gouvernement et le Guide de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19 de l’OPPBTP.

Pour mémoire, ces constatations ne préjugeront pas de l'existence de droits et ne pourront porter sur l'appréciation des responsabilités.

Une copie de la présente lettre recommandée est adressée à M. ………………. Maître d’œuvre.

Nous vous prions d’agréer, Madame/Monsieur………….………

  Signature de l’entrepreneur

* + - 1. Choisir le cas d’espèce

# MODELE 7 : CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A UN ARRET DE CHANTIER POUR FORCE MAJEURE (GARDE DU CHANTIER : AU CHOIX)

**PROCES-VERBAL DE CONSTAT CONTRADICTOIRE**

**SUITE A AJOURNEMENT DU CHANTIER**

**Parties**

**Entre**

Le maître d’ouvrage (raison ou dénomination sociale) …….

Forme sociale et capital……………………………………………………………………………….………

Adresse ……………………………………………………………………………………………………...

N° SIREN ou SIRET……………………………………………………………………………………..…….

Représentée par …………………………………………………………………………….…………………

Agissant en qualité de…………………………………………………………………………….………..….

**Ci-après dénommée le maître de l’ouvrage**

Et

L’entreprise (raison ou dénomination sociale) …………

Forme sociale et capital……………………………………………………………………………………….

Adresse ……………………………………………………………………………………………………....

N° SIREN ou SIRET …………………………………………………………………………………….…….

Représentée par ……………………………………………………………………………………………....

Agissant en qualité de ………………………………………………………………………………….….….

**Ci-après dénommée l’entreprise**

**Collectivement dénommées « les parties ».**

**Préambule**

Les parties ont signé un contrat de louage d’ouvrage au terme duquel l’entreprise s’engage à réaliser des prestations pour le maître de l’ouvrage.

Suite à l’ajournement de travaux décidé par le maître de l’ouvrage en date du ….….….….….….….……..….….….…., les parties conviennent de réaliser en commun :

* un premier constat contradictoire dès la décision d’ajournement ;
* un second constat contradictoire avant la reprise de ses prestations par l’entreprise, lorsque le maître de l’ouvrage aura mis fin à l’ajournement des prestations.

Le présent document a donc vocation à être complété en deux étapes par les parties.

**1/ CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A L’AJOURNEMENT DES PRESTATIONS**

**Les parties déclarent que :**

La garde du chantier et les risques du chantier :

Sont transférés au maître de l’ouvrage avec effet à la date du ……………………………….……………………

Ne sont pas transférés au maître de l’ouvrage, à ce titre, l’entreprise est indemnisée à hauteur de ………………………………………………………………………………………………………………………………..

**Les parties constatent que :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Prestations** | **Constats :**  **Indiquer avec le plus de précision possible les prestations constatées contradictoirement**  ***- réalisées totalement***  ***- réalisées partiellement (indiquer les prestations restantes)***  ***- non réalisées***  ***- autre*** | **Numéros des photos jointes au présent constat** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le présent constat contradictoire porte sur les éléments exécutés au titre du contrat susvisé, que ces éléments aient été exécutés totalement, partiellement ou qu’ils n’aient pas été exécutés.

Ces constatations ne préjugent pas de l'existence de droits et ne peuvent porter sur l'appréciation des responsabilités.

Fait à …………………. le, ………………….

en ………………….. exemplaires

Signature de l’entreprise Signature du Maître de l’ouvrage :

**2/ CONSTAT CONTRADICTOIRE AVANT REPRISE DES PRESTATIONS**

Le maître de l’ouvrage a mis fin à l’ajournement des prestations en date du ……………………………………………….

**Les parties constatent que :**

il n’y a aucune différence entre le « CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A L’AJOURNEMENT DES PRESTATIONS » réalisé en date du …………………………………………….. et le présent « CONSTAT CONTRADICTOIRE AVANT REPRISE DES PRESTATIONS »

il existe des différences entre les constatations réalisées dans le cadre du « CONSTAT CONTRADICTOIRE SUITE A L’AJOURNEMENT DES PRESTATIONS » accompli en date du …………………………………………….. et le présent « CONSTAT CONTRADICTOIRE AVANT REPRISE DES PRESTATIONS ».

Pour cela, elles remplissent le tableau suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Prestations** | **Constats :**  **Indiquer avec le plus de précision possible les prestations constatées contradictoirement**  ***- réalisées totalement***  ***- réalisées partiellement (indiquer les prestations restantes)***  ***- non réalisées***  ***- autre*** | **Numéros des photos jointes au présent constat** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

Le présent constat contradictoire porte sur les éléments exécutés au titre du contrat susvisé, que ces éléments aient été exécutés totalement, partiellement ou qu’ils n’aient pas été exécutés.

Ces constatations ne préjugent pas de l'existence de droits et ne peuvent porter sur l'appréciation des responsabilités.

Fait à …………………. le, ………………….

en ………………….. exemplaires

Signature de l’entreprise Signature du Maître de l’ouvrage

# MODELE 8 : SUITE PROLONGATION DE DELAI POUR FORCE MAJEURE, NON APPLICATION DES PENALITES DE RETARD

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Objet : Pandémie du Coronavirus

**Non-application des pénalités de retard**

Monsieur,

La pandémie du Coronavirus qui a sévi sur notre département ces dernières semaines a fortement perturbé le travail dans les entreprises et sur les chantiers.

*(Cas n° 1) 1*

Elle a provoqué l’absence de nombreux salariés de notre entreprise (*le cas échéant, fournir tous les justificatifs*).

Ou

*(Cas n° 2) 1*

Elle a provoqué l’interruption des approvisionnements sur les chantiers pour certains produits (*citer les produits*).

Par courrier avec avis de réception le ………………. Nous vous avons demandé une prolongation du délai d’exécution que vous avez refusée le ……………………. 1.

La pandémie a rendu impossible (ou ralenti, ou reporté*) 1* l’exécution des travaux de ……………….

………………………………………………… *(nature du corps d’état)* faisant l’objet de mon marché n° ……………….. du …………………….. au ……………… *(date)*.

C’est pourquoi nous vous demandons de prendre en compte cette situation, qui n’est pas de notre fait, et de ne pas appliquer les pénalités de retard prévues à l’article …………. (du CCAP ou du CCAG 1*)*.

Vous en remerciant par avance, nous vous prions d’agréer…………

Signature de l’entrepreneur

1 Choisir le cas correspondant à votre situation.

# MODELE 9 : DEMANDE DE GARANTIE DE PAIEMENT A UN PROFESSIONNEL

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Objet : Demande de garantie de paiement

Monsieur,

Vous avez bien voulu nous commander des travaux de …………………………..

En application de l’article 1799-1 du code civil, le maître de l’ouvrage qui conclut un marché de travaux doit garantir à l’entrepreneur le paiement des sommes dues.

Conformément au décret du 30 juillet 1999, le marché que nous venons de signer est soumis à ces dispositions.

Si vous avez fait appel à un crédit spécifique pour financer l’intégralité des travaux, vous voudrez bien nous adresser copie du contrat de prêt et prendre contact avec l’établissement prêteur afin que les versements nous parviennent directement aux échéances convenues dans le marché.

Si vous n’avez pas souscrit de crédit spécifique, le paiement doit être garanti par un cautionnement fourni par l’établissement bancaire de votre choix.

Nous restons, bien entendu, à votre disposition pour examiner les modalités pratiques de délivrance de la garantie.

Vous remerciant de votre confiance,

Nous vous prions d’agréer, ………………

# MODELE 10 : MISE EN DEMEURE GARANTIE DE PAIEMENT

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Objet : Mise en demeure – Fourniture garantie de paiement

Monsieur,

Nous vous rappelons notre courrier du …………………………, resté sans réponse de votre part, et dont vous trouverez, ci-joint, une copie.

Par conséquent, nous vous mettons en demeure de procéder, dans les plus brefs délais, à la délivrance de la garantie de paiement qui m’est due.

Nous vous informons que si la garantie ne nous est pas fournie à l’issue d’un délai de 15 jours suivant la réception de la présente, la loi nous autorise à surseoir à l’exécution du contrat.

Nous restons, bien entendu, à votre disposition pour examiner les modalités pratiques de délivrance de la garantie.

La présente mise en demeure fait courir tous délais, intérêts et autres conséquences que la loi, notamment l’article 1153 du code civil, et les Tribunaux attachent aux mises en demeure.

Nous vous prions d’agréer, ………………

# MODELE 14 : REPONSE A UNE DEMANDE OFFICIELLE (par OS, avenant, LRAR) OU OFFICIEUSE (par téléphone) DU MAITRE D’OUVRAGE (public ou privé professionnel) DE REPRENDRE LES TRAVAUX (mis à jour, version 2 du présent Guide)

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Objet : chantier ….. –

(si aucune suspension officielle n’a été actée jusqu’à ce jour) Demande de suspension

(si la suspension officielle a déjà été actée) Suspension prolongée

Nom du maître de l’ouvrage

Notre entreprise est titulaire du marché sis à…… et y intervient depuis le….

Nous accusons bonne réception en date du …….. de votre demande de reprise de notre marché formalisée par ……………… *(préciser la forme de la demande, par OS, avenant, LRAR, téléphone)*.

Conformément aux préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction suite au Covid-19 publié par l’OPPBTP le 2 avril 2020 édictant les préconisations à prendre en vue d’assurer la sécurité sanitaire des salariés sur les chantiers et compte tenu de ce qui précède, nous tenons à vous faire part des réserves qui suivent concernant la reprise des travaux.

Avant toute reprise du chantier, il vous appartient en tant que maître d’ouvrage, après avoir officiellement suspendu le marché (à la date du 12 mars 2020), d’analyser, le cas échéant par le biais du maître d’œuvre et du coordonnateur SPS (lorsque l’opération est soumise à ce dispositif) la situation globale du chantier auprès de ses différents acteurs. Vous devez ensuite nous proposer une organisation préalable, compatible avec la coactivité de nos métiers et avec les consignes générales sanitaires et de distanciation.

A réception de cette proposition, nous mettrons en œuvre nos meilleurs moyens pour reprendre le chantier, dans des conditions économiques et de délais acceptables pour vous comme pour nous.

Nous nous réservons toutefois la possibilité de refuser cette proposition si nous ne disposions pas des moyens matériels nécessaires pour mettre en place les mesures que vous aurez prescrites et ce, afin de protéger la santé et la sécurité de nos collaborateurs ainsi que celle de leur entourage. En effet, préalablement à notre intervention, il convient de compléter le questionnaire du guide OPPBTP de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19 ci-joint (joindre le questionnaire du Guide OPPBTP).

*(pour les marchés publics)* Pour mémoire, si notre entreprise se retrouvait dans l’impossibilité de respecter les mesures sanitaires formulées, nous serions en droit de vous demander de prolonger le délai contractuel d’exécution d’une durée égale à celle de l’état d’urgence sanitaire majorée de deux mois. Par ailleurs, ni pénalité de retard ne pourra être exigée, ni résiliation aux frais et risques ne pourra être mise en œuvre conformément à l’article 6 de l’ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020*.*

*(pour les marchés privés et contrats de sous-traitance)* Pour mémoire, aucune pénalité de retard ne pourra être exigée conformément à l’article 4 de l’ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020.

(si aucune suspension officielle n’a été actée jusqu’à ce jour) **Compte tenu de ce qui précède, nous vous remercions de bien vouloir nous faire parvenir la suspension officielle du chantier.**

(si la suspension officielle a déjà été actée) **En ces circonstances, la suspension du marché décidée par vos soins en date du 12 mars 2020 continue de faire effet.**

**Nous restons à votre disposition pour la réalisation du constat contradictoire y afférant.**

Enfin, vous trouverez ci-après le chiffrage de notre indemnité d’attente pendant la suspension (celle-ci comprendra les immobilisations de matériels, de personnels, les frais financiers … dus à l’ajournement du chantier et elle peut par exemple être chiffrée par semaine) :

* Immobilisation de personnel (coût par semaine)
* Immobilisation du matériel (coût par semaine)
* Frais financiers (prolongation de la caution de retenue de garantie …)
* …

Une nouvelle fois, soyez assurés que notre entreprise mettra tout en œuvre pour une reprise rapide du chantier, dès la levée des mesures liées au coronavirus.

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous prise de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneur

# MODELE 15 : DEMANDE DE PROLONGATION DU DELAI D’EXECUTION DU MARCHE PUBLIC (nouveau modèle, version 2 du présent Guide)

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Objet : demande de prolongation du délai d’exécution du marché

Nom du maître de l’ouvrage,

Notre entreprise est titulaire du marché sis à…… et y intervient depuis le….

Compte tenu de l’épidémie de coronavirus qui touche tout le pays, la plupart des travaux de Bâtiment sur chantier ne peuvent être réalisés comme il y est habituellement procédé, eu égard aux difficultés d’approvisionnement, aux droits de retraits exercés par certains salariés, à l’arrêt de l’activité de notre/nos sous-traitants, aux exigences minimales de prévention à respecter :

- pas de travail à moins d’un mètre d’une autre personne et recommandation de port de masque lorsque cette exigence d’un mètre ne peut pas être respectée (cf. le Guide de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19 de l’OPPBTP),

- hygiène renforcée avec accès à un point d’eau pour se laver les mains régulièrement,

- nettoyage renforcé de toutes les surfaces pouvant être touchées (cantonnements, équipements de travail partagés, …),

- ….

Au choix :

1. Nous serons ainsi dans l’impossibilité d’exécuter nos obligations dans les délais convenus (exercice du droit de retrait des salariés, impossibilité de respecter les règles d’hygiène … apporter le maximum de justifications et joindre les justificatifs s’il y en a). Ainsi conformément à l’article 6 de l’ordonnance 2020-319 du 25 mars 2020, le délai d’exécution du marché est prolongé. Pour mémoire, cette Ordonnance indique qu’à défaut d’accord sur la durée de la prolongation, celle-ci sera au moins équivalente à la durée mentionnée à l’article 1 de cette ordonnance, c’est-à-dire de la durée de l’état d’urgence à laquelle s’ajoute deux mois.

OU

1. La poursuite de l’exécution du chantier nécessite de mobiliser des moyens qui ferait peser sur notre entreprise une charge manifestement excessive (recours à des intérimaires, respect des règles d’hygiène, recours à un nouveau sous-traitant, augmentation des prix des matériels et matériaux… apporter le maximum de justifications et joindre des justificatifs quand il y en a).

Ainsi conformément à l’article 6 de l’ordonnance 2020-319 du 25 mars 2020, le délai d’exécution du marché est prolongé. Pour mémoire, cette Ordonnance indique qu’à défaut d’accord sur la durée de la prolongation, celle-ci sera au moins équivalente à la durée mentionnée à l’article 1 de cette ordonnance, c’est-à-dire de la durée de l’état d’urgence à laquelle s’ajoute deux mois.

En application de l’Ordonnance précitée, pendant cette prolongation, notre entreprise ne pourra pas voir sa responsabilité contractuelle engagée et aucune pénalité ne pourra nous être infligée.

Dans l’attente de notre rencontre de volontés qui sera actée par un avenant, nous vous prions de trouver ci-après les frais supplémentaires occasionnés par une telle prolongation de délai pour notre entreprise :

* mobilisation de personnel (coût par semaine)
* mobilisation du matériel (coût par semaine)
* frais financiers (prolongation de la caution de retenue de garantie …)
* …

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous prie de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneur

# MODELE 16 : DEMANDE DE SUSPENSION DU MARCHE PUBLIC (nouveau modèle, version 2 du présent Guide)

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Objet : demande de suspension du marché

Nom du maître de l’ouvrage,

Notre entreprise est titulaire du marché sis à…… et y intervient depuis le….

Compte tenu de l’épidémie de coronavirus qui touche tout le pays, la plupart des travaux de Bâtiment sur chantier ne peuvent être réalisés comme il y est habituellement procédé, eu égard aux difficultés d’approvisionnement, aux droits de retraits exercés par certains salariés, à l’arrêt de l’activité de notre/nos sous-traitants, aux exigences minimales de prévention à respecter :

- pas de travail à moins d’un mètre d’une autre personne et recommandation de port de masque lorsque cette exigence d’un mètre ne peut pas être respectée (cf. le Guide de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19 de l’OPPBTP),

- hygiène renforcée avec accès à un point d’eau pour se laver les mains régulièrement,

- nettoyage renforcé de toutes les surfaces pouvant être touchées (cantonnements, équipements de travail partagés, …),

- ….

Au choix :

1. Nous ne disposons pas actuellement des moyens suffisants pour continuer le chantier (exercice du droit de retrait des salariés, impossibilité de respecter les règles d’hygiène … apporter le maximum de justifications et joindre les justificatifs s’il y en a).

OU

1. La poursuite de l’exécution du chantier nécessite de mobiliser des moyens qui ferait peser sur notre entreprise une charge manifestement excessive (recrutements d’intérimaires, respect des règles d’hygiène, recours à un nouveau sous-traitant, augmentation des prix des matériels et matériaux… apporter le maximum de justifications et joindre des justificatifs quand il y en a).

En application de l’Ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020, notre marché doit être suspendu.

Ladite Ordonnance indique que pendant cette suspension, notre entreprise ne pourra pas voir sa responsabilité contractuelle engagée et aucune pénalité ne pourra nous être infligée.

Nous vous demandons de bien vouloir procéder au constat contradictoire (si le CCAG-Travaux s’applique, conformément à l’article 12 du CCAG-Travaux 2009). Pour cela, nous nous tenons à votre disposition pour l’effectuer dans le respect des gestes barrières. Cette opération de constat devra d’ailleurs être réitérée avant la reprise des travaux.

(Si le CCAG-Travaux s’applique) En application des articles 14.3 et 14.4. du CCAG-travaux, vous trouverez ci-après le chiffrage de notre indemnité d’attente pendant la suspension (celle-ci comprendra les immobilisations de matériels, de personnels, les frais financiers … dus à l’ajournement du chantier et elle peut par exemple être chiffrée par semaine) :

* Immobilisation de personnel (coût par semaine)
* Immobilisation du matériel (coût par semaine)
* Frais financiers (prolongation de la caution de retenue de garantie …)
* …

(le cas échéant) En outre, notre marché étant à prix forfaitaires, l’exécution financière du marché se poursuit malgré l’arrêt des travaux conformément à l’article 6, 4° de l’Ordonnance précitée. Ainsi nous pourrons continuer d’émettre nos projets de décompte mensuel pour obtenir le paiement des travaux prévus au planning.

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous prie de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneur

# MODELE 17 – MARCHES PUBLICS : PROLONGATION DU DELAI DE LEVEE DES RESERVES *OU* DE REPARATION DES DESORDRES COUVERTS PAR LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (nouveau modèle, version 2 du présent Guide)

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Objet : Pandémie du Coronavirus

Suspension du délai

* (le cas échéant) de levée des réserves prononcées à la réception du ….
* (le cas échéant) pour réparer les désordres couverts par la garantie de parfait achèvement signalés le …

Nom du maître d’ouvrage,

Suite à la réalisation de travaux de …… , vous avez prononcé la réception *(le cas échéant avec réserves)* le …., formalisée par le procès-verbal signé le … et réceptionné par notre entreprise le …. .

S’il reste des réserves à la réception à lever :

Vous nous avez laissé un délai de ………*(jours / mois + à partir de quand le délai à commencer à courir)* (ou) Nous sommes convenu d’un délai de ……..*,* pour remédier aux omissions ou imperfections détaillées en annexe de la décision de réception. A ce jour, nous avons déjà pu lever une partie des réserves, toutefois notre entreprise doit encore lever les réserves suivantes : *........... (détailler le cas échéant les réserves qui ont été levées).*

S’il reste des désordres de garantie de parfait achèvement à réparer :

Vous nous avez laissé un délai de … *(jours/mois)* pour réparer les désordres couverts par la garantie de parfait achèvement signalés le … . A ce jour, nous avons déjà pu réparer une partie des désordres, toutefois, notre entreprise doit encore réparer les désordres de garantie de parfait achèvement suivants :………. *(détailler le cas échant les désordres à réparer).*

Compte tenu de l’épidémie de coronavirus qui touche le pays, la plupart des travaux de Bâtiment sur chantier ne peuvent être réalisés comme il y est habituellement procédé, eu égard aux exigences minimales de prévention à respecter issues du Guide de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19 de l’OPPBTP :

* pas de travail à moins d’un mètre d’une autre personne et recommandation de port de masque lorsque cette exigence d’un mètre ne peut pas être respectée,
* hygiène renforcée avec accès à un point d’eau pour se laver les mains régulièrement,
* nettoyage renforcé de toutes les surfaces pouvant être touchées (cantonnements, équipements de travail partagés, …)

Dans ce contexte exceptionnel, notre entreprise ne peut malheureusement intervenir pour (s’il reste des réserves à la réception à lever) lever les réserves *et (*S’il reste des désordres de garantie de parfait achèvement à réparer) réparer les désordres signalés pendant l’année de parfait achèvement.

Or, au choix :

1. Nous ne disposons pas actuellement des moyens suffisants pour intervenir pour (s’il reste des réserves à la réception à lever) lever les réserves *et (*S’il reste des désordres de garantie de parfait achèvement à réparer) réparer les désordres signalés pendant l’année de parfait achèvement. (exercice du droit de retrait des salariés, impossibilité de respecter les règles d’hygiène … apporter le maximum de justifications et joindre les justificatifs s’il y en a).

OU

1. (s’il reste des réserves à la réception à lever) La levée les réserves *et (*S’il reste des désordres de garantie de parfait achèvement à réparer) la réparation des désordres signalés pendant l’année de parfait achèvement nécessite de mobiliser des moyens qui ferait peser sur notre entreprise une charge manifestement excessive (recours à des intérimaires, respect des règles d’hygiène, recours à un nouveau sous-traitant, augmentation des prix des matériels et matériaux… apporter le maximum de justifications et joindre des justificatifs quand il y en a).

C’est pourquoi, nous vous demandons de suspendre le délai à partir du…. ou à compter du 12 mars 2020… (préciser la date) conformément à l’ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020.

Dès que nous serons en mesure de respecter les consignes formulées par l’OPPBTP le 2 avril 2020, notre entreprise mettra tout en œuvre pour lever les réserves *ou* réparer les désordres signalés dans le délai initialement convenu de …. *(jours/mois)* ou dans le délai restant de … *(jours/mois)1.*

Pour mémoire, l’article 6 de l’ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 indique que ces circonstances ne sont pas imputables à notre entreprise, qu’aucune exécution à nos frais et risques ne pourra être réalisée et enfin qu’aucune pénalité ne pourra être exigée *(si des pénalités pour non-respect du délai de réserves ou de réparation des désordres sont prévues par le contrat).*

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneur.

Par exemple :

Mon PV de réception a été signé le 1er mars 2020, le maître d’ouvrage m’a donné un délai de 21 jours pour lever les réserves inscrites dans le PV. Je demande une suspension du délai à partir du 12 mars. Dix jours se sont déjà coulés sur les 21 jours dont je dispose pour lever les réserves. Il me reste alors 11 jours. A la fin des mesures d’urgences prises par le gouvernement, je disposerai donc de 11 jours pour lever les réserves.

# MODELE 18 – MARCHES PRIVES (PROFESSIONNEL) : PROLONGATION DU DELAI DE LEVEE DES RESERVES *OU* DE REPARATION DES DESORDRES COUVERTS PAR LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (nouveau modèle, version 2 Du présent Guide)

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Sur le profil d’acheteur du maître de l’ouvrage

Objet : Pandémie du Coronavirus

Suspension du délai *(faire un choix)*

* (le cas échéant) de levée des réserves prononcées à la réception du ….
* (le cas échéant) pour réparer les désordres couverts par la garantie de parfait achèvement signalés le …

Nom du maître d’ouvrage,

Suite à la réalisation de travaux de …… , vous avez prononcé la réception *(le cas échéant avec réserves)* le …., formalisée par le procès-verbal signé le … et réceptionné par notre entreprise le …. .

S’il reste des réserves à la réception à lever :

Vous nous avez laissé un délai de ………*(jours / mois + à partir de quand le délai à commencer à courir)* (ou) Nous sommes convenu d’un délai de ……..*,* pour remédier aux omissions ou imperfections détaillées en annexe de la décision de réception. A ce jour, nous avons déjà pu lever une partie des réserves, toutefois notre entreprise doit encore lever les réserves suivantes : *........... (détailler le cas échéant les réserves qui ont été levées).*

S’il reste des désordres de garantie de parfait achèvement à réparer :

Vous nous avez laissé un délai de … *(jours/mois)* pour réparer les désordres couverts par la garantie de parfait achèvement signalés le … . A ce jour, nous avons déjà pu réparer une partie des désordres, toutefois, notre entreprise doit encore réparer les désordres de garantie de parfait achèvement suivants :………. *(détailler le cas échant les désordres à réparer).*

Compte tenu de l’épidémie de coronavirus qui touche le pays, la plupart des travaux de Bâtiment sur chantier ne peuvent être réalisés comme il y est habituellement procédé, eu égard aux exigences minimales de prévention à respecter issues du Guide de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19 de l’OPPBTP :

* pas de travail à moins d’un mètre d’une autre personne et recommandation de port de masque lorsque cette exigence d’un mètre ne peut pas être respectée,
* hygiène renforcée avec accès à un point d’eau pour se laver les mains régulièrement,
* nettoyage renforcé de toutes les surfaces pouvant être touchées (cantonnements, équipements de travail partagés, …)

Dans ce contexte exceptionnel, notre entreprise ne peut malheureusement intervenir pour (s’il reste des réserves à la réception à lever) lever les réserves *et (*S’il reste des désordres de garantie de parfait achèvement à réparer) réparer les désordres signalés pendant l’année de parfait achèvement. C’est pourquoi, nous vous demandons de suspendre le délai à partir du…. ou à compter du 12 mars 2020… (préciser la date).

Dès que notre intervention sera rendue possible dans le respect des gestes barrières, notre entreprise mettra tout en œuvre pour lever les réserves *ou* réparer les désordres signalés dans le délai initialement convenu de …. *(jours/mois)* ou dans le délai restant de … *(jours/mois)1.*

Comme le rappelle l’article 4 de l’ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, ce retard dans la levée de nos réserves ou la réparation de nos désordres de garantie de parfait achèvement, n’étant pas imputable à notre entreprise, aucune pénalité ne pourra être exigée *(si des pénalités pour non-respect du délai de réserves ou de réparation des désordres sont prévues par le contrat*).

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneur.

Par exemple :

Mon PV de réception a été signé le 1er mars 2020, le maître d’ouvrage m’a donné un délai de 21 jours pour lever les réserves inscrites dans le PV. Je demande une suspension du délai à partir du 12 mars. Dix jours se sont déjà écoulés sur les 21 jours dont je dispose pour lever les réserves. Il me reste alors 11 jours. A la fin des mesures d’urgences prises par le gouvernement, je disposerai donc de 11 jours pour lever les réserves.

# **DEUXIEME PARTIE : RELATIONS AVEC LES MAÎTRES D’OUVRAGES (PARTICULIERS CONSOMMATEURS) *HORS CONTRAT DE CONSTRUCTION DE MAISON INDIVIDUELLE***

*Partie intégralement mise à jour dans la version 2 du présent Guide*

POUR CHAQUE CHANTIER

Pour chaque chantier sur lequel l’entreprise peut continuer d’intervenir et dont les délais d’exécution sont allongés

DEMANDE DE PROLONGATION

MODELE 13

Pour chaque chantier pour lequel l’entreprise

NE peut PAS intervenir :

DEMANDE DE SUSPENSION

MODELE 11

DEMANDE DE SUSPENSION DES DELAIS DE LEVEE DES RESERVES ET DES DELAIS DE REPARATION DES DESORDRES DE GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

MODELE 19

Face au coronavirus, les entreprises peuvent continuer le chantier en respectant les gestes barrières essentiels (cf. FAQ social sur le site FFB partie adhérents) mais aussi les dispositions obligatoires avec le particulier consommateur.

Les entreprises qui prendront la décision d’arrêter les chantiers (sans décision officielle du maître d’ouvrage) courent quelques risques : responsabilité de la garde, pas d’indemnisation, pénalités de retard, abandon de chantier etc. Elles doivent donc prévenir le client par courrier RAR en justifiant l’arrêt du chantier ou en demandant la résiliation.

## L’ENTREPRISE VEUT INTERVENIR CHEZ LE CLIENT

ATTENTION : pour les clients particuliers / consommateurs, lorsque le devis est signé chez lui, les règles contraignantes relatives aux travaux de dépannage, d'entretien ou de réparation existent toujours (délai de rétractation de 14 jours) :

* dès le premier euro un devis doit être signé, même en cas d’urgence,
* le client a un délai de rétractation de 14 jours (pour les contrats conclus hors établissement).

Néanmoins, il existe plusieurs situations qui permettent à l’entreprise d’intervenir dans des délais plus rapides :

1. Pour des travaux d’urgence : le droit de rétractation ne peut pas être exercé par le client dans le cas suivant ([L.221-28 code de la consommation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032226820&cidTexte=LEGITEXT000006069565&dateTexte=20160701)) :
   * travaux d'entretien ou de réparation ET
   * lorsque ces travaux sont à réaliser en urgence au domicile du consommateur ET
   * lorsque le client a expressément demandé la réalisation ET
   * dans la limite des pièces de rechange et travaux strictement nécessaires pour répondre à l'urgence
2. Pour tous les travaux lorsque le client, dument informé de son droit de rétractation, a demandé à l’entreprise qu’elle intervienne avant la fin du délai de rétractation (de 14 jours pour les contrats conclus « hors établissement »). Dans ce cas, l’entreprise doit recueillir par écrit le consentement du client qui indiquera alors qu’il « *accepte que les travaux commenceront avant la fin du délai de rétractation* » ([L.221-25 code de la consommation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032226826&cidTexte=LEGITEXT000006069565&dateTexte=20160701)).

### En présence du client

L’entreprise peut réaliser des travaux chez le client alors que ce dernier est présent. Cependant, compte tenu des modalités de transmission du virus, l’entreprise doit lui rappeler les mesures d’hygiène communiquées par le gouvernement, et appliquées par l’entreprise, et lui demander de se tenir éloigné de la zone de travaux pendant toute la durée de l’intervention.

Il s’agit ainsi de protéger la santé du salarié intervenant sur le chantier et celle du client.

[Voir MODELE n°13, cliquer ici](#_MODELE_13_:)

### Dans le délai d’intervention prévu initialement

Sile client a signé un devis et que le délai d’exécution est prévu pendant la période de confinement, l’entreprise peut intervenir à condition de réaliser les travaux dans le respect des gestes barrières essentiels pour les salariés et pour le client (cf. FAQ social site FFB partie adhérents).

### Avec une réception des travaux

Si les travaux sont terminés, l’entreprise doit demander la réception des travaux (modèle disponible auprès de votre fédération départementale) au client par courrier RAR, par mail ou lettre recommandée électronique.

Cependant, établir un procès-verbal de réception en cas de confinement peut être difficile car, en principe, la réception nécessite la présence du client et de l’entreprise, voire du maître d’œuvre.

La réception des travaux a des effets importants (fin du délai d’exécution et de l’application des pénalités de retard, transfert de la garde du chantier au client, demande du solde, départ des garanties, etc.). Le confinement étant prolongé au moins jusqu’au 15 avril 2020, il est nécessaire de trouver une solution pratique. Trois cas peuvent être envisagés :

* l’entreprise et le client peuvent prononcer la réception en présentielle, en respectant les gestes barrières essentiels (masque, gants, distance d’un mètre, stylo personnel, gel hydro alcoolique);
* les parties ne peuvent se rencontrer sur le lieu des travaux, et les relations avec le client sont cordiales : après un appel téléphonique avec le client pour se mettre d’accord sur les réserves ou l’absence de réserves, l’entreprise peut transmettre au client le procès-verbal de réception pré rempli avec la demande de réception des travaux ;
* les parties ne peuvent se rencontrer sur le lieu des travaux : le client, qui a reçu le procès-verbal de réception des travaux avec la demande de réception de l’entreprise, fait une réception en SKYPE, Zoom ou tout autre moyen permettant de visionner les travaux réalisés et d’enregistrer les échanges. Si le client refuse de prononcer la réception, la réception n’est pas prononcée. Mais l’entreprise aura en sa possession un enregistrement de la visite de réception, enregistrement qui pourra lui servir par la suite, notamment comme preuve, avec la vidéo, que la réception pouvait être prononcée par le client.

## L’ENTREPRISE NE PEUT PAS INTERVENIR DANS LE DELAI CONVENU

### Dans tous les cas

Si l’entreprise ne peut pas intervenir chez le client, elle justifiera cette impossibilité d’intervention pour des motifs liés au Covid19, par un courrier RAR ou tout autre moyen, afin d’éviter que le client lui oppose un abandon de chantier et répondra à toute mise en demeure de ce dernier.

Pour cela, elle demandera une prolongation du délai d’exécution :

[VOIR MODELE n°11, cliquer ici](#_MODELE_11_:)

### La non application des pénalités de retard

**Marchés concernés :**

* Marchés conclus avant le 12 mars 2020
* Marchés conclus pendant l’état d’urgence sanitaire + 2 mois (pour l’instant jusqu’au 24 juillet 2020[[15]](#footnote-15))
* Marchés exécutés pendant l’état d’urgence sanitaire + 2 mois (pour l’instant jusqu’au 24 juillet 2020[[16]](#footnote-16))

Depuis l’ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, les consommateurs n’ont pas le droit d’appliquer des pénalités de retard pour toutes les prestations dont les délais d’exécution se terminent entre le 12 mars et le 24 juin 2020.

*Exemples :*

1. *Le délai d’exécution du marché se termine le 23 juin 2020 (soit avant le 24 juin), aucun retard ne peut être constaté jusqu’au 24 juillet 2020. En conséquence, aucune pénalité ne peut être appliquée avant le 25 juillet 2020.*
2. *Le délai d’exécution du marché se termine le 26 juin 2020 (soit après le 24 juin), l’entreprise pourra immédiatement être sanctionnée.*

En plus de ces mesures, l’entreprise pourra toujours se prévaloir d’autres droits dont elle bénéficie toujours, ceux issus du droit commun :

* la force majeure conformément à [l’article 1218](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032041431&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20161001) du Code civil : [VOIR EXPLICATIONS SUR LA FORCE MAJEURE, cliquer ici](#_Force_majeure)
* l’imprévision conformément à [l’article 1195](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032041302&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20161001) du Code civil : [VOIR EXPLICATIONS SUR L’IMPREVISION, cliquer ici](#_Mise_en_œuvre)

### Par refus du client

Si, par peur de transmission du coronavirus, le particulier refuse que l’entreprise intervienne chez lui et lui refuse l'accès au chantier, l’entreprise exigera un mail ou un courrier du client, lui confirmant le refus d'accès au chantier, et donc l'ajournement dudit marché.

### Par impossibilité du respect des gestes barrières essentiels

Si le client a signé un marché, et que l’entreprise est dans l’impossibilité de réaliser les travaux dans le respect des gestes barrières essentiels pour les salariés et pour le client (cf. FAQ social numéro 2 site FFB partie adhérents),.l’entreprise doit exposer par courrier LRAR (ou tout autre moyen) au client, les motifs qui l’empêchent d’intervenir, sous réserve des préconisations de préconisations de sécurité sanitaire en période d’épidémie de coronavirus Covid-19 de l’OPPBTP :

* + pas de travail à moins d’un mètre d’une autre personne et recommandation de port de masque lorsque cette exigence d’un mètre ne peut pas être respectée, -
  + hygiène renforcée avec accès à un point d’eau pour se laver les mains régulièrement,
  + nettoyage renforcé de toutes les surfaces pouvant être touchées (cantonnements, équipements de travail partagés, …), etc.
* … et lui demande un report de l’exécution des travaux.
* De plus, aucune pénalité ne pourra être infligée à l’entreprise.

### Pour la levée des réserves formulées lors de la réception ou lors de la GPA

Si l’entreprise ne peut pas intervenir dans le délai convenu soit pour lever les réserves formalisées dans mon PV de réception, soit pour réparer les désordres signalés pendant la période de garantie de parfait achèvement (GPA), il est impératif qu’elle demande une suspension des délais indiquant qu’elle ne pourra pas respecter le délai pour la levée des réserves, compte tenu de l’épidémie de coronavirus.

De plus, l’Ordonnance n°2020-306 en matière de marchés privés permet quant à elle aux entreprises d’échapper aux pénalités pour les prestations qui finissent pendant l’état d’urgence sanitaire + 2 mois.

[VOIR MODELE n°19, cliquer ici](#_MODELE_18_–)

## LE CLIENT RESILIE LE MARCHE

### Le principe : une mise en demeure obligatoire

Un marché de travaux, comme un devis, est un engagement contractuel bilatéral entre un maître d’ouvrage, le client) et l’entreprise. En tant que contrat, il ne peut pas être annulé, sauf dans des conditions bien particulières ou si le marché le prévoit.

**En conséquence, le client doit obligatoirement mettre en demeure l’entreprise titulaire du marché d’exécuter ses prestations en indiquant un délai.**

**Article** [**1226 du code civil**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006436944&cidTexte=LEGITEXT000006070721) **et Article L.216-2 code de la consommation.**

### Si le marché de travaux fait référence à la norme Afnor NF P 03 001

[**VOIR LE CAS DU DONNEUR D'ORDRE QUI RESILIE LE MARCHE, cliquer ici**](#_Les_maîtres_d’ouvrages)

### Si le marché ne fait pas référence à la norme Afnor NF P 03 001 et ne contient pas de dispositions particulière

Si le client envoie à l’entreprise une mise en demeure indiquant qu’il résilie le marché pour faute, l’entreprise doit contester par écrit (LRAR, LRE, mail) la mise en demeure :

* dès qu’elle l’a reçue (par OS, courrier, mail)
* sur la forme, si le contenu obligatoire n’est pas respecté (contenu du manquement, délai de reprise, sanction encourue).
* sur le fond : le retard ne lui est pas imputable car il est dû à des sujétions imposées par les mesures d’urgence prises du fait de la pandémie du Coronavirus (absence de salariés, défaut dans la chaîne d’approvisionnement, obligation générale de sécurité imputable au maître d’ouvrage impossible à respecter… etc.).

## L’ENTREPRISE RESILIE LE MARCHE

### FOCUS : Si le marché fait référence à la norme Afnor NF P 03 001

[VOIR LE CAS DE LA RESILIATION POUR AJOURNEMENT TROP LONG, cliquer ici](#_Si_le_marché)

**L’entreprise résilie le marché après avoir mis Si le marché ne fait pas référence à la norme Afnor NF O3 001 et ne comporte pas de dispositions particulières**

**Il est difficile pour l’entreprise de résilier le marché unilatéralement. Elle devra donc en demeure le client de reprendre les travaux, en indiquant un délai (article 1226 du code civil).**

## Problématique du chiffrage des devis pendant et après l’état d’urgence sanitaire (nouveau, version 2 du présent Guide)

La réalisation d’un chiffrage, doit couvrir l’intégralité des coûts de réalisation du marché. A ce titre, juridiquement, il n’est pas possible d’indiquer que les prix sont formulés « *sous réserve de l’évolution des prix liés au Covid-19*».

Néanmoins, une clause d’imprévision applicable par effet de seuil peut être prévue.

**Comme toutes les autres clauses du contrat, la clause d’imprévision peut en théorie être négociée avec les clients (consommateurs).**

Voici un exemple de clause d’imprévision que les entreprises peuvent compléter et insérer dans leurs devis ou dans leurs conditions générales d’intervention.

L’idée est de prévoir que les parties renégocieront automatiquement leur contrat si la réalité dépasse des seuils prévus d’avance par les parties au contrat :

Clause modèle :

*En application des articles 1104 et 1195 du code civil, les parties conviennent que des renégociations du contrat devront être menées en cas de changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rendant l’exécution excessivement onéreuse.*

*Ces circonstances peuvent être d’ordre financier, économique, juridique, politique, technologique, environnemental, naturel ou sanitaire.*

*Est imprévisible lors de la conclusion du contrat, un événement hors du contrôle des parties et ne pouvant être raisonnablement prévu.*

*L’exécution sera considérée comme excessivement onéreuse lorsque l’un des postes suivant subira une augmentation supérieure ou égale aux pourcentages définis ci-après :*

* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*
* *… % pour le poste …*

*Si les conditions sont réunies, la partie la plus diligente pourra demander une renégociation des termes du contrat par tout moyen permettant d’en attester réception par l’autre partie.*

*Les parties s’engagent à renégocier leur accord de bonne foi et ce dans un délai qui ne peut être supérieur à … jours.*

*Pendant toute la durée de la renégociation, les parties restent tenues d’exécuter leurs obligations quand bien même elles seraient devenues excessivement onéreuses.*

*La durée de la renégociation suspend la prescription conformément à l’article 2254 du code civil.*

*Les parties pourront renégocier le prix convenu du marché dans la proportion de … %.*

*En cas d’échec de la renégociation ou d’absence de renégociation dans le délai prévu, chacune des parties pourra résilier le contrat en respectant un préavis de … jours/mois. Les dépenses spécifiquement engagées pendant les négociations et le préavis, de même que les frais généraux seront dues à la partie qui les a engagées.*

*AU CHOIX :*

*1. Les parties conviennent qu’il ne sera pas possible de saisir le juge d’une demande de révision du contrat.*

*2. Les parties conviennent dans l’hypothèse d’une saisine du juge que celui-ci ne pourra procéder qu’à la révision du prix et ce dans la proportion de ......%.*

# MODELE 11 : MODELE DE DEMANDE DE SUSPENSION DES TRAVAUX AU MAÎTRE D’OUVRAGE CONSOMMATEUR (OU PARTICULIER) POUR CAUSE DE FORCE MAJEURE

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Le…………2020

Objet : suspension des travaux pour cause de force majeure du fait de la pandémie du coronavirus

Madame/Monsieur,

Nous avons conclu ensemble un contrat pour la réalisation de travaux de ….. .

Le 16 mars 2020 et afin de limiter la propagation du coronavirus, le Président de la République a décidé de prendre des mesures pour réduire les contacts et déplacements au strict minimum sur l’ensemble du territoire à compter de mardi 17 mars à 12h00, jusqu’au 11 mai minimum.

Ces mesures ont provoqué l’absence de nombreux salariés dans notre entreprise (ou l’absence de nombreux salariés chez notre sous-traitant)(*le cas échéant, fournir tous les justificatifs et des explications sur les raisons de l’arrêt ou du ralentissement des travaux*).

Ou/et

Ces mesures ont provoqué l’interruption des approvisionnements sur les chantiers pour certains produits (*citer les produits et le cas échéant donner des explications sur les raisons de l’arrêt ou du ralentissement des travaux*).

*(Dans tous les cas)*

Cette situation rend impossible (ou difficile) l’exécution des travaux. Dans ces conditions, nous sommes contraints de suspendre l’exécution des travaux pour cause de force majeure du fait de la pandémie du Coronavirus.

C’est pourquoi nous vous demandons de prendre en compte cette situation, qui n’est pas de notre fait, et de prolonger le délai contractuel d’exécution d’une durée égale à celle de l’empêchement de nos salariés (*ou d’une durée égale à celle de l’interruption des approvisionnements)* et de ne pas appliquer les pénalités de retard prévues au contrat *(si elles sont prévues au contrat).*

Dès la levée des mesures liées au coronavirus, notre entreprise mettra tout en œuvre pour une reprise normale du chantier.

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous prie de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneurMODELE 12 : MODELE DE DEMANDE DE SUSPENSION OFFICIELLE DES TRAVAUX SUITE A LA DEMANDE OFFICIEUSE (par téléphone) DU MAÎTRE D’OUVRAGE CONSOMMATEUR (OU PARTICULIER) POUR CAUSE DE FORCE MAJEURE

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Le…………2020

Objet : suspension des travaux pour cause de force majeure du fait de la pandémie du coronavirus

Madame/Monsieur,

Nous avons conclu ensemble un contrat pour la réalisation de travaux de ….. .

Le 16 mars 2020 et afin de limiter la propagation du coronavirus, le Président de la République a décidé de prendre des mesures pour réduire les contacts et déplacements au strict minimum sur l’ensemble du territoire à compter de mardi 17 mars à 12h00, jusqu’au 11 mai minimum.

Dans ces conditions, vous avez décidé d’arrêter le chantier à compter de … pour évènement de force majeure lié à la pandémie du Coronavirus.

Pour ce faire, nous vous remercions de formaliser une décision officielle de suspension prévoyant les modalités suivantes :

1. La prolongation du délai contractuel d’exécution d’une durée égale à celle de l’empêchement de force majeure ;
2. La non application des pénalités de retard prévues au contrat (*si elles sont prévues au contrat*).

Dès la levée des mesures liées au coronavirus, notre entreprise mettra tout en œuvre pour une reprise normale du chantier.

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous prie de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneur

# MODELE 13 : COURRIER POUR CONTINUER LES TRAVAUX DANS LE RESPECT DES REGLES DU GUIDE OPPBTP SUR LE CORONAVIRUS (avec un consommateur/particulier)

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Objet : pandémie du Coronavirus / continuité du chantier et demande de prolongation

Madame/Monsieur,

Nous avons conclu ensemble un contrat pour la réalisation de travaux de ….. .

Afin de limiter la propagation du coronavirus, le Président de la République a pris des mesures pour réduire les contacts et déplacements au strict minimum sur l’ensemble du territoire à compter de mardi 17 mars à 12h00.

Le 02 avril 2020, l’Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (OPPBTP) a publié un Guide de préconisations relatif au Covid-19 qui a obtenu l’agrément des ministères de la Transition écologique et solidaire, de la Ville et du Logement, des Solidarités et de la Santé, et du Travail. Ce Guide expose les mesures qui doivent être respectées pour toute reprise d’un chantier.

Nous devons donc, en réponse à votre demande d’exécution des travaux, réaliser nos prestations conformément au contrat qui nous lie et aux préconisations du Guide OPPBTP précité.

Ainsi, préalablement à notre intervention, il convient de compléter le questionnaire du guide ci-joint (joindre le questionnaire du Guide OPPBTP) afin de connaître les conditions de cette intervention et les mesures à mettre en place.

Notre intervention sera ensuite réalisée conformément aux préconisations du Guide. En cas d’impossibilité de respecter l’une d’entre elles, le chantier sera immédiatement arrêté, conformément aux consignes de l’OPPBTP.

En outre et bien que notre entreprise fournisse les meilleurs efforts pour mettre en œuvre les mesures annoncées par le Gouvernement et le Guide OPPBTP, nous devrons néanmoins faire face à d’importantes difficultés d’organisation :

* La pandémie du Coronavirus a provoqué l’absence de nombreux salariés dans notre entreprise *ou* l’absence de nombreux salariés chez notre sous-traitant, nous obligeant ainsi à continuer le chantier en effectif fortement réduit.

Ou/et

* Par ailleurs, le rythme de réalisation des travaux se trouve également ralenti du fait du respect des gestes « *barrières* » et des préconisations prévues par le Guide de l’OPPBTP afin d’assurer la sécurité de nos salariés.

Ou/et

* Enfin, nous attirons également votre attention sur les difficultés majeures d’approvisionnement que nous subissons actuellement et qui risquent, malheureusement, de persister.

Au regard de ces difficultés, nous souhaiterions que vous consentiez aux mesures suivantes afin de garantir la réalisation de vos travaux dans le respect des mesures du Gouvernement et de l’OPPBTP :

1. Une prolongation du délai d’exécution des travaux en cohérence avec la durée de la pandémie du Coronavirus et des conséquences qu’elle entraine ;
2. La non application des pénalités de retard découlant de l’exécution ralentie du chantier du fait de la pandémie du Coronavirus en application de l’Ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020. (*si elles sont prévues au contrat*).

Nous ne connaissons malheureusement pas la durée exacte de la situation que nous sommes tous contraints de vivre actuellement. Sachez que nous mettrons tout en œuvre pour terminer l’exécution des travaux dans les meilleurs délais. Nous reviendrons vers vous dès qu’une intervention sera possible.

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous prie de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneur

# MODELE 19 – MARCHES PRIVES (CONSOMMATEUR) : PROLONGATION DU DELAI DE LEVEE DES RESERVES *OU* DE REPARATION DES DESORDRES COUVERTS PAR LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT (nouveau modèle, version 2 Du présent Guide)

Maître d’ouvrage

Objet : Pandémie du Coronavirus

Suspension du délai

* (le cas échéant) de levée des réserves prononcées à la réception du ….
* (le cas échéant) pour réparer les désordres couverts par la garantie de parfait achèvement signalés le …

Nom du maître d’ouvrage,

Suite à la réalisation de travaux de …… , vous avez prononcé la réception *(le cas échéant avec réserves)* le …., formalisée par le procès-verbal signé le … et réceptionné par notre entreprise le …. .

S’il reste des réserves à la réception à lever :

Vous nous avez laissé un délai de ………*(jours / mois + à partir de quand le délai à commencer à courir)* (ou) Nous sommes convenu d’un délai de ……..*,* pour remédier aux omissions ou imperfections détaillées en annexe de la décision de réception. A ce jour, nous avons déjà pu lever une partie des réserves, toutefois notre entreprise doit encore lever les réserves suivantes : *........... (détailler le cas échéant les réserves qui ont été levées).*

S’il reste des désordres de garantie de parfait achèvement à réparer :

Vous nous avez laissé un délai de … *(jours/mois)* pour réparer les désordres couverts par la garantie de parfait achèvement signalés le … . A ce jour, nous avons déjà pu réparer une partie des désordres, toutefois, notre entreprise doit encore réparer les désordres de garantie de parfait achèvement suivants :………. *(détailler le cas échant les désordres à réparer).*

Compte tenu de l’épidémie de coronavirus qui touche le pays, la plupart des travaux de Bâtiment sur chantier ne peuvent être réalisés comme il y est habituellement procédé, eu égard aux exigences minimales de prévention à respecter issues du Guide de l’OPPBTP du 2 avril 2020 :

* pas de travail à moins d’un mètre d’une autre personne et recommandation de port de masque lorsque cette exigence d’un mètre ne peut pas être respectée,
* hygiène renforcée avec accès à un point d’eau pour se laver les mains régulièrement,
* nettoyage renforcé de toutes les surfaces pouvant être touchées (cantonnements, équipements de travail partagés, …)

Dans ce contexte exceptionnel, notre entreprise ne peut malheureusement intervenir pour (s’il reste des réserves à la réception à lever) lever les réserves *et (*S’il reste des désordres de garantie de parfait achèvement à réparer) réparer les désordres signalés pendant l’année de parfait achèvement. C’est pourquoi, nous vous demandons de suspendre le délai à partir du…. ou à compter du 12 mars 2020… (préciser la date).

Dès que notre intervention sera rendue possible dans le respect des gestes barrières, notre entreprise mettra tout en œuvre pour lever les réserves *ou* réparer les désordres signalés dans le délai initialement convenu de …. *(jours/mois)* ou dans le délai restant de … *(jours/mois)*[[17]](#footnote-17)*.*

Comme le rappelle l’article 4 de l’ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020, ce retard dans la levée de nos réserves ou la réparation de nos désordres de garantie de parfait achèvement, n’étant pas imputable à notre entreprise, aucune pénalité ne pourra être exigée *(si des pénalités pour non-respect du délai de réserves ou de réparation des désordres sont prévues par le contrat*).

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneur.

# MODELE 20 : MODELE DE COURRIER POUR SUSPENDRE LES TRAVAUX DANS LE RESPECT DES REGLES DU GUIDE OPPBTP SUR LE CORONAVIRUS (avec un consommateur/particulier)

Coordonnées du maître de l’ouvrage

Courrier à envoyer au choix :

Lettre recommandée électronique

en RAR / mail

Objet : pandémie du Coronavirus / demande de suspension

Madame/Monsieur,

Nous avons conclu ensemble un contrat pour la réalisation de travaux de ….. .

Afin de limiter la propagation du coronavirus, le Président de la République a pris des mesures pour réduire les contacts et déplacements au strict minimum sur l’ensemble du territoire à compter de mardi 17 mars à 12h00.

Le 02 avril 2020, l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (l’OPPBTP) a publié un Guide de préconisations relatif au Covid-19 qui a obtenu l’agrément des ministères de la Transition écologique et solidaire, de la Ville et du Logement, des Solidarités et de la Santé, et du Travail. Ce Guide expose les mesures qui doivent être respectées pour toute reprise de chantier.

Nous devons donc, en réponse à votre demande d’exécution des travaux, réaliser nos prestations conformément au contrat qui nous lie et aux préconisations du Guide OPPBTP précité.

Toutefois, nous sommes actuellement dans l’impossibilité de respecter ces obligations (il n’est pas possible de nous fournir des masques chirurgicaux or nos interventions nécessitent notamment la réalisation de prestations à moins d’un mètre pour nos compagnons… mentionner les autres difficultés rencontrées). Ainsi, nous sommes tenus de reporter notre intervention, notre délai d’exécution sera prolongé en conséquence.

Au regard de ces difficultés, nous souhaiterions que vous consentiez à suspendre le contrat qui nous lie afin de garantir la réalisation de vos travaux dans le respect des mesures du Gouvernement et de l’OPPBTP.

Sachez que nous mettrons tout en œuvre pour terminer l’exécution des travaux dans les meilleurs délais. Nous reviendrons vers vous dès qu’une intervention sera envisageable.

Dès lors, il conviendra préalablement à notre intervention, de compléter le questionnaire du guide ci-joint (joindre le questionnaire page 14 du Guide OPPBTP) afin de connaitre les conditions de cette intervention et les mesures à mettre en place.

En espérant trouver auprès de vous une écoute attentive, je vous prie de croire, nom du maître de l’ouvrage, l’expression de mes salutations distinguées.

Signature de l’entrepreneur

# **TROISIEME PARTIE :** REPERCUSSIONS CONTRACTUELLES POUR LES CONSTRUCTEURS, PROMOTEURS ET AMENAGEURS

|  |
| --- |
| **La situation due au Covid-19 vous contraint à adapter vos processus habituels et la décision de confinement prise par les autorités a des répercussions qui varient en fonction du stade d’avancement de vos contrats. Or, dans le cadre d’un CCMI, d’une VEFA ou d’une vente de terrain, en fonction du moment où l’on se trouve, des questions peuvent se poser :**   * **Le contrat est-il définitif ?** * **Si le contrat est définitif, quelles sont les conséquences du confinement décidé par les autorités ?** |

Compte tenu de la fermeture de certains bureaux de poste, les courriers d’informations peuvent être adressés par LRAR électronique (sous réserve que les services dématérialisés fonctionnent normalement). Il sera sans doute opportun, à l’issue de cette période particulière, d’envisager l’envoi d’un courrier récapitulatif à vos clients.

1. Contrat signé, non encore notifié

Dans ce cas, le contrat n’est pas encore définitif, car le client bénéficie d’un droit de rétractation.

Dans l’attente de la dématérialisation totale du CCMI initiée par LCA-FFB, et sauf à ce que l’ordonnance à venir change la règle, à ce jour, nous en restons à la position de la Cour de cassation qui invalide la remise en main propre contre émargement. Il convient donc de procéder par LRAR classique pour notifier le contrat en vue de purger le délai de rétractation pour le CCMI (pour les contrats de réservation sous seing privé, la situation est sensiblement la même).

Pour ces contrats, la notification par voie d’huissier (on parle de signification) peut être envisagée, à condition que l’huissier puisse se déplacer et que la notification puisse se faire normalement.

En cas d’impossibilité, le report de notification par LRAR doit être privilégié. Une notification par d’autre moyen fait prendre le risque d’une invalidation de la notification, et donc d’une rétractation à tout moment, y compris plusieurs mois après la signature, comme cela a déjà été jugé par les tribunaux dans d’autres situations. Vos clients ont déjà la possibilité de se rétracter en temps normal, sans motif. Il est à prévoir qu’en tant que consommateurs, ils puissent revendiquer le bénéfice d’une notification en bonne et due forme leur permettant de s’engager en toute connaissance de cause.

1. Contrat signé, délai de rétractation purgé, délai de réalisation des conditions suspensives en cours
   1. Qu’en est-il du contrat pendant le délai de réalisation des conditions suspensives ?

Le contrat n’est pas encore tout à fait définitif, car il faut que les conditions suspensives soient réalisées pour qu’il « existe » définitivement. Et il faut obligatoirement qu’elles le soient dans le délai que vous avez indiqué dans le contrat. Pour rappel, les cinq conditions du CCMI sont les suivantes : terrain, permis, prêt, garantie de livraison, dommage ouvrage (DO). Pour les VEFA et ventes de terrain, il convient de se reporter au contrat.

Si l’une des cinq conditions du CCMI ou des conditions du contrat de vente est manquante à la fin du délai à minuit, le contrat est caduc, il n’existe plus. Vous ne pouvez pas réclamer une indemnité à votre client, la caducité lui permet de se défaire « gratuitement » du contrat, sauf si le client n’a pas accompli les démarches de bonne foi (par exemple en faisant échouer la demande de prêt).

En l’espèce, compte tenu de la situation, si une (ou plusieurs) condition(s) suspensive(s) est (sont) manquante(s) en raison de l’impossibilité de finaliser les démarches, il sera difficile de considérer que la condition est « tombée » à cause du client. De la même manière, si la situation entraînait une impossibilité pour vous de souscrire à temps la garantie de livraison ou la DO pour le compte du client en raison du Coronavirus, le client ne pourrait pas vous reprocher d’avoir empêché le contrat de devenir définitif.

* 1. Comment préserver la relation contractuelle ?

Il est conseillé de proposer à votre maître d’ouvrage (CCMI) / acquéreur (vente) de signer [un avenant de prorogation du délai de réalisation des conditions suspensives](https://www.lesconstructeursamenageurs.com/media/coronavirus_19032020_prorogation_conditions_suspensives.docx), dont nous vous proposons de télécharger un modèle. Cet avenant doit nécessairement être signé avant la fin de ce délai (puisque si ce délai est passé, le contrat est caduc, il n’existe plus).

Il ne nous est pas possible d’indiquer la durée du délai supplémentaire (c’est-à-dire du chiffre à écrire dans l’avenant). Celui-ci doit être déterminé au cas par cas, en tenant compte des annonces gouvernementales.

1. Contrat en attente d’exécution

Cela signifie que le délai de rétractation est purgé et que les conditions suspensives sont réalisées.

Le chantier pourrait commencer, mais la situation actuelle ne le permet pas. Or, vous vous êtes engagé dans le contrat à commencer les travaux dans un certain délai. Si vous ne respectez pas ce délai, en temps normal, votre responsabilité pourrait être engagée et des dommages et intérêts pourraient être demandés si ce retard causait un préjudice à votre client. Précisions en CCMI : il ne s’agirait pas des pénalités de retard règlementaire, puisque celles-ci se calculent pour tout retard à compter de l’ouverture du chantier.

Afin de tenter d’éviter ces difficultés, nous vous proposons de télécharger et d’adresser à vos clients [notre modèle de courrier de prorogation du délai d’ouverture du chantier](https://www.lesconstructeursamenageurs.com/media/coronavirus_19032020_prorogation_ouverture_chantier.docx).

1. Contrat en cours d’exécution

Les travaux ont commencé, mais ne peuvent pas se poursuivre normalement compte tenu de la décision des autorités de mettre en place le confinement. Vous ne serez pas en mesure de respecter le délai promis pour la livraison du bien.

**Pour le CCMI :** en temps normal, des pénalités de retard sont prévues par la règlementation[[18]](#footnote-18), qui prévoit toutefois des causes légitimes de retard règlementaire[[19]](#footnote-19). Il demeure une incertitude concernant le caractère de force majeure de la situation liée au Coronavirus que nous rencontrons aujourd’hui. Néanmoins, si ce caractère devait être écarté, le cas fortuit permettrait de toute façon de considérer légitime tout retard de livraison lié au Coronavirus et aux décisions prises par les autorités (le cas fortuit revient à dire que « ce n’est ni de la faute du client, ni de la faute du constructeur »). Nous vous proposons de télécharger et d’adresser à vos clients [notre modèle de courrier de prorogation du délai de livraison spécifique au CCMI](https://www.lesconstructeursamenageurs.com/media/coronavirus_19032020_ccmi_prorogation_delai_de_livraison.docx).

**Pour la VEFA ou la vente de terrain :** en temps normal, une indemnisation du retard peut être réclamé par les clients sur le fondement de l’article [1231-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000032010123&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=20161001) du code civil[[20]](#footnote-20), sauf retard dû à un cas de force majeure. Nous vous proposons de télécharger et d’adresser à vos clients [notre modèle de courrier de prorogation du délai de livraison spécifique à la VEFA ou à la vente de terrain](https://www.lesconstructeursamenageurs.com/media/coronavirus_19032020_vefa_ou_vente_terrain_prorogation_delai_de_livraison.docx).

1. Construction achevée, réception et livraison prévues mais rendues impossibles

Les travaux se sont terminés récemment, mais les réceptions (CCMI) et livraisons (VEFA ou terrain) à vos maîtres d’ouvrage (CCMI) et acquéreurs (VEFA ou terrain) sont empêchées du fait de la décision des pouvoirs publics de confiner le pays. Or, en temps normal, si la réception ou la livraison a du retard, cela peut donner lieu au versement de pénalités (règlementaires voire judiciaires pour le CCMI ; contractuelles ou judiciaires pour la VEFA et la vente de terrain).

Afin de tenter d’éviter ces difficultés, nous vous proposons de télécharger et d’adresser à vos clients [notre modèle de courrier de report de la date de livraison](https://www.lesconstructeursamenageurs.com/media/coronavirus_19032020_report_date_livraison.docx).

# **QUATRIEME PARTIE : RELATIONS AVEC LES ASSUREURS**

1. Principe : les contrats d'assurance restent en vigueur

L'épidémie de Coronavirus n'a pas d'incidence sur le fonctionnement normal des différents contrats d'assurance de l'entreprise (automobile, locaux, responsabilité civile...). Chacun d'eux a donc vocation à s'appliquer en cas de sinistre sous réserve des situations particulières envisagées ci-dessous. Compte tenu de la situation, outre le respect aussi scrupuleux que possible des instructions données par les pouvoirs publics, les entreprises doivent veiller à mettre en sécurité leurs chantiers, locaux, véhicules, matériels et engins de chantier, en particulier en cas de cessation partielle d'activité.

Tant côté assureur que côté assuré, tout doit être fait pour permettre un fonctionnement le plus "normal" possible. Les assurés sont ainsi invités à contacter leur interlocuteur habituel en cas de besoin (déclaration de sinistre, information sur un dossier en cours...), à reporter autant que possible les demandes non urgentes et à éviter les envois par courrier papier (privilégier si possible, les envois électroniques et les échanges via les espaces personnels qui peuvent être mis à votre disposition par votre assureur).

1. Sort des garanties dommages avant réception – Tous Risques Chantier (TRC)

Tel qu’envisagé plus haut, les entreprises sont responsables de leurs ouvrages jusqu’à leur réception, sauf hypothèse d’un transfert de garde.

* 1. Quelles conséquences en cas d’arrêt de chantier ?

Les contrats contiennent des exclusions en cas d’arrêt de chantier supérieur à un délai prévu par le contrat (généralement 30 jours). En dessous du délai contractuel, il n’est pas nécessaire de contacter l’assureur. Au-delà, Il convient de se rapprocher de lui pour :

- déclarer une prolongation de l’arrêt et obtenir un maintien des garanties ;

- en connaître les conditions (nature des protections à prévoir, information sur l’état d’avancement des travaux…).

A la demande de la FFB, les mutuelles de la SGAM Btp (Auxiliaire, CAMACTE, SMABTP) ont annoncé qu’elles maintenaientles garanties Tous Risques Chantiers (TRC) pendant toute la période d’arrêt de chantier dû au confinement, sans surprime, sans déclaration préalable et dans la limite de 60 jours.La même logique s’applique aux garanties souscrites par les entreprises. **Ainsi, tant que l’arrêt des chantiers n’est pas supérieur à 60 jours, aucune démarche n’est nécessaire auprès de ces mutuelles, les garanties sont automatiquement maintenues, sans déclaration préalable ou transmission d’une liste des chantiers**.

D’autres compagnies d’assurance leur emboîtent aujourd’hui le pas.

* 1. Quelles conséquences en cas de transfert de garde ?

Dans ce cas, les contrats d’assurance des entreprises pour les dommages avant réception n’auront plus vocation à s’appliquer mais il conviendra de bien formaliser le transfert, de réaliser un constat contradictoire (selon modèles du présent guide) et de protéger autant que possible les ouvrages. Les contrats TRC pourraient quant à eux trouver application mais mieux vaut obtenir une confirmation écrite de la part de l’assureur.

1. Assurer les véhicules personnels utilisés pour les besoins du service

En l’absence d’obligations conventionnelles, comme c’est le cas pour les ouvriers du bâtiment, le moyen de transport utilisé pendant le service et les conditions d’assurance y afférant devront être négociés entre le salarié et l’employeur.

Le salarié qui utilise son véhicule personnel dans le cadre de ses fonctions doit déclarer cet usage professionnel à son assureur, faute de quoi les conséquences pourraient être lourdes pour lui en cas d’accident (qu’il s’agisse des éventuels dommages causés au tiers ou des dommages subis par le véhicule et son conducteur).

De son côté, l’entreprise, qui est responsable des actes de son salarié pendant son service, a tout intérêt à souscrire un contrat « mission » pour couvrir les conséquences d’un éventuel sinistre impliquant un salarié utilisant son véhicule personnel pour les besoins du service.

En l’absence de contrat d’assurance « missions », lorsque l’utilisation est occasionnelle et dès lors que le salarié n’a pas sollicité l’accord préalable de son employeur pour utiliser son propre véhicule pour le travail, l’entreprise, dont la responsabilité peut être recherchée pour les dommages causés au tiers, doit vérifier qu’elle dispose d’une garantie « besoins du service » dans son contrat d’assurance responsabilité civile. Les contours de cette garantie facultative sont fixés par ce contrat d’assurance.

Dans le contexte actuel, les assureurs devraient étendre les garanties accordées sur les contrats d’assurance personnels des salariés à un usage professionnel du véhicule. Certains, comme la SMABTP, l’ont déjà confirmé.

1. Matériels et engins de l’entreprise ou pris en location

Qu’ils appartiennent à l’entreprise ou qu’ils aient été pris en location, tant que les matériels et les engins sont sous la garde de l’entreprise, elle doit en répondre en cas de dommages causés au tiers.

S’agissant des dommages que pourrait subir le matériel lui-même :

* soit il appartient à l’entreprise et elle peut l’avoir assuré ;
* soit il est loué et l’entreprise devra répondre des dommages vis-à-vis du loueur au titre du contrat de location. Dans cette seconde hypothèse les matériels/ engins peuvent être assurés via le loueur ou par un contrat souscrit par l’entreprise. En principe, tant que le contrat de location est en vigueur, les contrats d’assurance ont vocation à jouer en cas de sinistre. Compte tenu de la situation, il est important de vérifier que ce sera bien le cas, y compris en cas de suspension du contrat de location ou d’interruption du paiement des échéances prévues au contrat. Certains assureurs ont d’ores et déjà confirmé que les contrats d’assurance couvrant les biens pris en location resteraient en vigueur, y compris en l’absence de facturation par le loueur. C’est le cas par exemple de la SMABTP.

1. Les cotisations d'assurance et déclarations d’assiettes
   1. Cotisations d’assurance

Les contrats étant maintenus, cela signifie corrélativement que les cotisations restent dues. Certaines entreprises vont néanmoins rencontrer des difficultés à honorer leurs échéances. Dans un [communiqué](https://www.ffa-assurance.fr/actualites/covid-19-les-assureurs-se-mobilisent-pour-leurs-clients) du 19 mars 2020, la Fédération Française de l’Assurance a annoncé que assureurs prenaient *« l’engagement de conserver en garantie les contrats des entreprises en difficulté en cas de retard de paiement suite à la pandémie, et ce pour toute la durée de la période de confinement* ».

Les mutuelles proches de la profession ont suspendu les relances et mises en demeure. Elles ont également pris l’engagement de regarder avec le plus de bienveillance possible les cas qui leurs seront présentés et étudieront au cas par cas :

- une suspension temporaire des prélèvements,

- un rééchelonnement des cotisations,

- une révision de l’assiette de calcul des cotisations pour tenir compte d’une baisse d’activité.

* 1. Déclarations d’assiettes

Pour nombre de contrats d’assurance, la période est actuellement aux déclarations d’assiettes pour ajuster les bases de calculs des cotisations d’assurance.

Si la plupart des relances programmées ont été stoppées, rappelons l’intérêt de réaliser la déclaration pour recalculer au plus juste les cotisations tant sur l’année en cours que sur l’année précédente.

Par exemple, si une entreprise a enregistré une baisse de chiffre d’affaires entre 2018 et 2019, en déclarant ses chiffres 2019 cela aura pour effet de réviser :

* le montant de la cotisation due pour 2019 au titre de son contrat d’assurance décennale (cotisation définitive) ;
* la base de calcul de la cotisation provisionnelle 2020.

1. Les pertes d'exploitation

Les garanties perte d’exploitation sont généralement proposées en option dans les contrats d’assurance couvrant les locaux de l’entreprise. Si la garantie est souscrite, en cas de dommages affectant les locaux (incendie, dégâts de eaux…), les conséquences de ce sinistre sur l’activité de l’entreprise seront couvertes dans les limites fixées par le contrat (en général une fraction de la perte de marge brute). Faute de figurer dans la définition d’un sinistre garanti, c’est-à-dire en l’absence de dommages matériels garantis, les conséquences du Coronavirus ne sont pas couvertes au titre des pertes d’exploitation.

Une partie des entreprises couvertes en perte d’exploitation ont souscrit une garantie pertes d’exploitation sans dommages (carence d’un fournisseur par exemple). Quelques-uns de ces contrats garantissent les pertes liées à une épidémie/pandémie mais des exclusions peuvent viser certaines maladies, notamment respiratoires.

Ainsi à notre connaissance, à l’exception peut-être de quelques-unes, les entreprises du secteur ne sont pas assurées pour ce risque.

Mais alors, quelle prise en charge ?

Des voix se sont élevées pour interpeler l’Etat sur le rôle de l’assurance dans cette crise ([conférence de presse](https://www.economie.gouv.fr/coronavirus-FB-live-gerald-darmanin-24mars2020) de Bercy su 24 mars (24') - [séance des questions au gouvernement](http://videos.senat.fr/streaming/encoder1/archive_1570079_3353000_3755000.mp4) du 25 mars).

Par [communiqué de presse](https://minefi.hosting.augure.com/Augure_Minefi/r/ContenuEnLigne/Download?id=66C86EF2-E27E-4D05-995B-BCB904B2443D&filename=2089%20-%20Engagements%20des%20assureurs%20pour%20soutenir%20les%20assur%C3%A9s%20et%20les%20entreprises%20affect%C3%A9s%20par%20la%20crise%20du%20coronavirus.pdf) du 23 mars, le cabinet de Bruno Le Maire a annoncé que les assureurs s’étaient engagés à :

- contribuer à hauteur de 200 millions d’euros au fonds de solidarité créé par le Gouvernement pour soutenir les entreprises confrontées à une baisse significative de leur activité ;

- travailler à la conception d’un produit d’assurance en cas de catastrophe sanitaire majeure pour améliorer l’offre de couverture assurantielle à destination des entreprises pour l’avenir.

1. Annulation d'événements

Face à une décision administrative interdisant la tenue de l'événement, si un contrat d'assurance annulation a été souscrit, il pourra s’appliquer pour accompagner l’assuré dans un report ou une annulation définitive de la manifestation (sous réserve des clauses figurant dans le contrat d'assurance).

1. Maintien des garanties en cas de réquisition

La FFB a plusieurs fois tenté de mobiliser les pouvoirs publics sur le risque encouru par les entreprises car leurs contrats d’assurance sont suspendus pendant le temps de la réquisition. Malgré ces actions, le code des assurances prévoit toujours une suspension des contrats d’assurance de dommages en cas de réquisition sauf accord entre l’Etat, le prestataire de services et l’assureur pour maintenir le contrat ([article L. 160-7 du code des assurances](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006073984&idArticle=LEGIARTI000035731339)).

En conséquence, la FFB a signé avec les mutuelles proches de la profession une convention permettant, par dérogation aux dispositions légales du code des assurances, de maintenir les contrats d’assurance des entreprises pendant le temps de la réquisition ([voir BA n° 17 du 27 octobre 2015](https://www.ffbatiment.fr/espace-adherents/mediatheque/batiment-actualite.html?ID_ARTICLE=5298)). Cette convention est toujours en vigueur à ce jour.

 Prise en charge des sinistres

Les compagnies d'assurance, au premier rang desquelles figurent nos mutuelles du bâtiment, mettent tout en œuvre pour assurer une continuité de leur activité. En pratique, il sera parfois difficile de respecter certains délais.

# **CINQUIEME PARTIE : RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES COMMERCIAUX**

Dans le cadre de leur activité, les entreprises de bâtiment sont amenées à contracter avec un certain nombre de partenaires commerciaux, lesquels leur fournissent biens et services en échange du paiement d’une somme donnée.

En dehors des établissements bancaires (qui font l’objet d’une partie spécifique dans le présent guide), on compte notamment parmi les partenaires commerciaux d’une entreprise de bâtiment :

* Les bailleurs des locaux affectés à l’activité commerciale de l’entreprise ;
* Les fournisseurs d’énergie ;
* Les loueurs d’équipements, d’engins et de véhicules ;
* Les vendeurs de matières premières.

L’épidémie de Covid-19 vient sérieusement perturber l’exécution normale des contrats signés avec les partenaires commerciaux évoqués à l’alinéa précédent, d’où l’intérêt pour les entreprises de bâtiment impactées de connaître leurs marges de manœuvre dans ces circonstances délicates.

**Pour résumer** :

* En ce qui concerne les contrats passés avec les bailleurs commerciaux et les fournisseurs d’eau/d’énergie, certaines entreprises peuvent légalement bénéficier du report des loyers et des factures (I) ;
* Dans tous les autres cas, il faudra plutôt s’orienter vers des solutions négociées avec ses créanciers, les conditions d’application des mécanismes légaux existants (force majeure et imprévision en tête) n’étant pas systématiquement réunies, contrairement à une croyance fort répandue actuellement (II).
* En cas de difficultés pour trouver une solution amiable avec leurs créanciers, les entreprises peuvent se tourner vers le Médiateur des entreprises (III).

I) Le cas spécifique des contrats d’énergie et des baux commerciaux

Afin de de préserver les opérateurs économiques les plus fragiles au cours de la période de ralentissement économique occasionnée par le Covid-19, le Parlement a autorisé le gouvernement à adopter diverses mesures de protection par ordonnances. Parmi elles, la possibilité pour certaines entreprises de bénéficier du report des loyers, et des factures d’eau, gaz et électricité[[21]](#footnote-21).

a) Qui peut bénéficier de ce dispositif ?

* Les entreprises bénéficiant d’une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire (sous réserve d’une attestation de l’un des mandataires judiciaires désignés par le jugement ayant ouvert la procédure) ;
* Les entreprises éligibles au fonds de solidarité, c’est-à-dire :
  + Les artisans en nom propre ou sociétés dont le chiffre d’affaires ne dépasse pas 1 million d’€, dont l’effectif est égal ou inférieur à 10 salariés et dont le bénéfice imposable est inférieur à 60 000 €

**ET**

* + ayant subi une fermeture administrative ou une baisse d’au moins 50% de leur chiffre d’affaires entre la période de mars 2020 et celle de mars 2019.

**Attention**, les sociétés dont le dirigeant majoritaire est titulaire d’un contrat de travail sont exclues du dispositif.

b) En quoi consiste ce dispositif ?

1. **Pour les factures d’électricité, de gaz et d’eau**

Les entreprises éligibles peuvent demander à leurs fournisseurs d’électricité, de gaz et d’eau le report des échéances de paiement exigibles entre le 12 mars 2020 et la date de cessation de l’état d’urgence sanitaire, et non encore acquittées.

Sur demande expresse des entreprises éligibles, les fournisseurs sont tenus d’accorder ces reports **sans pénalités** financières, frais ou indemnités. Les échéances ainsi reportées seront réparties de manière égale sur les échéances de paiement des factures postérieures au dernier jour du mois suivant la date de fin de l’état d’urgence sanitaire[[22]](#footnote-22), sur une durée ne pouvant être inférieure à six mois.

Pour se prévaloir de ces mesures, les demandeurs devront attester qu’ils remplissent les conditions nécessaires selon des modalités qui restent à préciser par décret.

De plus, à compter du 26 mars 2020 et jusqu’à la cessation de l’état d’urgence sanitaire, les entreprises concernées ne pourront se voir imposer :

* ni la suspension, l’interruption ou la réduction de la fourniture d’électricité, de gaz ou d’eau pour non-paiement de leurs factures ;
* ni aucune réduction de la puissance distribuée.

1. **Pour les loyers commerciaux**

Pour toutes les échéances intervenant entre le 12 mars 2020 et un délai de deux mois après la fin de l’état d’urgence sanitaire, le défaut de paiement des loyers et charges locatives concernant des locaux professionnels et commerciaux ne pourra entraîner pour les entreprises éligibles :

* ni pénalités financières
* ni intérêts de retard
* ni dommages et intérêts
* ni astreinte
* ni clause résolutoire
* ni clause pénale
* ni toute clause prévoyant une déchéance
* ni activation des garanties ou cautions

Par ailleurs, les principales fédérations de bailleurs (Association française de la gestion financière, Association française des sociétés de placement immobilier, Conseil national des centres commerciaux, Fédération des sociétés immobilières et foncières, Union nationale de la propriété immobilière), ainsi que la Caisse des dépôts et consignations ont appelé leurs adhérents à suspendre les loyers des TPE et des PME administrativement fermées et à leur proposer des échéanciers de remboursement sans pénalités, adaptés à leur situation une fois que l’activité aura repris. Elles ont également recommandé à leurs adhérents d’étudier avec bienveillance les demandes de suspension de loyers qui seraient faites par les autres entreprises touchées par la crise.

Les entreprises concernées par les mesures évoquées ci-dessus peuvent adresser, directement par mail ou par téléphone, une demande de report à l’amiable à leurs bailleurs.

En cas de litige, le [médiateur des entreprises](https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/coronavirus-laction-du-mediateur-des-entreprises-au-service-des-acteurs) peut être contacté (cf. point III) ci-dessous).

II) Les autres cas

Cette situation concerne :

* Les entreprises qui ne remplissent pas les conditions requises pour bénéficier du dispositif prévu par l’ordonnance (cf. I/a) ci-dessus) et qui doivent, en dépit de la situation, continuer de régler leurs loyers et factures d’eau, gaz et électricité ;
* Les entreprises dont les contrats portent sur des biens et services autres que la location de locaux commerciaux et la fourniture d’eau, gaz et électricité (ex : location d’équipements, d’engins et véhicules ; achat de matières première).

En pareils cas, il faudra se tourner vers les principes de base du droit civil (l’exécution de bonne foi du contrat, l’imprévision et la force majeure) pour tenter de suspendre ou de renégocier le contrat. Cependant, cela ne sera pas toujours possible. Les entreprises devraient donc éviter les actions unilatérales et rechercher plutôt des solutions négociées avec leurs créanciers qui auront tout intérêt à discuter s’ils veulent éviter des impayés en masse…

a) Peut-on suspendre les contrats de fourniture et de location au titre de la force majeure ?

La force majeure est un évènement soudain empêchant une partie d’exécuter ses obligations contractuelles (ex : livraison d’un bien, paiement d’une facture, réalisation d’un travail). De par son caractère aléatoire et insurmontable, la force majeure constitue une excuse légitime protégeant le débiteur d’une obligation de toute sanction de la part de son créancier.

Pour rappel, la force majeure est régie par l’article 1218 du Code civil qui prévoit que :

« *Il y a force majeure en matière contractuelle lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur.*

*Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation est suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat. Si l'empêchement est définitif, le contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1.* »

En d’autres termes, si l’épidémie de Covid-19 constitue un cas de force majeure, l’entreprise pourrait suspendre l’exécution du contrat de fourniture/location pour ne pas payer de factures jusqu’à la fin de la crise sanitaire (ou même mettre fin au contrat si la crise rend inutile la poursuite de ce dernier). Une fois la situation revenue à la normale, le contrat reprendrait comme si de rien n’était.

Ceci reste cependant théorique et il importe de rester très prudent sur l’interprétation de l’article 1218 du Code civil, l’épidémie de Covid-19 constituant une situation totalement inédite, tant dans son ampleur que dans ses effets.

En effet, pour que la force majeure soit invocable par l’entreprise débitrice, l’épidémie de Covid-19 doit revêtir les caractéristiques suivantes :

1. Échapper au contrôle de l’entreprise devant régler ses factures ;
2. Être imprévisible lors de la conclusion du contrat de location/fourniture ;
3. Avoir des effets ne pouvant être évités par des mesures appropriées (en d’autres termes, l’évènement est insurmontable pour l’entreprise débitrice et l’empêche littéralement d’exécuter ses obligations et de payer ses créanciers).

S’il ne fait aucun doute que les critères n°1 et 2 sont réunis pour les contrats signés avant la survenance de la pandémie (la date du 29 février 2020 est souvent avancée), l’existence du critère n°3 est bien plus compliquée à démontrer.

Attention : en principe, les juges refusent d’appliquer la force majeure aux obligations de sommes d’argent.

Néanmoins, compte-tenu du caractère absolument exceptionnel de la crise sanitaire, l’entreprise débitrice peut tout de même tenter d’invoquer la force majeure si elle est en mesure de prouver qu’il lui est impossible de poursuivre son activité et que ceci impacte gravement sa capacité à régler ses factures (ex : interdiction de poursuivre le chantier par les pouvoirs publics ou le maître d’ouvrage et, par conséquent, chute drastique du chiffre d’affaires).

Il est donc déconseillé aux entreprises, compte-tenu des incertitudes actuelles, de prononcer unilatéralement la suspension des contrats en cours, sans consulter au préalable ses partenaires commerciaux (de manière à obtenir à l’amiable une suspension des échéances à venir ou la mise en place d’un échelonnement adapté). En effet, en cas de litige avec le bailleur/fournisseur, seul le juge pourra décider si l’entreprise débitrice est fondée ou non à invoquer la force majeure.

Attention : si la suspension du contrat est obtenue, l’entreprise demeure responsable des matériels et engins confiés. En effet, conserver la garde signifie concrètement être responsable vis à vis du loueur en cas de dommages aux matériels ou aux engins. Cela implique également de répondre vis-à-vis des tiers de certains dommages causés par ces biens. Il convient dès lors de vérifier que les contrats d’assurance souscrits par l’entreprise ou via le loueur s’appliqueront bien [en cas de sinistre](#_QUATRIEME_PARTIE_:).

b) Peut-on obliger ses partenaires commerciaux à renégocier les contrats pour prendre en compte l’impact de l’épidémie ?

Avant toute chose, il convient de prendre en compte :

1. la date de signature du contrat ;
2. le contenu du contrat.

**Pour les contrats signés avant le 1er octobre 2016**

Avant le 1er octobre 2016, le concept de renégociation d’un contrat pour imprévision n’était pas reconnu en droit français et, sauf stipulation contractuelle contraire, les conséquences de tout évènement imprévisible au moment de la signature devaient être assumées par les parties (ex : envolée du cours des matières premières).

Autrement dit, si le contrat de l’entreprise de bâtiment avec son partenaire commercial date d’avant le 1er octobre 2016 et qu’aucune clause ne prévoit de renégocier en cas de circonstances imprévisibles venant perturber sérieusement la bonne exécution du contrat, alors il ne sera pas possible d’exiger une renégociation avec le partenaire, celui-ci étant en droit de refuser. Rien n’interdit malgré tout d’essayer…

**Pour les contrats signés après le 1er octobre 2016**

Les contrats postérieurs au 1er octobre 2016 bénéficient, sauf clause contractuelle contraire (à vérifier), des dispositions protectrices de l’article 1195 du Code civil :

« *Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.*

*En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe.* »

Pour résumer, il est possible de demander au partenaire commercial de renégocier le contrat si :

1. il y a un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat (cela sera sûrement admis si le contrat a été signé avant l’apparition certaine de l’épidémie en France, la date limite du 29 février 2020 étant souvent évoquée) ;
2. ce changement imprévisible rend excessivement onéreuse la poursuite du contrat de location/fourniture (cette condition sera sûrement la plus discutée car il faudra démontrer que l’épidémie de Covid-19 renchérit de façon insupportable le coût du contrat. Cela est théoriquement possible si le confinement oblige, par exemple, l’entreprise à rallonger considérablement la durée de location de l’engin/véhicule pour finaliser son chantier ou que les pénuries causées par l’épidémie entraînent une hausse significative du prix des matières premières).
3. les parties n’ont pas renoncé contractuellement à leur droit de renégocier le contrat en cas d’évènement imprévisible (à vérifier dans le contrat).

Si les conditions précitées sont réunies, l’entreprise est en droit de demander une renégociation du contrat de location/fourniture à son partenaire. A noter cependant que ce dernier peut refuser de renégocier ou ne pas être d’accord sur les nouveaux termes proposés par l’entreprise.

Dans ce cas, il faudra convenir de mettre fin amiablement au contrat de fourniture/location sinon, le recours au médiateur des entreprises ou au juge sera inévitable.

III) Et si le partenaire commercial ne veut faire aucune concession ?

En dehors du juge, l’entreprise peut faire appel à la médiation des entreprises.

Comment ça fonctionne ?

La Médiation des entreprises propose un service de médiation gratuit, rapide et réactif : un médiateur prend contact avec le saisissant dans les 7 jours afin de définir avec lui un schéma d’action et confidentiel. Le secret des affaires est préservé, la notoriété des entreprises également. Tout différend lié à l’exécution d’un contrat de droit privé, y compris tacite, ou d’une commande publique, peut faire l’objet d’une saisine du médiateur (ex : retard de paiement, services ou marchandises non conformes…).

Comment en bénéficier ?

L’entreprise de bâtiment peut saisir le médiateur des entreprises en ligne :

<https://www.mieist.bercy.gouv.fr/>.

En amont d'une saisine, l’entreprise peut poser des questions ou demander des conseils sur la marche à suivre en toute confidentialité, grâce au formulaire de contact :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

Toutes les informations sur le site economie.gouv.fr :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateurdesentreprises/la-mediation>.

# MODELE 1 : COURRIER A DESTINATION DE L’ENTREPRISE DE LOCATION D’EQUIPEMENTS, D’ENGINS ET DE VEHICULES

*Sur en tête de l’entreprise*

[Nom du bailleur]

A l’attention du Responsable légal

[Adresse]

[Code postal – Ville]

[Ville], le \_\_\_/\_\_\_/2020

**Recommandé avec A.R.**

V/Réf. : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Objet : Impact du Covid-19 sur l’exécution de notre contrat

Madame, Monsieur,

Nous avons conclu avec votre entreprise, le \_\_/\_\_/20\_\_, un contrat de location de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ pour l’exécution de notre marché.

Or, suite à la décision de confinement et aux règles prises par les pouvoirs publics et effectives depuis le 17 mars 2020 à 12h00, notre chantier est ajourné [*à* *adapter et compléter le cas échéant. Par exemple : « En effet, les exigences minimales de prévention et de sécurité sur le chantier (travail à 1 mètre minimum d’une autre personne et recommandation de port de masque lorsque cette exigence d’1 mètre ne peut pas être respectée ; hygiène renforcée avec accès à un point d’eau pour se laver les mains régulièrement ; nettoyage renforcé de toutes les surfaces pouvant être touchées (cantonnements, équipements de travail partagés, …) ne pouvaient être assurées ».*].

Par conséquent, notre société n’est pas en mesure d’utiliser les équipements/engins/véhicules que nous louons auprès de vous.

Plus grave, la crise sanitaire actuelle – inédite de par son ampleur et sur laquelle nous n’avons aucun contrôle - impacte durement la rentrée de liquidités, en raison de la difficulté voire l’impossibilité d’accéder à nos chantiers. Même si elle n’est que temporaire, cette situation pourrait à terme, si aucune mesure préventive n’est prise dès maintenant, remettre en cause la pérennité de notre entreprise, raison pour laquelle nous vous contactons aujourd’hui.

Nous sollicitons donc votre bienveillance et vous demandons, sur le fondement des articles 1104, 1194, 1195 et 1218 du Code civil, de bien vouloir convenir rapidement d’un entretien visant à trouver un accord amiable nous permettant de sortir ensemble de cette situation temporaire (que nous espérons la plus brève possible) et ce, de la meilleure manière pour chacun *[Exemples de solutions amiables à suggérer au cours de la négociation : remise commerciale sur le montant des loyers pendant la période de confinement ; suspension du contrat de location pendant la période de confinement ; résolution immédiate du contrat avec restitution des équipements, engins et véhicules loués ; rééchelonnement des loyers restant à courir assorti, le cas échéant, d’une prorogation de la période de location].*

Nous avons conscience de l’effort que nous vous demandons mais, au-delà des fondements économiques et juridiques motivant notre demande, nous restons convaincus que la seule façon pour notre secteur de surmonter cette crise est de travailler ensemble, en bonne intelligence et dans un esprit de solidarité.

Dans l’attente de votre retour, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’expression de nos salutations distinguées.

Signature

# MODELE 2 : COURRIER A DESTINATION D’UN FOURNISSEUR

*Sur en tête de l’entreprise*

[Nom du fournisseur]

A l’attention du Responsable légal

[Adresse]

[Code postal – Ville]

[Ville], le \_\_\_/\_\_\_/2020

**Recommandé avec A.R.**

V/Réf. : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Objet : Impact du Covid-19 sur l’exécution de notre contrat

Madame, Monsieur,

Nous avons conclu avec votre entreprise, le \_\_/\_\_/20\_\_, un contrat d’approvisionnement pour l’exécution de notre marché/les besoins de notre activité.

Or, suite à la décision de confinement et aux règles prises par les pouvoirs publics et effectives depuis le 17 mars 2020 à 12h00, nos chantiers sont ajournés [*à* *adapter et compléter le cas échéant. Par exemple : « En effet, les exigences minimales de prévention et de sécurité sur le chantier (travail à 1 mètre minimum d’une autre personne et recommandation de port de masque lorsque cette exigence d’1 mètre ne peut pas être respectée ; hygiène renforcée avec accès à un point d’eau pour se laver les mains régulièrement ; nettoyage renforcé de toutes les surfaces pouvant être touchées (cantonnements, équipements de travail partagés, …) ne pouvaient être assurées ».*].

Par conséquent, notre entreprise n’est pas en mesure de poursuivre son activité dans de bonnes conditions (surtout que les mesures de confinement et de sécurité sanitaire compliquent sérieusement notre organisation, en restreignant notamment l’accès à nos locaux commerciaux).

Plus grave, la crise sanitaire actuelle – inédite de par son ampleur et sur laquelle nous n’avons aucun contrôle - impacte durement la rentrée de liquidités, en raison de la difficulté voire l’impossibilité d’accéder à nos chantiers. Même si elle n’est que temporaire, cette situation pourrait à terme, si aucune mesure préventive n’est prise dès maintenant, remettre en cause la pérennité de notre entreprise, raison pour laquelle nous vous contactons aujourd’hui.

Nous sollicitons donc votre bienveillance et vous demandons, sur le fondement des articles 1104, 1194, 1195 et 1218 du Code civil, de bien vouloir convenir rapidement d’un entretien visant à trouver un accord amiable nous permettant de sortir ensemble de cette situation temporaire (que nous espérons la plus brève possible) et ce, de la meilleure manière pour chacun *[Exemples de solutions amiables à suggérer au cours de la négociation : remise commerciale sur le montant des fournitures ; suspension du contrat de fourniture pendant la période de confinement ; résolution immédiate du contrat avec restitution des fournitures non réglées ; rééchelonnement des échéances restant à courir].*

Nous avons conscience de l’effort que nous vous demandons mais, au-delà des fondements économiques et juridiques motivant notre demande, nous restons convaincus que la seule façon pour notre secteur de surmonter cette crise est de travailler ensemble, en bonne intelligence et dans un esprit de solidarité.

Dans l’attente de votre retour, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’expression de nos salutations distinguées.

Signature

# **SIXIEME PARTIE : RELATIONS AVEC LES BANQUES[[23]](#footnote-23)**

# 1. Comment reporter les mensualités de mes crédits en cours ?

La Fédération Bancaire française (FBF) a annoncé la possibilité de :

* report jusqu'à six mois des remboursements de crédits pour les entreprises ;
* suppression des pénalités et des coûts additionnels de reports d'échéances et de crédits des entreprises.

Cette mesure n’est cependant pas systématique ni d’application générale, à ce stade. Même si les premiers retours terrain en signalent une application assez large, elle reste à la discrétion des établissements de crédit et peut reposer sur une analyse des dossiers de demande.

Il appartient donc à chaque entreprise de se rapprocher de sa banque, et le cas échéant négocier avec elle, afin d’obtenir ce report dans les meilleures conditions possibles.

Reste aussi à obtenir du régulateur français et européen qu’une demande de report dans le cadre de la crise du coronavirus ne conduise pas à une dégradation de la cotation Banque de France de l’entreprise.

Par ailleurs, le report, lorsqu’il vient allonger la durée du crédit, peut s’accompagner de frais intercalaires (le coût de refinancement du prêteur).

Enfin, le report des échéances n’emporte pas une suspension automatique des intérêts qui peuvent continuer à courir et rester dus.

2. De quelle autre aide à la trésorerie immédiate puis-je bénéficier ?

Si vous avez mobilisé une cession Dailly auprès de BTP banque, cette dernière relève systématiquement ou presque les avances de 80 % à 100 % pour les mois de janvier, février et mars 2020. La BPI propose aussi des mécanismes similaires.

3. Ma banque me refuse tout soutien, que faire ?

Vous pouvez saisir le [médiateur du crédit](https://mediateur-credit.banque-france.fr/), représenté localement par les directeurs départementaux de la Banque de France en métropole et les directeurs des Instituts d’émission dans les départements et collectivités d’Outre-mer.

Dans les 48h suivant la saisine, le médiateur vous contacte, vérifie la recevabilité de votre demande, et définit un schéma d’action avec vous. Il saisit les banques concernées.

# MODELE : COURRIER A DESTINATION D’UN ETABLISSEMENT BANCAIRE

[Nom de l’établissement bancaire]

A l’attention du Chargé de compte

[Adresse 1]

[Adresse 2]

[Code postal – Ville]

[Ville], le \_\_\_/\_\_\_/20\_\_\_

**Lettre recommandée avec A.R.**

Numéro de compte client : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Références du contrat de prêt : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Objet : Demande de rééchelonnement des mensualités de notre crédit

Madame, Monsieur,

Nous avons conclu avec votre établissement, le \_\_/\_\_/20\_\_, un contrat de prêt d’un montant de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ euros pour le financement de notre activité.

L’épidémie de Covid-19 qui ébranle aujourd’hui le pays nous place au devant de difficultés imprévues. Cette crise économico-sanitaire - inédite, sur laquelle nous n’avons aucun contrôle et dont l’existence et l’ampleur étaient imprévisibles au moment de la signature de notre contrat de prêt avec votre établissement - impacte temporairement mais gravement la rentrée de liquidités, en raison de l’impossibilité de poursuivre nos chantiers.

De ce fait, nous souhaitons pouvoir reporter nos prochaines échéances de remboursement du ou des prêts visés en l’objet.

C’est la raison pour laquelle nous sollicitons votre bienveillance et vous demandons de bien vouloir nous accorder dans la mesure du possible, sans pénalités ni coûts additionnels de reports d’échéances, un rééchelonnement de notre crédit.

Bien entendu, nous nous tenons à votre disposition pour tout complément d'information et ne manquerons pas de vous fournir tous les justificatifs dont vous pourriez avoir besoin pour donner une suite favorable à notre demande.

Dans l’attente de votre retour, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’expression de nos salutations distinguées.

Signature

# **SEPTIEME PARTIE : RELATIONS AVEC L’ADMINISTRATION FISCALE**

# Délais de paiement

# Reporter vos échéances fiscales auprès services des impôts des entreprises (SIE) de la DGFiP

* Pour les entreprises ou les experts-comptables qui interviennent pour des clients dans cette situation, il est possible de demander au service des impôts des entreprises le report sans pénalité du règlement de leurs prochaines échéances d'impôts directs (acompte d'impôt sur les sociétés, taxe sur les salaires).

Si elles ont déjà réglé leurs échéances de mars et qu’elles n’ont plus la possibilité de s’opposer au prélèvement SEPA auprès de leur banque en ligne, elles peuvent en demander le remboursement auprès de leur service des impôts des entreprises, une fois le prélèvement effectif.

* Pour les travailleurs indépendants, il est possible de moduler à tout moment le taux et les acomptes de prélèvement à la source. Il est aussi possible de reporter le paiement des acomptes de prélèvement à la source sur les revenus professionnels d’un mois sur l’autre, jusqu’à trois fois si les acomptes sont mensuels, ou d’un trimestre sur l’autre si les acomptes sont trimestriels.

Toutes ces démarches sont accessibles via l’espace particulier sur [impots.gouv.fr](https://cfspart.impots.gouv.fr/LoginAccess?op=c&url=aHR0cHM6Ly9jZnNwYXJ0LmltcG90cy5nb3V2LmZyL21vbnByb2ZpbC13ZWJhcHAvbW9uQ29tcHRl), rubrique « Gérer mon prélèvement à la source ». Toute intervention avant le 22 du mois sera prise en compte pour le mois suivant.

* **Pour les contrats de mensualisation pour le paiement de la CFE ou de la taxe foncière**, il est possible de les suspendre sur [impots.gouv.fr](https://cfspart.impots.gouv.fr/LoginAccess?op=c&url=aHR0cHM6Ly9jZnNwYXJ0LmltcG90cy5nb3V2LmZyL21vbnByb2ZpbC13ZWJhcHAvbW9uQ29tcHRl) ou en contactant le Centre prélèvement service : le montant restant sera prélevé au solde, sans pénalité.

Pour faciliter l'ensemble des démarches, la DGFiP met à disposition un modèle de demande, disponible sur le site [impots.gouv.fr](https://cfspart.impots.gouv.fr/LoginAccess?op=c&url=aHR0cHM6Ly9jZnNwYXJ0LmltcG90cy5nb3V2LmZyL21vbnByb2ZpbC13ZWJhcHAvbW9uQ29tcHRl), à adresser au service des impôts des entreprises.

>> Consulter la « Documentation utile » à la page : [**https://www.impots.gouv.fr/portail/node/9751**](https://www.impots.gouv.fr/portail/node/9751)

Pour toute difficulté dans le paiement des impôts, les entreprises ne doivent pas hésiter à se rapprocher du service des impôts des entreprises, par la messagerie sécurisée de leur espace professionnel, par courriel ou par téléphone.

# Bénéficier du remboursement accéléré des crédits d’impôt sur les sociétés et de crédit de TVA

* Le remboursement **accéléré des crédits d'impôt sur les sociétés**

Afin d'apporter une aide financière aux entreprises en difficulté, une procédure accélérée de remboursement des créances d'impôt sur les sociétés restituables en 2020 est mise en œuvre.

Les sociétés qui bénéficient d'un ou plusieurs crédits d'impôt restituables en 2020 peuvent dès maintenant demander le remboursement du solde de la créance disponible, après imputation le cas échéant sur leur impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice 2019, sans attendre le dépôt de la déclaration de résultat (« liasse fiscale »).

Ce dispositif s'applique pour tous les crédits d'impôt restituables en 2020.

Pour cela, les entreprises sont invitées à se rendre sur leur espace professionnel sur [impots.gouv.fr](https://cfspart.impots.gouv.fr/LoginAccess?op=c&url=aHR0cHM6Ly9jZnNwYXJ0LmltcG90cy5nb3V2LmZyL21vbnByb2ZpbC13ZWJhcHAvbW9uQ29tcHRl) pour télédéclarer :

* la demande de remboursement de crédit d'impôt (formulaire n° 2573),
* la déclaration permettant de justifier du crédit d'impôt (déclaration n° 2069-RCI ou déclaration spécifique, sauf si celle-ci a déjà été déposée antérieurement),
* à défaut de déclaration de résultat, le relevé de solde d'impôt sur les sociétés (formulaire n° 2572) permettant de liquider l'impôt dû et de constater la créance restituable pour 2020.

Les services des impôts des entreprises (SIE) se mobilisent pour traiter au plus vite, sous quelques jours, les demandes de remboursement des entreprises.

* **Les remboursements de crédit de TVA**

Pour obtenir un remboursement de crédit de TVA, l’entreprise doit effectuer sa demande par voie dématérialisée, directement depuis son espace professionnel ou par l’intermédiaire d’un partenaire agréé (partenaire EDI).

Dans le contexte de la crise du COVID-19, les demandes de remboursement de crédit de TVA seront traitées avec la plus grande célérité par les services de la DGFiP.

### Faire face à des difficultés financières : la CCSF

La Commission des chefs de services financiers (CCSF) peut accorder aux entreprises qui rencontrent des difficultés financières des **délais de paiement** pour s’acquitter de leurs **dettes fiscales et sociales** (part patronale) en toute confidentialité.

**Qui saisit la CCSF ?**

* Le débiteur lui-même**,** qui peut être une entreprise, personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante ou personne morale de droit privé (sociétés commerciales en particulier).
* Ou le mandataire ad hoc.

**Conditions de recevabilité de la saisine**

* Être à jour du dépôt de ses déclarations fiscales et sociales et du paiement des cotisations et contributions salariales ainsi que du prélèvement à la source.
* Ne pas avoir été condamné pour travail dissimulé.

**Nature et montant des dettes**

* Les dettes visées sont notamment les impôts, les taxes, les cotisations sociales aux régimes obligatoires de base exigibles – à l'exclusion des parts salariales et du prélèvement à la source.
* Il n’y a pas de montant minimum ou maximum.

**Quelle CCSF est compétente ?**

* En principe, la CCSF du département du siège social de l’entreprise ou de l’établissement principal est compétente.
* La saisine s’effectue par courrier au secrétariat permanent de la CCSF.

**Comment constituer son dossier ?**

* Le dossier comporte un imprimé type à remplir et les pièces suivantes à joindre :
* (i) une attestation justifiant de l’état de difficultés financières ;
* (ii) attestation sur l’honneur justifiant le paiement des parts salariales des cotisations sociales ; (iii) les trois derniers bilans ;
* (iv) un prévisionnel de chiffre d’affaires Hors Taxe et de trésorerie pour les prochains mois ; (v) l’état actuel de trésorerie et le montant du chiffre d’affaires hors taxe depuis le 1er janvier ; (vi) l’état détaillé des dettes fiscales et sociales.

Un dossier simplifié est prévu pour les TPE (0 à 9 salariés et chiffre d’affaires inférieur à 2 M€).

>> [Consultez le site de la DGFIP dédié à la CCSF](https://www.impots.gouv.fr/portail/professionnel/ccsf-et-codeficiri" \o "\« https://www.impots.gouv.fr/portail/professionnel/ccsf-et-codeficiri \» dans une nouvelle fenêtre" \t "_blank)

# II) Remise d’impôts directs

## **a) Comment bénéficier d'une remise d'impôts directs ?**

Si votre entreprise est confrontée à des difficultés de paiement liées au virus, vous pouvez solliciter auprès du comptable public un plan de règlement afin d’étaler ou reporter le paiement de votre dette fiscale.

Si ces difficultés ne peuvent pas être résorbées par un tel plan, vous pouvez solliciter, dans les situations les plus difficiles, une remise des impôts directs (impôt sur les bénéfices, contribution économique territoriale, par exemple).

Le bénéfice de ces mesures gracieuses est soumis à un examen individualisé des demandes tenant compte de la situation et des difficultés financières des entreprises.

[Téléchargez le formulaire de demande de remise gracieuse sur le site impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr/portail/node/13465)

**Attention : Il n’y a pas actuellement de mesure gouvernementale permettant de se dispenser du paiement de la TVA.**

Contrairement aux impôts directs comme l’impôt sur les sociétés, qui est à la charge de l’entreprise, la TVA est en réalité payée par le client, l’entreprise l’encaissant pour le compte du Trésor public.

Par conséquent, une entreprise ne peut pas légalement se dispenser de déclarer et payer la TVA qu’elle a collectée auprès de ses clients.

Ne pas payer la TVA dont une entreprise est redevable l’exposerait à des pénalités de retard et, éventuellement à une majoration de 40% pour manquement délibéré.

Si l’entreprise est véritablement dans l’impossibilité de payer sa TVA, notamment du fait d’une insuffisance de trésorerie, elle doit s’adresser au comptable du Trésor afin de solliciter un plan de règlement.

# **III) Comment bénéficier de l'aide du fonds de solidarité financé par l’État et les régions ?**

L’Etat et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour aider les petites entreprises les plus touchées par la crise.

a) Qui est concerné par ce fonds de solidarité financé par l’Etat et les Régions ?

Sont concernés par cette aide pouvant aller jusqu'à 3 500 €, les TPE, indépendants, micro-entrepreneurs et professions libérales qui font moins d’1 million d’euros de chiffre d’affaires ainsi qu’un bénéfice annuel imposable inférieur à 60 000 euros et qui :

* subissent une fermeture administrative ;
* ou qui connaissent une perte de chiffre d'affaires de plus de 50% au mois de mars 2020 par rapport au mois de mars 2019.

Pour les situations les plus difficiles, un soutien complémentaire pourra être octroyé pour éviter la faillite au cas par cas.

L’instruction des dossiers associera les services des Régions et de l’Etat au niveau régional.

### b) Comment bénéficier de cette aide allant jusqu'à 3 500 € ?

**Dès le 1er avril**, toutes les entreprises concernées peuvent faire une simple déclaration sur le site des impôts - [impots.gouv.fr](https://cfspart.impots.gouv.fr/LoginAccess?op=c&url=aHR0cHM6Ly9jZnNwYXJ0LmltcG90cy5nb3V2LmZyL21vbnByb2ZpbC13ZWJhcHAvbW9uQ29tcHRl) - pour recevoir une aide allant jusqu'à 1 500 € de la manière suivante :

1. Choisir « votre espace particulier »

2. L’identification se fait avec vos codes d’accès personnels (numéro fiscal + mot de passe) ou via FranceConnect

3. Sélectionner alors « Messagerie sécurisée » en haut à droite de la page

4. Sélectionner la rubrique « Ecrire » sous « Mes échanges »

5. Un menu déroulant apparait : sélectionner la dernière rubrique : « Je demande l’aide aux entreprises fragilisées par l’épidémie Covid-19 »

6. Remplir le formulaire de demande

7. Valider la demande

Vous pourrez suivre l’état du traitement de votre demande dans la messagerie sécurisée sous la rubrique « Mes échanges ».

A partir du 15 avril, les entreprises qui connaissent le plus de difficultés pourront obtenir, au cas par cas auprès des régions, une aide complémentaire de 2 000 €.

**>> Vous trouverez toutes les informations sur les démarches à réaliser pour bénéficier de l’aide du fonds de solidarité** [**en cliquant ici**](https://www.economie.gouv.fr/files/files/PDF/2020/DP-Fonds_de_solidarite.pdf)**.**

**Outre le fonds de solidarité il existe les deux aides complémentaires ou alternatives suivantes :**

## **Compensation des cotisations de retraite complémentaire des artisans et commerçants**

Une aide exceptionnelle validée par le conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI), avec l’accord des ministères de tutelle, sera versée prochainement aux travailleurs indépendants de l’artisanat et du commerce.

Cette aide correspondra au montant des cotisations de retraite complémentaire des indépendants (RCI) sur la base de leurs revenus de 2018, et dans la limite maximale de 1 250 €.

Cette somme ne sera soumise ni à l’impôt sur le revenu ni aux cotisations sociales. Elle sera conditionnée au seul fait d’avoir été en activité au 15 mars 2020 et immatriculé avant le 1er janvier 2019.

Cette aide sera versée spontanément par la CPSTI, via les URSSAF et pourra être cumulée avec le fonds de solidarité.

## **Aide spécifique de la Sécurité Sociale des Indépendants (CPSTI)**

Le conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) va accorder une aide aux travailleurs indépendants remplissant les conditions suivantes :

* Ne pas pouvoir bénéficier du fonds de solidarité ;
* Avoir effectué au moins un versement de cotisation depuis son installation ;
* Avoir été affilié avant le 1er janvier 2020 ;
* Etre impacté de manière significative par les mesures de réduction ou de suspension d’activité ;
* Etre à jour de ses cotisations et contributions sociales personnelles au 31 décembre 2019 (ou avoir un échéancier en cours).

Le montant de l’aide accordée variera selon la situation du demandeur (chute de trésorerie, situations sociales personnelles ou familiales liées à la maladie, au passage à la retraite, etc.).

Ces aides seront accordées par le CPSTI.

Les demandes devront être transmises à la branche Recouvrement et aux URSSAF :

Compléter le formulaire figurant à l’adresse suivante :

<https://www.secuindependants.fr/fileadmin/mediatheque/Espace_telechargement/Formulaires/Formulaire_AFE_ACED_coronavirus.pdf>

L’adresser à l’URSSAF/CGSS de la région du demandeur par courriel en choisissant l’objet « action sanitaire et sociale » ;

Joindre un RIB et le dernier avis d’imposition.

Un courriel sera adressé au demandeur pour l’informer de l’acceptation ou du rejet de sa demande.

**Ordonnances du 25 mars 2020 et dispositions Fiscales**

Tous les actes, formalités, actions en justice et recours qui auraient dû être réalisés entre le 12 mars 2020 et 1 mois après la date de cessation de l’état d’urgence sanitaire bénéficient d’un délai supplémentaire : les délais sont donc prorogés à compter de la fin de la période susmentionnée pour la durée qui était légalement impartie, mais dans la limite de deux mois.

L’ordonnance ne prévoit pas de supprimer la réalisation de tout acte ou formalité dont le terme échoit dans la période visée ; elle permet simplement de considérer comme n’étant pas tardif l’acte réalisé dans le délai supplémentaire imparti.

Elle institue, dans plusieurs domaines de l’action administrative, une sorte de « neutralisation », pour l’application des délais prescrits par la loi et les règlements, de la période comprise entre le 12 mars 2020 et l’expiration d’un délai d’un mois à compter de la date de cessation de l’état d’urgence sanitaire.

En matière de contrôle fiscal, les délais de reprise de l’administration qui arrivent à terme le 31 décembre 2020 sont suspendus pour une durée égale à cette période (Ord. art. 10, I-1o). Ces délais sont donc en pratique prolongés de la durée correspondante.

Sont en outre suspendus, pendant la même période, tant pour le contribuable que pour l’administration, l’ensemble des délais prévus dans le cadre de la conduite des procédures de contrôle en matière fiscale ainsi que les délais prévus à l’article L 198 A du LPF en matière d’instruction sur place des demandes de remboursement de crédits de TVA (Ord. art. 10, I-2o).

La suspension des délais concerne également ceux applicables en matière de rescrit (Ord. art. 7).

N’entrent pas dans le champ de cette mesure :

1. les délais dont le terme est échu avant le 12 mars 2020 ;

2. les délais dont le terme est fixé au-delà du mois suivant la date de la cessation de l’état d’urgence sanitaire : ces délais ne sont ni suspendus, ni prorogés.

Le report des formalités déclaratives prévu par l’article 2 ne s’applique pas aux déclarations servant à l’imposition et à l’assiette, à la liquidation et au recouvrement des impôts droits et taxes. Toutes les déclarations d’impôts (IR / IS notamment) devront donc être déposées ; cependant, pour permettre aux entreprises de faire face aux difficultés liées à la crise du Covid 19, la date limite de dépôt de la liasse fiscale est reportée au 31 mai 2020.

# IV) Quelles conséquences pour le traitement des demandes ?

Demandes d’autorisations, recours gracieux, réclamations indemnitaires, procédures administratives… Le ralentissement du fonctionnement des administrations, lié à l’état d’urgence sanitaire, interroge quant au traitement des demandes présentées par les usagers, dans la mesure où, en principe, le silence gardé par l’administration n’est pas neutre juridiquement, et vaut soit décision d’acceptation, soit décision de refus.

Sur cette base, l’[article 7 de l’ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041755644&fastPos=22&fastReqId=2079701006&categorieLien=id&oldAction=rechTexte) relative à la prorogation des délais échus pendant la période d’urgence sanitaire et à l’adaptation des procédures pendant cette même période, suspend les délais de procédure administrative :

Ce texte met ainsi en œuvre un moratoire général sur les délais applicables au traitement des demandes administratives entre le 12 mars 2020 et l’expiration d’un délai d’un mois à compter de la date de fin de l’état d’urgence sanitaire, pour l’instant fixée au 23 mai 2020.

Concrètement, la période comprise entre le 12 mars 2020 et le 24 juin 2020 (sous réserve d’évolution) ne sera pas prise en compte dans le calcul des délais impartis aux autorités administratives pour statuer sur les demandes des administrés.

En application de l’article 2 de cette même ordonnance, les délais de recours arrivant à expiration pendant cette période sont également prorogés, sans pouvoir excéder un délai de deux mois.

En clair, pour les délais de recours arrivant à expiration après le 12 mars 2020, un nouveau délai recommencerait à courir à compter du 24 juin 2020 (sous réserve d’évolution), pour une durée maximale de deux mois, soit jusqu’au 24 août 2020 (sous réserve d’évolution).

**Adaptation des règles relatives à l’établissement, l’arrêté, l’audit, la revue, l’approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l’épidémie de covid-19**

Aux termes de l’ordonnance du 25 mars 2020 (n° 2020-318), le **délai normal d’approbation des comptes ou de convocation de l’assemblée générale destinée à approuver les comptes, est prorogé de trois mois**. Cette mesure concerne les entités clôturant leurs comptes entre le 30 septembre 2019 et un mois après la cessation de l’état d’urgence sanitaire.

Toutefois, cette prorogation n’est pas applicable aux entités dont le commissaire aux comptes aurait émis un rapport sur les comptes avant le 12 mars 2020.

Par ailleurs, il existe certaines particularités concernant :

1. **Les sociétés à Directoire et Conseil de surveillance**

Le délai de trois mois dont dispose le Directoire pour présenter au Conseil de surveillance les comptes annuels, éventuellement les comptes consolidés et le rapport de gestion est prorogé de trois mois s’agissant des comptes clôturés entre le 31 décembre 2019 et un mois après la cessation de l’état d’urgence sanitaire.

Toutefois, cette prorogation n’est pas applicable aux entités dont le commissaire aux comptes aurait émis un rapport sur les comptes avant le 12 mars 2020.

1. **Les sociétés en liquidation**

Le délai de trois mois dont dispose le liquidateur pour l’établissement des comptes annuels ainsi que de la présentation du rapport écrit sur les opérations de liquidation est prorogé de deux mois s’agissant des comptes clôturés entre le 31 décembre 2019 et un mois après la cessation de l’état d’urgence sanitaire.

1. **Sociétés de plus de 300 salariés ou réalisant un chiffre d’affaires d’au moins 18 millions d’euros**

Ces sociétés doivent produire les documents suivants :

* Situation de l’actif réalisable et disponible (hors valeurs d’exploitation) ;
* Situation du passif exigible ;
* Compte de résultat prévisionnel ;
* Tableau de financement en même temps que le bilan annuel ;
* Plan de financement prévisionnel.

L’ordonnance proroge de deux mois le délai normal de dépôt de ces documents pour les comptes ou semestres clôturés entre le 30 novembre 2019 et un mois après la cessation de l’état d’urgence sanitaire.

1. **Organismes de droit privé ayant reçu une subvention publique supérieure à 153 000 €**

Le délai de dépôt en Préfecture du compte rendu financier des subventions reçues, prévu par l’article 10 de la loi du 12 avril 2000 (n° 2000-321) est prorogé de trois mois. Cette prorogation concerne les comptes rendus financiers relatifs aux comptes clôturés entre le 30 septembre 2019 et un mois après la cessation de l’état d’urgence sanitaire.

# **HUITIEME PARTIE**

# **GOUVERNANCE DES SOCIETES**

Droit des sociétés et organismes sans but lucratif : approbation des comptes annuels, organisation des assemblées et organes décisionnaires pendant la période d’urgence sanitaire.

**Parmi la salve d’ordonnances rendues le 25 mars 2020 par le gouvernement, deux d’entre elles (ordonnances n° 318 et 321) traitent des mesures d’approbation des comptes annuels et de l’adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalités morales de droit privé**

La période d’urgence sanitaire ouverte le 24 mars 2020, par la loi 2020-290 du 23 mars 2020, bouleverse la vie et le fonctionnement interne des sociétés - civiles et commerciales - et organismes sans but lucratif, tels que les associations et syndicats. Les mesures gouvernementales permettent de surmonter les difficultés pratiques de réunion actuelles. Voici les principales mesures ;

**1) Approbation des comptes : prorogation de 3 mois**

Les entités qui doivent approuver leurs comptes dans les 6 mois de la clôture de l’exercice comptable et qui clôturent entre le 30 septembre 2019 et le 24 juin 2020, soit un mois après la date d’effet de la loi du 23 mars 2020, (sauf prorogation éventuelle), bénéficient d’une prorogation du délai d’approbation des comptes de 3 mois, cette possibilité n’étant possible que si le commissaire aux comptes, dans les cas où il en existe, n’a pas déjà émis son rapport avant le 12 mars 2020.

**2) Entités concernées** :

* Sociétés civiles et commerciales
* Masse de porteurs de valeurs mobilières ou de titres financiers
* Groupements d’intérêt économiques (GIE) et groupements européens d’intérêt économique (GEIE)
* Coopératives
* Associations et fondations
* Mutuelles, unions de mutuelles, fédérations de mutuelles
* Sociétés d’assurance mutuelle et sociétés de groupe assurantiel de protection sociale
* Caisses de crédit municipal et caisses de crédit agricole mutuel
* Fonds de dotation

Sans être mentionnés expressément, les syndicats professionnels, qui déposent leurs comptes annuels sont incontestablement concernés par ces dispositions.

**3) Durée** **de l’adaptation des règles de convocation des instances** :

Les mesures dérogatoires sont applicables aux assemblées et aux réunions des organes collégiaux d’administration, de surveillance, et de direction, du **12 mars 2020 au 31 juillet 2020** (sauf prorogation éventuelle de cette date) et, au plus tard, **jusqu’au 30 novembre 2020**

**4) Types de réunion concernées**

**a) Assemblées générales**

A titre préalable,si un membre d’une des entités citées ci-dessus, amené à participer à une réunion, demande la communication de document ou d’information, cette communication peut être valablement effectuée par voie électronique, sous réserve de donner son adresse électronique.

***Formalités***

Lorsque tout ou partie des formalités de convocation ont été déjà effectuées au 26 mars 2020, l’organe de convocation peut appliquer les nouvelles dispositions dérogatoires s’il peut en informer les membres « par tout moyen » au moins 3 jours ouvrés avant la tenue de la réunion, sans avoir à renouveler l’ensemble des formalités.

***Tenue des assemblées***

Pour les entités qui avaient envisagé une AG en un lieu aujourd’hui affecté par une mesure administrative limitant ou interdisant les rassemblements collectifs, l’organe compétent pour convoquer peut décider que l’assemblée se tiendra sans la présence physique de ses membres, à huis clos, ou par conférence téléphonique ou audiovisuelle.

***Validité des informations***

Les membres et les personnes ayant droit de participer à l’assemblée doivent être avisés par « tout moyen » permettant d’assurer qu’ils sont informés de :

* la date et l’heure de la réunion
* ainsi que des modalités d’exercice de leur droit.

***Calcul du quorum et majorité***

Quel que soit l’objet de la réunion, pour le calcul du quorum et de la majorité, l’organe compétent pour convoquer l’assemblée peut valablement décider (en dépit de l’absence de clause statutaire ou au contraire, en présence de clauses contraires) que sont réputés présents, les membres qui participent par conférence téléphonique ou audiovisuelle permettant leur identification. Les moyens techniques mis en œuvre pour la tenue de la réunion doivent permettre une retransmission continue et simultanée des débats.

***Consultation écrite***

Lorsque la loi permet le principe de consultation écrite des membres, ce qui est le cas pour les sociétés, celle-ci peut être organisée alors même que les statuts ne l’ont pas expressément prévue ou même contiennent une clause contraire. Cette disposition permet donc aux sociétés de recourir à la consultation écrite.

A noter : la loi n’ayant pas prévu cette possibilité pour les association et syndicats, ceux-ci ne peuvent y recourir.

**b) Conseil d’administration, de surveillance, directoire**

***Présence***

Quel que soit l’objet des débats, sont réputés présents aux réunions des organes collégiaux d’administration, de surveillance ou de direction, les membres qui participent au moyen de conférence téléphonique ou audiovisuelle permettant leur identification et garantissant leur participation effective. Aucune clause des statuts ou du règlement intérieur ne peut aller à l’encontre de cette possibilité.

***Moyens utilisés***

Les moyens employés doivent permettre de transmettre la voix des participants et doivent assurer le caractère continu et simultané des délibérations.

# **NEUVIEME PARTIE**

# **SIGNATURE ELECTRONIQUE**

# **Régime juridique**

L’obligation de confinement consécutif à la pandémie de COVID-19 généralise le recours à la signature électronique pour la signature d’actes, contrats et autres attestations.

La signature électronique (dite aussi signature numérique) est un processus, utilisant des mécanismes de cryptographie, permettant de garantir l'intégrité d'un document électronique et d'en authentifier l'auteur, comme le fait la signature manuscrite d'un document papier.

Les transactions sont chiffrées et sécurisées grâce aux certificats électroniques. Une authentification est réalisée pour chaque signataire, puis une clé privée est générée avec un certificat au nom du signataire. Ce certificat personnel est alors utilisé pour réaliser la signature cryptographique insérée dans le document.

**I – GENERALITES**

Pour être valable juridiquement, l’article 1367 du Code civil[[24]](#footnote-24) exige que la signature électronique :

* permette l’authentification de **l’auteur** de la signature (et des éventuelles mentions manuscrites) ;
* garantisse **l’intégrité** du document signé (de manière à éviter les modifications post-signature).

Ainsi, pour bénéficier, jusqu’à preuve du contraire, d’une présomption de validité de sa signature électronique, le signataire d’un acte juridique doit s’assurer que sa signature est bien *« qualifiée »* au sens du décret cité à l’article 1367 du Code civil et du Règlement *« eIDAS »*[[25]](#footnote-25).

La signature électronique « *qualifiée* » est la forme la plus sécurisée des 3 types existants de signatures électroniques :

1. La signature électronique *« simple »* : non encadrée juridiquement et peu sécurisée, il s’agit le plus souvent d’une simple signature numérisée (un scan), d’un code à taper sur un clavier, d’une signature au stylet ou encore d’une case à cocher.

En dépit de son manque de fiabilité et de sécurité (impossibilité de garantir l’origine de la signature ni l’altération a posteriori de son contenu), la signature électronique simple est valable juridiquement[[26]](#footnote-26) même si cette validité est loin d’être inattaquable. Ainsi, en cas de contestation par toute personne de l’authenticité de la signature, la signature électronique simple vaudra simple commencement de preuve, qu’il sera nécessaire d’étayer par tous moyens (e-mails, lettres, témoignages, etc.), conformément à l’article 1358 du Code civil.

1. La signature électronique *« avancée »* : plus élaborée et sécurisée, elle répond aux exigences de l’article 26 du règlement eIDAS (lien univoque avec le signataire et possibilité de l’identifier ; création à l’aide de données de création de signature électronique que le signataire peut, avec un niveau de confiance élevé, utiliser sous son contrôle exclusif ; lien aux données associées à cette signature de telle sorte que toute modification ultérieure des données soit détectable).

Elle reste cependant bien moins sécurisée que la signature électronique qualifiée, d’où l’absence de présomption légale de validité.

1. La signature électronique *« qualifiée »* : forme la plus sécurisée des signatures électroniques, elle répond aux exigences des articles 26, 28 et 29 du règlement eIDAS, de l’article 1367 du Code civil et de l’article 1er du décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 précité.

Il s’agit d’une signature avancée (cf. ci-dessus), créée à l'aide d'un dispositif qualifié de création de signature électronique (le logiciel), et reposant sur un certificat qualifié de signature électronique (sorte de carte d’identité électronique du signataire).

Seuls des prestataires *« qualifiés »* par une autorité de contrôle peuvent fournir ce type de signatures.

Contrairement aux signatures électroniques simples et avancées, la signature électronique qualifiée est légalement présumée valable : c’est à celui qui en conteste la validité de le prouver.

A noter qu’une signature électronique qualifiée permet la signature d’une personne morale.

**II – LA SIGNATURE D’UN CONTRAT *« IMMOBILIER »* A DISTANCE**

En raison des mesures de confinement prises par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19, les parties ne peuvent pas se rencontrer pour procéder à la signature de contrats de construction de maison individuelle (CCMI), de ventes en l’état futur d’achèvement (VEFA), de ventes de terrains... Est-il possible de procéder à une signature de ces contrats à distance ?

1. **CCMI**

L’article L.241-8 du Code de la construction et de l’habitation (CCH) impose qu’un CCMI fasse l’objet d’un contrat écrit entre les parties. Pour autant, un CCMI est un acte sous-seing privé pour lequel aucun texte n’impose qu’il soit rédigé et signé en présence du constructeur et de son client.

Le constructeur peut donc adresser à son prospect, pour signature, un courrier contenant le contrat (conditions générales et conditions particulières) accompagné de ses annexes obligatoires (notice d’information, notice descriptive, plans). Cette démarche est juridiquement valable à condition que ces documents adressés au prospect soient signés par le constructeur, pour valoir *« offre »* au sens de l’article 1114 du Code civil.

Le client devra ensuite renvoyer au constructeur, par courrier postal, le CCMI et ses annexes signés. C’est à la réception de ce courrier par le constructeur que le contrat sera considéré comme formé entre les parties[[27]](#footnote-27).

Dans le contexte d’état d’urgence sanitaire et de confinement, il existe toutefois une incertitude relative au fonctionnement des services postaux, variable selon les communes.

*Est-il possible de procéder à une signature électronique du CCMI ?*

Juridiquement c’est possible, mais en pratique la présence de mentions manuscrites obligatoires en CCMI empêche que la signature se fasse par voie électronique.

L’article 1174 du Code civil permet, lorsqu'une mention manuscrite est exigée, de l’apposer sous forme électronique, si les conditions de cette apposition sont de nature à garantir qu'elle ne peut être effectuée que par celui qui s’oblige. Or, cela implique de disposer d’un outil sécurisé d’apposition des mentions manuscrites répondant aux exigences de l’article 1367 alinéa 2 du Code civil[[28]](#footnote-28). Très peu de constructeurs disposent d’un tel outil.

Les travaux de dématérialisation totale du CCMI, initiés par la Commission numérique de LCA-FFB, sont en cours de finalisation et permettront dans les prochaines semaines de procéder à des signatures électroniques de CCMI.

1. **VEFA**

*Contrats de réservation*

Les contrats de réservations en VEFA peuvent également se signer sous-seing privé. Le procédé décrit ci-dessus pour la signature des CCMI (échanges de courriers postaux) est donc également envisageable pour la signature de ces contrats, avec les mêmes réserves.

La signature électronique des contrats de réservation est plus simple que pour celle des CCMI, car il est rare que ces contrats comportent des mentions manuscrites obligatoires (une mention manuscrite est obligatoire uniquement en cas de non recours à un prêt). Encore faut-il respecter les exigences de l’article 1367 précité.

En pratique plusieurs sociétés proposent déjà aux promoteurs des solutions de signature électronique pour leurs contrats de réservation.

*Contrats de VEFA*

Les ventes immobilières sont des actes authentiques au sens de l’article 1369 du Code civil. Ils doivent ainsi être reçu par notaire afin de pouvoir ensuite être publiés au service de la publicité foncière. L’article 1369 précité prévoit expressément qu’un acte authentique peut être dressé sur support électronique s'il est établi et conservé dans des conditions fixées par décret en Conseil d'État.

Cela fait déjà plusieurs années que le notariat a mis en place l’acte authentique sur support électronique (AASE). La signature de chaque partie est alors apposée grâce à un stylet électronique sur une tablette. Cela permet de signer une vente sans que le vendeur et l’acquéreur ne soient présents au même endroit, chacun allant signer chez son propre notaire, après lecture de l’acte en visioconférence.

Toutefois, la signature électronique à distance, chacun depuis son ordinateur, n’est pas possible pour la signature d’un acte authentique, puisque le notaire n’est alors pas en mesure d’attester l’identité du signataire. Les parties doivent donc se déplacer chez un notaire pour signer l’acte.Or, la signature d’un acte chez un notaire ne fait pas parti des dérogations à l’obligation de confinement prévues par l’article 3 du décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 (publié au JO du 24 mars 2020). Les offices notariaux sont d’ailleurs actuellement fermés au public.

Pour pallier cela, il serait en théorie possible de procéder à la signature de la VEFA via des procurations données par les parties à un clerc de notaire, après lecture de l’acte en visioconférence. Toutefois, pour la signature d’une VEFA, une procuration ne peut être donnée que de façon authentique, c’est-à-dire signée devant notaire… A moins qu’une telle procuration n’ait été faite avant la mise en place du confinement, la signature à distance d’une VEFA ne pourra pas se faire.

Pour lever ces obstacles, un décret[[29]](#footnote-29) permet de déroger, de façon temporaire, à l’exigence d’une présence physique chez le notaire. Depuis le 5 avril 2020 et jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire, les notaires peuvent établir des actes sur support électronique, alors même que les parties ne sont ni présentes ni représentées.

Dès lors, l'échange des informations nécessaires à l'établissement de l'acte et le recueil par le notaire du consentement des parties s’effectue au moyen d'un système numérique de communication et de transmission de l'information, garantissant l'identification des parties, l'intégrité et la confidentialité du contenu. Cet outil doit être agréé par le Conseil supérieur du notariat.

Le notaire qui reçoit l’acte doit recueillir simultanément le consentement et la signature électronique de chaque partie au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié. L'acte est parfait lorsque le notaire y appose sa signature électronique sécurisée.

*Pour les ventes de terrain et les ventes d'immeubles existants*

Pour ces actes, une procuration n’a pas besoin d’être faite devant notaire. Il est donc possible de rédiger une procuration sous-seing privé donnant pouvoir de signature à un clerc de notaire, de la scanner et de la transmettre au notaire après l’avoir certifiée conforme.

Une visioconférence peut être organisée par le notaire recevant l’acte pour procéder à sa lecture aux parties et le clerc ayant reçu pouvoir pourra ensuite le signer.

Reste que tous les documents nécessaires à la signature pourraient être compliqués à réunir du fait du confinement (diagnostics, documents à recevoir du syndic, document à recevoir du bureau des hypothèques...).

A noter qu’en Alsace-Moselle les procurations données dans le cadre d’une vente immobilière (y compris hors VEFA) doivent être passées par acte authentique devant notaire, en application de l’article 54 du [décret n° 2009-1193 du 7 octobre 2009](https://www.lexis360.fr/Docview.aspx?&tsid=docview1_&citationData=%7b%22citationId%22:%22en702624F1R18AL0%22,%22title%22:%22article%C2%A054,%202%C2%B0%20du%20d%C3%A9cret%20n%C2%B0%C2%A02009-1193%20du%207%C2%A0octobre%202009%22,%22pinpointLabel%22:%22article%22,%22pinpointNum%22:%2254%22,%22docId%22:%22EN_KEJC-184621_0KR8%22%7d) sur le livre foncier. Ainsi, comme en VEFA, à moins qu’une telle procuration n’ait été passée devant notaire avant la mise en place du confinement, la signature de ventes immobilières via des procurations ne sera pas possible en Alsace-Moselle.

Ces ventes pourront également bénéficier du nouveau décret autorisant la signature à distance des actes notariés (cf. supra).

**ATTENTION : pour les CCMI et les contrats de réservation, l’obligation d’information précontractuelle reste obligatoire et la notification au client du contrat (et de ses annexes) signé(s), par lettre recommandée avec accusé de réception, reste nécessaire afin de faire partir le délai de rétractation de 10 jours prévu par l’article L.271‑1 du Code de la construction et de l'habitation.**

**III – LE CAS DES MARCHES PUBLICS**

Pour les marchés publics en cours de passation, parmi les adaptations prévues par l’ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 figure la possibilité pour l’acheteur de renoncer à l’obligation de signature des candidatures et des offres et d’accepter une signature manuscrite scannée en lieu et place d’une signature électronique.

Ces adaptations dépendent de la volonté de l’acheteur, il faut donc se mettre en contact avec lui (via le profil acheteur) pour savoir ce qu’il décide ou non d’adapter.

Si une entreprise n’obtient pas de certificat électronique à cause de l’état d’urgence sanitaire ou que la personne détentrice de la signature électronique n’a pas accès à un poste de travail lui permettant d’apposer sa signature, il convient d’en alerter le maître d’ouvrage public, ce dernier ayant la possibilité d’aménager, en cours de procédure, les modalités de mise en concurrence.

De plus, la [FAQ de la Direction des affaires juridiques de Bercy](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/marches_publics/conseil_acheteurs/fiches-techniques/crise%20sanitaire/Questions-réponses_Coronavirus_et_commande%20_publique_DAJ.pdf) (cf. question 3) considère que l’acheteur peut notifier le marché à partir d’un acte d’engagement signé de manière manuscrite et scanné. Une fois que l’état d’urgence sanitaire aura pris fin, l’acheteur récupérera les originaux signés afin de détenir une preuve parfaite des engagements contractuels.

1. Durée de l’état d’urgence sanitaire + 2 mois : toutefois l’état d’urgence pourrait être prolongé [↑](#footnote-ref-1)
2. Durée de l’état d’urgence sanitaire + 2 mois : toutefois l’état d’urgence pourrait être prolongé [↑](#footnote-ref-2)
3. Durée de l’état d’urgence sanitaire + 2 mois : toutefois l’état d’urgence pourrait être prolongé [↑](#footnote-ref-3)
4. Durée de l’état d’urgence sanitaire + 2 mois : toutefois l’état d’urgence pourrait être prolongé [↑](#footnote-ref-4)
5. [CAA Bordeaux, 07/04/2011, 09BX01283](https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000023957625) [↑](#footnote-ref-5)
6. [Ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d’adaptation des règles de passation, de procédure ou d’exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n’en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l’épidémie de covid-19](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041755875&dateTexte=&categorieLien=id) [↑](#footnote-ref-6)
7. [CE, 12/05/1982, n° 14735, publié au recueil Lebon](https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000007672711) [↑](#footnote-ref-7)
8. [CAA Nancy, 20 oct. 1994, n° 93NC00077, OPHLM Meurthe-et-Moselle](https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000007552040) [↑](#footnote-ref-8)
9. [CCass, ch civ 3, 9 avril 2008, 07-13.572 07-13.737](file:///C:\Users\LespinasseS\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Outlook\VMQLFPF1\Cour%20de%20cassation,%20civile,%20Chambre%20civile%203,%209%20avril%202008,%2007-13.572%2007-13.737,%20Inédit) [↑](#footnote-ref-9)
10. [art. 1794 cciv](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=79218AEFA25E3CB2977FE7C4143C4387.tplgfr35s_2?idArticle=LEGIARTI000006443583&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=18040317&categorieLien=id&oldAction=&nbResultRech=) [↑](#footnote-ref-10)
11. [CE, 12/05/1982, n° 14735, publié au recueil Lebon](https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000007672711) [↑](#footnote-ref-11)
12. [art. 1794 cciv](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=79218AEFA25E3CB2977FE7C4143C4387.tplgfr35s_2?idArticle=LEGIARTI000006443583&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=18040317&categorieLien=id&oldAction=&nbResultRech=) [↑](#footnote-ref-12)
13. [CAA Nancy, 20 oct. 1994, n° 93NC00077, OPHLM Meurthe-et-Moselle](https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000007552040) [↑](#footnote-ref-13)
14. [art. 1794 cciv](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=79218AEFA25E3CB2977FE7C4143C4387.tplgfr35s_2?idArticle=LEGIARTI000006443583&cidTexte=LEGITEXT000006070721&dateTexte=18040317&categorieLien=id&oldAction=&nbResultRech=) [↑](#footnote-ref-14)
15. Durée de l’état d’urgence sanitaire + 2 mois : toutefois l’état d’urgence pourrait être prolongé [↑](#footnote-ref-15)
16. Durée de l’état d’urgence sanitaire + 2 mois : toutefois l’état d’urgence pourrait être prolongé [↑](#footnote-ref-16)
17. Par exemple :

    Mon PV de réception a été signé le 1er mars 2020, le maître d’ouvrage m’a donné un délai de 21 jours pour lever les réserves inscrites dans le PV. Je demande une suspension du délai à partir du 12 mars. Dix jours se sont déjà écoulés sur les 21 jours dont je dispose pour lever les réserves. Il me reste alors 11 jours. A la fin des mesures d’urgences prises par le gouvernement, je disposerai donc de 11 jours pour lever les réserves. [↑](#footnote-ref-17)
18. Articles [L.231-2 i)](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038433496&cidTexte=LEGITEXT000006074096&dateTexte=20200201) et [R.231-14](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006896562&cidTexte=LEGITEXT000006074096&dateTexte=19911129) du Code de la construction et de l’habitation (CCH). [↑](#footnote-ref-18)
19. Article [L.231-3 d)](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000006824513&cidTexte=LEGITEXT000006074096&dateTexte=19911201) du CCH qui admet comme causes légitimes de retard les intempéries, les cas de force majeure et les cas fortuits. [↑](#footnote-ref-19)
20. « Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts soit à raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, s’il ne justifie pas que l’exécution a été empêchée par la force majeure ». [↑](#footnote-ref-20)
21. [Ordonnance n° 2020-316 du 25 mars 2020, relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de covid-19](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000041755842&dateTexte=20200330) [↑](#footnote-ref-21)
22. Exemple : si la fin de l’état d’urgence est décrétée le 05 juin 2020, les échéances reportées seront réparties sur les factures postérieures au 31 juillet 2020 et ce, sur une période minimale de 6 mois. [↑](#footnote-ref-22)
23. Pour plus d’informations, consultez la FAQ « Questions / Réponses Economie – Fiscalité » n°3 [↑](#footnote-ref-23)
24. Art. 1367 du Code civil : *« La signature nécessaire à la perfection d'un acte juridique identifie son auteur. Elle manifeste son consentement aux obligations qui découlent de cet acte. Quand elle est apposée par un officier public, elle confère l'authenticité à l'acte. Lorsqu'elle est électronique, elle consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache. La fiabilité de ce procédé est présumée, jusqu'à preuve contraire, lorsque la signature électronique est créée, l'identité du signataire assurée et l'intégrité de l'acte garantie, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat* ». [↑](#footnote-ref-24)
25. Décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique ; Règlement européen n° 910/2014/UE du 23 juillet 2014 sur l’identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur. [↑](#footnote-ref-25)
26. En effet, l’article 25 du Règlement eIDAS rappelle que « *L’effet juridique et la recevabilité d’une signature électronique comme preuve en justice ne peuvent être refusés au seul motif que cette signature se présente sous une forme électronique ou qu’elle ne satisfait pas aux exigences de la signature électronique qualifiée.* » [↑](#footnote-ref-26)
27. Article 1121 du Code civil : *« Le contrat est conclu dès que l'acceptation parvient à l'offrant. Il est réputé l'être au lieu où l'acceptation est parvenue* *»*. [↑](#footnote-ref-27)
28. Article 1367 alinéa 2 du Code civil : *«* *Lorsqu'elle est électronique, [la signature] consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache. La fiabilité de ce procédé est présumée, jusqu'à preuve contraire, lorsque la signature électronique est créée, l'identité du signataire assurée et l'intégrité de l'acte garantie, dans des conditions fixées par* [*décret en Conseil d'Etat*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000035676246&categorieLien=id)*».* [↑](#footnote-ref-28)
29. Décret n° 2020-395 du 3 avril 2020 autorisant l'acte notarié à distance pendant la période d'urgence sanitaire (publié au JO du 4 mars 2020). [↑](#footnote-ref-29)